

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
TRANSMISSION de la CHOSE ASSURÉE
dans
ses Effets sur le Contrat d'Assurance
(Art. 19 et 48 Loi du 13 Juillet 1930.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 juin 1934, à 14 h.

PAR

Pierre SALEZ

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE PARIS

JURY ... } *Président* : M. PICARD, *Professeur*
 } *Suffragants* { MM. ESMEIN,
 } LEPARGNEUR. } *Professeurs*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES
—
1934

La
TRANSMISSION de la CHOSE ASSURÉE
dans
ses Effets sur le Contrat d'Assurance
(Art. 19 et 48 Loi du 13 Juillet 1930,)

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

L'assurance était à l'origine (pratiquement très récente) essentiellement un *contrat aléatoire de droit privé*. Que reste-t-il de cette définition ?

Le monopole d'Etat, que certains économistes proposent, ferait passer l'assurance sur le terrain du *droit public*. Nous n'en parlons que pour mémoire.

Plus féconde est la discussion du *caractère aléatoire*. De très bons auteurs en effet ont tenté de limiter, voire même de supprimer la notion d'*aléa* dans le contrat d'assurance. C'est ainsi que notre regretté Maître, le Professeur Hémard, écrivait que « dans l'assurance à primes fixes, il n'y a d'aléa que pour l'assureur puisque l'assuré, une fois la prime versée, n'a plus rien à verser »¹.

Sans méconnaître la très grande autorité de leur auteur, nous croyons que ces lignes souffrent la controverse. Si en effet cette opinion peut s'appuyer sur l'art. 1964 code civil qui dispose que les effets du contrat aléatoire peuvent être : « quant aux avantages et aux pertes, soit pour *toutes les parties*, soit pour l'*une* ou plusieurs d'entre elles... », le contraire résulte de l'art. 1104 Code civil aux termes duquel est aléatoire un contrat dont « l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de

1. Hémard, *Précis élémentaire de droit civil*, t. II, p. 17, n° 1109 *in fine*.

perte pour *chacune des parties*, d'après un événement incertain ».

Il nous suffit donc d'établir que l'assuré d'après l'événement incertain du sinistre a une chance de gain ou de perte pour qu'on doive préférer, en ce qui concerne l'assurance tout au moins, la définition de l'art. 1104. Nous prouvons ainsi que l'aléa ne concerne pas le seul assureur.

Donc ce serait parce que la prestation de l'assuré à prime fixe est déterminée au contrat qu'on pourrait nier pour lui l'existence de l'aléa ? Une comparaison semble apporter une réfutation facile.

Quand nous achetons un billet de loterie pour dix francs, notre prestation est *déterminée*, nous faisons cependant une opération indiscutablement aléatoire, puisque nous avons une chance de gain : le lot, et une chance de perte : le prix du billet.

Ainsi dans l'assurance le versement d'une prime déterminée n'est en lui-même ni une perte ni un gain ; ce sera une perte si, à la fin de l'année, l'assuré n'a pas eu de sinistre justifiant la dépense d'une prime, ce sera au contraire un gain si, à la suite d'un sinistre, l'assuré a reçu une indemnité qui, en cas d'incendie par exemple, peut être considérablement supérieure à sa prime.

Déterminer la prime n'est donc que fixer le maximum de la perte de l'assuré et le maximum du gain pour l'assureur, comme limiter le montant de la garantie du contrat c'est fixer le maximum de la perte de l'assureur et le maximum du gain de l'assuré. Mais la perte ou le gain de chacun ne sera déterminé qu'à l'expiration de la période couverte par la prime.

A cela on a répondu que l'assurance n'était pas une

poterie immorale, mais un acte de prévoyance et de bonne administration.

Ainsi l'assuré *ne peut jamais avoir de perte* puisque, s'il n'a pas perçu d'indemnités, pour sinistre, il a eu néanmoins un équivalent suffisant de sa prime : *la sécurité*. Il ne peut davantage *avoir de gain* puisque l'indemnité qu'il percevra en cas de sinistre ne dépassera normalement jamais le montant du préjudice qu'il a éprouvé.

Dire que la sécurité étant l'équivalent de la prime, le contrat d'assurance cesse d'être aléatoire pour l'assuré, c'est dire que dans une donation, le plaisir libéral ou la vanité du donateur étant l'équivalent de la chose donnée, l'acte cesse d'être à titre gratuit pour le donateur.

Un sentiment ne peut pas être un équivalent juridique.

La deuxième objection paraît plus sévère. Remarquons cependant que seule l'assurance de choses présente le caractère indemnitaire qui met obstacle à ce que le sinistre soit une source de bénéfice pour l'assuré ; l'assurance des personnes, notamment dans le cas où son bénéfice contractuel coexiste avec un recours quasi délictuel, peut être un gain pour l'assuré.

Mais même dans le cas d'assurance de choses strictement indemnitaire, il suffit de se souvenir que le sinistré *non assuré* voit son patrimoine s'appauvrir définitivement, pour être contraint d'admettre que le *sinistré assuré* fait un gain lorsque grâce à une prime souvent minime, il répare instantanément un important appauvrissement de son patrimoine.

L'assurance en effet n'est pas la cause du sinistre, non plus que le sinistre, qui est l'occasion de l'indemnité, n'en est la cause.

Il ne saurait donc être juridiquement question de nier les gains dûs à l'assurance seule, en invoquant par compensation les pertes dûes au sinistre seul.

Voilà pour ce qui est de l'assuré.

Mais on est allé plus loin : c'est ainsi que le Professeur Hémard note : « Qu'on a prétendu qu'un assureur à primes fixes qui a organisé l'assurance sur des bases statistiques sérieuses, *ne connaît plus d'aléa* ; il serait Gérant de Mutualité de risques, et il ne serait tenu personnellement qu'au cas d'inexactitude de ses calculs »¹.

Est-il donc exact que le contrat ne soit plus aléatoire pour l'assureur depuis que ce dernier a fait appel aux statistiques pour soumettre sa tarification au « calcul des probabilités » et noyer ainsi l'aléa de chacun de ses contrats dans l'ensemble de son portefeuille ?

Comme on l'a remarqué, cette thèse semble avant tout procéder d'une confusion : celle du *contrat* d'assurance et de *l'entreprise* d'assurances².

Or juridiquement il n'y a place à aucune équivoque. Le vieux principe *res inter alios...* interdit d'analyser la nature d'un contrat autrement qu'en en dégagant les effets juridiques limités aux seules parties en présence.

L'assureur, l'assuré et éventuellement le *tiers bénéficiaire*, par le mécanisme de la stipulation pour autrui ou de l'action directe, voilà le « personnel » du contrat d'assurance. Mais les divers assurés n'ont entre eux aucun lien de droit permettant de dire que soit expressément, soit tacitement, l'assureur reçoit le mandat de répartir et de compenser les risques. Chacun des contrats est

1. Hémard, *Précis élémentaire de droit civil*, t. II, p. 383.

2. Sic, Paris le Clerc, *Nature juridique du contrat d'assurance*, p. 287, et 288, n° 169.

isolément parfait. L'existence d'un ensemble compensé et compensateur est peut-être une condition économique actuelle du contrat d'assurance, mais ce n'est pas devenu une condition juridique, puisqu'une Compagnie pourrait voir tous ses assurés, moins un dénoncer leur police sans être libérée des obligations indiscutablement aléatoires du dernier contrat.

Nous pourrions donc pour nous résumer dire que la meilleure preuve de l'existence *juridique* de l'aléa du contrat d'assurance, c'est précisément cette nécessité *économique* de le compenser et de le répartir dans une entreprise d'assurances.

Mais cette nécessité reçoit-elle satisfaction en l'état de la technique moderne ? Question purement économique que nous allons cependant examiner en détail, car le juriste pour interpréter ou légiférer sur un contrat, doit en connaître la structure économique qui, commande l'intérêt des parties et en éclaire l'intention commune.

C'est ainsi d'ailleurs qu'en 1906 M. Capitant écrivait que la définition du contrat d'assurance donnée par la Société d'Etudes législatives « laissait croire que l'assureur prend à sa charge les risques assurés, ce qui est contraire à la réalité, puisque l'assureur *n'est qu'un intermédiaire qui répartit entre les assurés sous forme de primes le risque qui menace individuellement chacun d'eux* »¹

C'est encore ainsi que plus récemment le regretté Professeur Hémard après avoir défini l'assurance : « une opération par laquelle une partie, l'assuré, se fait

1. *Bulletin de la société d'études législatives*, 1906, 2^e part., p. 536.

« promettre, moyennant une rémunération, la prime, « pour lui ou pour un tiers en cas de réalisation d'un « risque, une prestation par une autre partie, l'assureur » ajoutait : « ... *qui prenant en charge un ensemble de « risques les compense conformément aux lois de la statistique* ».

Ces deux éminents civilistes n'ont évidemment pas commis la confusion juridique que nous avons rappelée plus haut entre le contrat d'assurance indiscutablement aléatoire et l'entreprise d'assurances. C'est donc sur *le terrain économique*, où : « la notion de l'assurance « dépasse le cadre d'une seule assurance, d'un contrat « d'assurance »¹, qu'ils estiment nécessaire pour le *juriste* desousigner la disparition de l'aléa pour l'assureur.

La question se pose donc pour nous de savoir si « la « suppression de l'aléa est bien le résultat économique « final de ce contrat qui est pourtant aléatoire du point « de vue juridique »².

En d'autres termes pouvons nous avec MM. Colin et Capitant souscrire sans réserve à cette définition *volontairement économique* de l'assurance : « la compensation « des effets du hasard par la mutualité organisée selon « les lois de la statistique »³.

Les grands nombres ont de fait *leur loi* et leurs constantes empiriques. Cependant qu'il nous soit permis de faire observer malgré la grande autorité des auteurs qui l'ont soutenue, que cette thèse qui veut que l'assureur répartisse les risques plutôt qu'il ne les assume, est peut-être un peu théorique.

1. Hémard, *Précis élémentaire de droit civil*, p. 376.

2. Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, éd. 1931, t. VII : Obligations, 2^e part. p. 555, n^o 1253.

3. Colin et Capitant, *Droit civil*, t. II, p. 740, n^o 836, *in fine*, éd. 1932.

Que des Compagnies d'assurances soient déclarées en faillite, il ne faut pas y voir, comme certains, une preuve du caractère aléatoire du contrat d'assurance. La faillite d'une entreprise peut avoir d'autres causes que le caractère aléatoire de ses contrats, et le caractère aléatoire des contrats d'une entreprise peut avoir d'autres conséquences que sa faillite.

Mais on peut se demander plus utilement, pour la discussion, ce qu'en fait peuvent donner à l'assureur les statistiques même supposées parfaites ? S'il est exact qu'elles « photographient » le *passé*, comme l'histoire le peint, ont-elles le pouvoirs de dévoiler l'*avenir* à coup sûr ? Nul ne saurait le prétendre.

Nous savons que les historiens sont les gens qui se trompent le plus lourdement lorsqu'ils se flattent de prévoir l'avenir « à la lumière des grandes leçons du passé ».

Non pas que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, mais parce que les mêmes causes se reproduisent rarement dans un rapport identique.

Un exemple en matière d'assurance ? Il est encore présent à la mémoire de chacun. A l'époque où la jurisprudence n'avait pas encore dégagé de l'art. 1384 Code civil la théorie de la présomption de responsabilité, les statistiques bien faites enseignaient que le risque de la responsabilité civile du propriétaire d'une automobile pouvait être couvert selon un certain tarif.

Depuis que les Chambres réunies de la Cour de cassation ont consacré en 1930 la thèse de la présomption de faute, l'ancienne tarification s'est révélée nettement insuffisante. Et, dans les Compagnies à primes fixes dont les nombreux anciens contrats souscrits pour dix ans

ne permettaient pas l'application immédiate d'un relèvement général des primes, on a vu la branche automobile déficitaire.

Voilà donc un aléa que la statistique n'avait pas prévu. Et alors que l'on nous représente l'aléa disparu du contrat d'assurance par l'effet de la répartition et de « la compensation des effets du hasard », dans notre exemple, nous voyons au contraire que, par sa réalisation, l'aléa, venant frapper l'ensemble du portefeuille de l'assureur, met précisément obstacle à cette répartition et à cette « compensation des effets du hasard ».

Et ce qui vient encore sur le terrain économique manifester la permanence de l'aléa dans le contrat d'assurance c'est l'application pratique et quotidienne par les assureurs du grand principe de la « *sélection des risques* ».

L'assureur-vie, qui pourtant connaît de façon précise la moyenne de la vie humaine, n'exige-t-il pas que chaque assuré se soumette au préalable à une visite médicale qui devra apporter la preuve de sa parfaite santé ?.

Et pourtant la mort atteint inéluctablement faibles et robustes, et les statistiques, sans distinction, font précisément la moyenne des décès des uns et des autres.

En vérité, il y a dans cette visite préalable un aspect de la « *sélection des risques* », et nous verrons les conclusions que l'on doit en tirer.

D'une manière plus générale, est-ce que l'assureur ne tient pas à jour une statistique particulière des sinistres supportés par chacun de ses contrats ? Pourtant, si l'assurance n'est plus un contrat aléatoire, qu'importe-t-il de savoir par une statistique particulière que tel assuré, malheureux ou imprudent, a de nombreux sinis-

tres, et que tel autre, prudent ou heureux, n'en a pas encore eu ?

Est-ce que *la loi des grands nombres* ne permet pas d'affirmer que sur un ensemble d'assurés pris au hasard, la proportion des imprudents ou des malheureux et de ceux qui ne le sont pas, reste sensiblement constante (donc prévisible lors de l'établissement du tarif des primes) et ce avec d'autant plus de certitude que les assurés sont plus nombreux.

A cela, les assureurs nous répondent que les statistiques particulières des résultats de chaque contrat ont l'immense avantage de permettre, après chaque sinistre, soit le relèvement de la prime, soit la résiliation du risque reconnu indésirable.

Et ceci est d'autant plus nécessaire que la *concurrence*, qui fausse les lois du hasard, oblige ainsi chaque Compagnie à se garder d'obérer son portefeuille en recueillant aveuglément tous les risques refusés ou rejetés par les autres.

Il y a là un autre aspect plus vaste de cette « *sélection des risques* ». Nous n'en contestons évidemment ni la légitimité, ni la nécessité.

Mais alors, si au sein de l'entreprise d'assurance, il y a *sélection des risques*, c'est donc que l'assurance n'est pas ce creuset que l'on nous représentait et où venait se fondre bons et mauvais risques pour réformer constamment et invariablement ces moyennes statistiques « *compensation des effets du hasard* ».

Et quand, sortant de l'abstraction, nous voyons en fait les grandes compagnies, pour augmenter leurs bénéfices, faire précisément passer le souci de sélectionner leurs risques avant celui de voir progresser leur encaisse-

ment de primes, et à cet effet tenir à jour la statistique de chaque contrat en cours, et se communiquer entre elles les résultats des contrats en perte résiliés, nous avons le droit de dire que, si, même amorti et compensé dans une mesure variable, l'aléa préoccupe encore à ce point l'assureur, c'est donc bien que sa suppression n'est pas « le résultat final du contrat d'assurance ».

Le caractère aléatoire du contrat d'assurance subsiste donc dans son intégrité.

Et si nous avons développé ce point peut-être longuement, ce n'est pas pour sacrifier à l'usage des généralités d'introduction.

C'est en effet à partir du caractère aléatoire, et des considérations de fait et de droit qui l'établissent, qu'on peut le plus sûrement déduire, si on l'admet, que le contrat d'assurance est conclu *intuitu personae*. Or *cette considération de la personne de l'assuré domine*, ce sera notre thèse, *presque tout le problème de la transmission de la chose assurée envisagée dans ses effets sur le contrat d'assurance*; et beaucoup des solutions que chacun peut y apporter, ainsi que la critique de ces solutions, qu'elles émanent de la jurisprudence, de la convention ou de la loi, sont avant tout subordonnées au parti que l'on prend sur le point de savoir si le contrat d'assurance est toujours conclu *intuitu personae*, si au contraire il ne l'a jamais été, ou seulement ne l'est plus, ou si enfin il ne peut pas tantôt l'être ou tantôt ne pas l'être, selon les cas d'espèces.

Mais si l'assurance restant sur le terrain du *droit privé*, conserve ses aléas par le jeu de cette sélection que la concurrence nécessite, permet et limite à la fois,

(alors que le *monopole public* l'interdisant par définition fait perdre du même coup à l'assurance son caractère aléatoire) on pourrait très sérieusement se demander si nous sommes encore en présence d'un contrat.

Singulier contrat en tout cas que celui dont une loi récente vient fixer impérativement les clauses essentielles. « Les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » (art. 1134 Code civil). Mais ici, n'est-ce pas plutôt la loi qui tient lieu de convention ?

Dans notre pensée il n'y a pas là une critique ; ce qui est nécessaire pour notre étude, c'est de souligner que cette matière fortement teintée d'ordre public n'a jamais connu la liberté du contrat véritable.

Il ne faudrait pas croire en effet qu'avant la loi de 1930 lorsque le Code civil était plus laconique sur l'assurance terrestre cependant répandue que sur l'antichrèse par exemple, la liberté contractuelle régnait pour autant.

L'assurance en effet est un contrat *d'adhésion*. Sans reprendre le développement de la formule¹, c'est dire clairement que la liberté ne présidait pas à la *confection* du contrat.

A cela qu'elle considérera comme une tare de naissance, la jurisprudence voudra alors apporter, les remèdes de l'équité : l'assurance est un contrat de *bonne foi*, c'est encore dire clairement que la liberté juridique ne présidera pas davantage à l'*interprétation* du contrat. La jurisprudence, c'est un fait, n'est pas tendre pour les assureurs. Et elle était d'autant plus à l'aise pour statuer *ex equo et bono* et résoudre les cas particuliers à la lumière des grands principes assouplis par la notion de bonne foi, que les contrats primitifs ne contenaient

1. V. sur ce point les pages très intéressantes de Paris-Leclerc, *op. cit.*, déjà cité.

que peu de clauses en dehors de la qualité des parties, la nature du risque couvert, la désignation des objets assurés, le montant de la prime et les dates d'effet et d'expiration.

Mais les assureurs et leurs contentieux se lassèrent de perdre des procès : puisque le doute profitait trop souvent à l'assuré on ferait désormais imprimer des polices tellement explicites que sous peine d'encourir immanquablement la Cassation les juges ne pourraient plus que difficilement leur faire dire autre chose que ce que les assureurs estimaient nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts. C'est ce que M. Chavegrin exprimait d'une manière pittoresque en disant que « les Compagnies sont maîtresses dans l'art des contre-mines »¹.

Désormais le pouvoir du juge est très réduit. Il ne pourra plus qu'interpréter les seules clauses obscures, annuler exceptionnellement au nom de l'ordre public les clauses dites léonines, ou par des considérations de fait faire difficilement pencher la balance du côté au détriment duquel il estimera que l'équilibre avait été rompu.

Assurés et assureurs pensèrent alors demander à la loi cet arbitrage qui, laissé au juge, devenait trop difficile au gré des premiers, et demeurait trop incertain de l'avis des seconds.

L'année 1904 vit ainsi la naissance d'un projet de loi destiné à faire équilibre entre les divers intérêts en présence. En 1913 le projet n'avait reçu aucune sanction législative.

Les assurés représentés, inconsciemment, peut-être,

1. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1906, 1^{er} part., p. 37

par un groupe de courtiers, estimèrent pouvoir demander aux assureurs l'amendement d'un contrat qu'il leur fallait jusqu'alors accepter ou refuser en bloc.

La Ligue des Assurés ainsi constituée obtient en 1913 des assureurs une police type pour le risque incendie.

Événement sans lendemain qui faisait du contrat d'assurance quelque chose de très voisin de ce contrat collectif dont on parle en droit ouvrier.

De toutes façons, l'individualisme libéral et contractuel du Code ne régnait donc pas. Ainsi l'intervention du législateur (qu'il innove ou codifie) voyait sa nécessité grandir avec le développement considérable des assurances.

Le décret du 8 mars 1922 fut une première réalisation partielle. La loi du 13 juillet 1930 est actuellement le terme de l'évolution.

Pour nous résumer, nous pouvons ainsi distinguer dans l'histoire très contemporaine du contrat d'assurance trois périodes distinctes. La première caractérisée, par ce fait que *des clauses peu nombreuses* obligent la jurisprudence à résoudre les difficultés à la lumière des principes généraux du droit civil, de cette géométrie juridique corrigée par la bonne foi et les usages de l'assurance.

Comme on pouvait le supposer d'après l'imprécision de ces sources, nous rencontrerons dans la jurisprudence et dans la doctrine des hésitations, des dissonnances, des contradictions et des revirements. Cette période où se dégage le droit des assurances terrestres pourrait être appelée justement le *chaos jurisprudentiel*.

Une deuxième période, nous l'avons signalé, est marquée par une *croissance hâtive des conditions générales* des contrats d'assurance. Le rôle créateur de la juris-

prudence se rétrécit au fur et à mesure que l'assureur plus précis prévoit et fixe impérativement la solution des difficultés d'exécution de son contrat successif.

C'est la période de la *rigueur contractuelle*.

Enfin *la loi* du 13 juillet 1930 prétend prévoir les conflits d'intérêts qui président à la conclusion d'un contrat et prévenir les conflits de droit qui découlent de son exécution.

Nous avons une tentative d'équilibre légal.

Chaos jurisprudentiel. Rigueur contractuelle. Équilibre légal, voilà quels pourraient être les titres de chacune des trois parties de notre étude de droit interne sur *la transmission de la chose assurée dans ses effets sur le contrat d'assurance*.

Remarquons cependant que lorsque les Compagnies prirent l'habitude de faire souscrire des contrats de plus en plus précis, de nombreux assurés anciens étaient encore engagés pour de nombreuses années par des contrats laconiques ; que de même la loi de 1930 n'est pas rétroactive dans tous ses articles, et qu'ainsi beaucoup de contrats souscrits antérieurement à la promulgation échappent au contrôle légal sur bien des points et en particulier en ce qui concerne l'objet de notre étude.

Ces trois parties que nous indiquions correspondent donc, plutôt qu'à trois périodes, à autant de régimes.

Leurs naissances *successives* ont été signalées dans un ordre évidemment *chronologique*.

Ce même ordre dans lequel nous allons analyser leurs vies juridiques *coexistantes sero logique*.

EXPOSITION

Un propriétaire vend un immeuble, qui par ailleurs fit l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie. Ce contrat ne vient à expiration que plusieurs années après la date de la vente.

Les rapports juridiques existants entre le *vendeur* et l'*assureur* vont-ils se trouver modifiés ?

Exactement, le vendeur devra-t-il toujours la prime alors qu'il n'a plus d'intérêt à s'assurer, et en cas de sinistre l'assureur devra-t-il encore l'indemnité au vendeur qui n'a plus de préjudice ?

D'autre part, entre l'*acquéreur* et l'*assureur*, des rapports juridiques vont-ils *naitre* du seul fait de la vente ou faudra-t-il des conventions nouvelles et accessoires ? Précisément, l'acquéreur sera-t-il réputé tenu du paiement des primes et l'assureur, en cas de sinistre, lui devra-t-il le montant de l'indemnité ?

Enfin nous savons que la vente crée relativement à l'objet transmis des droits et des obligations entre vendeur et acquéreur. Mais indépendamment de ces effets généraux, est-ce que relativement à l'assurance de l'objet transmis, la vente ne va pas aussi créer soit *tacitement* soit *expressément* des rapports juridiques spéciaux entre le *vendeur* et l'*acquéreur*.

Ainsi le vendeur peut-il, et à quelles conditions, exiger de l'acquéreur la reprise du contrat d'assurance,

c'est-à-dire essentiellement le paiement des primes échues postérieurement à la vente ?

L'acquéreur de son côté peut-il, et dans quel cas, obliger le vendeur à lui céder le bénéfice de son contrat et à lui faciliter les opérations de transfert.

Tels sont les problèmes de droit que nous rencontrons dans le cas isolé de la vente d'immeuble.

Plus généralement chaque fois qu'une chose mobilière ou immobilière, couverte par une assurance, sort d'un patrimoine *par un mode quelconque*, pour entrer dans un autre, nous retrouverons ces mêmes questions. Nous nous proposons de les étudier sous le titre de *transmission de la chose assurée dans ses effets sur le contrat d'assurance*.

Théoriquement, c'est toute la transmission des obligations qui est en cause, dans ses chapitres les plus originaux et les plus nouveaux, comme celui de la cession de dette.

Pratiquement, il s'agit de problèmes que pose en fait chaque contrat *d'assurance de choses*. Et si nous nous souvenons que l'assurance de chose « comprend l'assurance contre l'incendie, l'assurance contre les risques de transport terrestres, l'assurance contre les accidents survenus aux choses (mortalité des animaux, bris de glace, grêle, vol, assurance de crédit), l'assurance de responsabilité, la réassurance »¹ cette banalité est pour l'utilité de notre étude la meilleure caution.

Cependant nous laisserons de côté l'assurance crédit et la réassurance ; la première est en effet d'une pratique trop récente, et sa théorie est encore mal dégagée de celle des opérations bancaires.

Elle échappe d'ailleurs comme la réassurance aux règles édictées par la loi du 13 juillet 1930.

1. Hémar, *Précis élémentaire de droit civil commercial*, t. II, p. 379.

Première Partie

La police est muette sur la transmission de la chose assurée.

Selon le plan dégagé, nous supposerons que le problème qui nous occupe doit être d'abord résolu dans le cas où le contrat d'assurance ne contient aucune clause régissant *expressément* la transmission de la chose assurée.

Il n'est pas nécessaire de reprendre les caractères généraux de cette période ou de ce régime. Ils ont été déjà décrits. Nous les vérifierons.

Dans les trois premiers chapitres, nous isolerons la *transmission à titre particulier* en étudiant le cas de la seule *vente pure et simple*.

Un quatrième chapitre nous permettra de comparer la vente avec les *principaux autres modes de transmission*.

CHAPITRE PREMIER

VENDEUR ET ASSUREUR

Un assuré a vendu l'objet couvert par sa police dont la date d'expiration est lointaine. Devra-t-il, les années suivantes, payer encore le montant de la prime ?

Deux solutions s'opposent dans leur simplicité. On peut très valablement soutenir que la vente de l'objet étant un acte auquel l'assureur demeure étranger, ne peut ni lui profiter, ni lui nuire. Le vendeur restera donc tenu intégralement des primes à échoir parce que son exonération nuirait à l'assureur¹.

A cela on a répondu très sérieusement que précisé-ment la vente de l'objet profite à l'assureur qui, nous le verrons, ne doit plus d'indemnité au vendeur. Ainsi l'assureur voit son risque disparaître, et puisque le caractère propre de l'assurance est de supposer essentiellement un risque, par sa suppression, le contrat devient immédiatement caduc « faute de cause »². L'assureur ne peut plus s'en prévaloir pour exiger le paiement des primes dont le vendeur se trouve ainsi libéré³.

1. Boudousquié, *Traité d'assurance contre l'Incendie*, p. 207.

2. Sic. : Quenault, *Traité des assurances terrestres*, p. 295, n° 380.
contra : Luzac-Wolf, t. IV, p. 3, parag. 629.

Ces deux thèses se peuvent parfaitement concilier. Il n'est pas niable « qu'il est de l'essence du contrat d'assurance qu'il y ait un risque à courir »¹, et qu'ainsi en cas de disparition du risque « la police d'assurance, *étant sans cause*, ne peut avoir aucun effet »¹. C'est ce que Duhail résume excellemment en disant que, « la prime et les risques sont en effet corrélatifs ».

Mais il est non moins exact que les Compagnies sont : « exposées chaque jour selon les caprices des assurés, « ou selon les faits accidentels, qui peuvent les atteindre, « à se voir annuler des ressources acquises par la signature apposée sur les engagements qui sont souscrits « par l'assuré au moment du contrat »².

La vente de l'objet assuré acte unilatéral à l'égard de l'assureur ne doit donc pas en droit et en équité porter préjudice à ce dernier.

La conciliation consistera donc à dire que « l'assureur « ne saurait prétendre recevoir une prime pour un risque « qu'il a cessé de couvrir »³, mais qu'il pourra du moins intenter contre le vendeur une action en dommages et intérêts pour résiliation volontaire et unilatérale d'un contrat synallagmatique (art. 1142 Code civil et suivants).

Il y a en effet *faute* du vendeur, lequel n'était pas obligé de transmettre sa chose. Du moins, s'il désirait craignait ou supposait la vendre, il devait ne contracter qu'une assurance à durée très limitée, ce que lui permettait la clause de résiliation annuelle.

Mais surtout il y a *préjudice* de l'assureur ; celui-ci en raison de la durée du contrat n'avait-il pas consenti

1. C. de Paris, 18 mars 1847, *B. d. M.*, II, 208.

2. Commerce de Tarbes, 24 juin 1853, *B.d.M.*, III, 36.

3. Civil de la Seine, 11 août 1836, *B.d.M.*, III-3.

des conditions meilleures pour les années écoulées, n'avait-il pas escompté les commissions du courtier, n'avait-il pas enfin engagé des frais généraux d'exploitation en fonction de recettes qu'il était en droit de croire certaines, et qui se révéleront illusoires si chaque assuré engagé à long terme peut toujours s'exonérer de ses obligations en vendant l'objet du contrat au bas duquel il a mis sa signature.

Faute du vendeur, préjudice de l'assureur, voilà bien les deux éléments essentiels de cette action en dommages et intérêts que nous présentions comme devant concilier deux thèses qui s'opposaient dans une égale rigueur juridique.

Le vendeur cesse d'être tenu des promesses d'un contrat caduc, mais l'assureur grâce à cet équivalent d'exécution que sont les dommages-intérêts ne perd pas pour autant le bénéfice de ses stipulations.

S'écartant des opinions doctrinales qui ont été rapportées en note, de bons auteurs admettent cette théorie de la résiliation du contrat avec dommages-intérêts compensatoires¹.

Et c'est bien également ainsi que l'on peut traduire la jurisprudence assez pauvre sur ce point.

On cite parfois certaines décisions comme admettant en cas de vente de la chose la résiliation du contrat sans indemnité². Mais, à la lecture, on peut constater que dans la première espèce la Cour de Paris avait à se pro-

1. Ferot, Et. sur Ass. à pr. contre inc., p. 69, al. 2.

Sic : Duhail, *L'assurance contre l'incendie*, p. 199, n° 148, al. 1.

Hémard, note sous Req., 4 nov. 1907, col. II, al. 2., S., 1908-1-337.

Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, p. 718, n° 365.

Pouget, *De la prime en matière d'assurances terrestres*, p. 309 et suiv.

2. C. de Paris, 18 mars 1847, B.d.M., II, 208. Paix de Sèvres, 24 oct. 1874, B.d.M., III, 194.

noncer sur un contrat non pas résilié, mais *nul ab initio* faute de cause.

La deuxième espèce soumise au Juge de paix de Sèvres posait le problème différent de la résiliation par disparition du risque dans un cas fortuit. La rupture du contrat ne trouvait donc pas son origine dans un fait volontaire de l'assuré, comme en cas de vente.

Plus précieuses sont trois autres décisions rendues par le tribunal de la Seine, la Cour de Paris et le tribunal de commerce de la Seine¹.

Les attendus du Tribunal de la Seine sont particulièrement nets : sur une demande de la Compagnie « Le Phénix » en paiement de primes afférentes à un contrat garantissant des marchandises qui avaient été vendues, le tribunal déclare : « *En ce qui touche la prime réclamée* »... « que la Compagnie ne saurait prétendre recevoir une prime pour un risque qu'elle a cessé de couvrir », mais « *en ce qui touche les dommages et intérêts* » la Compagnie obtiendra à ce titre une année de prime.

La Cour de Paris avait à se prononcer sur une demande en paiement de primes, intéressant un contrat garantissant une industrie de transport qui avait dû cesser ses opérations par suite de la réquisition de ses chevaux. La Société assurée demandait la résiliation de son contrat et la restitution de la prime qu'elle avait versée d'avance, au prorata du temps pendant lequel le risque avait cessé d'exister, soit onze mois. La Cour prononça la résiliation du contrat et admettant le principe des dommages et intérêts déclara que le prorata

1. Civil de la Seine, 11 août 1836, B.d.M., III. 3. C. de Paris, 11 décembre 1872, B.d.M., II 453. Commerce de la Seine, 1887, J. des Ass., 1887-480.

de prime qui ne pouvait être restitué en vertu du *principe de l'indivisibilité* constituait une indemnité suffisante.

Le tribunal de commerce fixa le montant des dommages intérêts à trois années de prime. Mais cette condamnation avait nettement le caractère d'une astreinte comminatoire et exagérée, destinée à obliger l'assuré vendeur à faire signer à son cessionnaire l'engagement de continuer les contrats d'assurance dont l'objet avait été vendu.

Il est donc permis de supposer que si les polices n'avaient pas très tôt fixé impérativement le montant de l'indemnité de résiliation, la jurisprudence plus abondante aurait dans son ensemble adopté une année de prime comme représentant le préjudice normal de l'assureur.

Il convient d'autre part de signaler que la résiliation avec indemnité d'une année de prime ne peut avoir lieu que du jour où l'assureur a eu connaissance de la disparition du risque.

Ainsi l'assuré ne pourrait pas, après la vente de la chose assurée, payer normalement sa prime comme si le risque existait toujours, et prétendre ensuite à l'échéance suivante que la dernière prime avait été payée à titre d'indemnité de résiliation.

Même s'il pouvait établir certainement la date de l'aliénation, il devrait encore une année de prime non à compter de cette date, mais du jour seulement où l'assureur en a eu connaissance par quelque moyen que ce soit.

Cette solution est normale si l'on se souvient que le préjudice de l'assureur en cas de résiliation unilatérale

tient pour beaucoup à ce qu'il est privé brutalement de ressources qu'il était en droit de croire certaines.

La jurisprudence a donné cette solution en cas de réduction de risque ¹, et nous pouvons l'appliquer à notre cas par analogie.

Remarquons enfin qu'outre cette prime d'une année, la prime en cours généralement versée d'avance restera acquise à l'assureur, non pas à titre d'indemnité, mais par application du vieux principe de l'indivisibilité ², que les assureurs maritimes ont toujours connu, et exprimaient ainsi : « Nul ristourne si les assureurs ont commencé à courir les risques ³ ».

Et cette solution est particulièrement intéressante en ce qu'elle pose la question de savoir si en cas de sinistre survenant postérieurement à la vente, l'assureur doit encore l'indemnité au vendeur.

En effet, puisque la prime en cours a été versée d'avance et que ce n'est pas à titre d'indemnité qu'elle demeure acquise à l'assureur, on pourrait prétendre avec sérieux que ce dernier reste débiteur de l'indemnité pendant toute la période pour laquelle il a perçu cette prime. Est-ce que les obligations réciproques nées d'un contrat synallagmatique ne doivent pas s'exécuter corrélativement, « *zug um zug* », comme s'exprime si parfaitement le droit allemand.

1. Civ. de la Seine, 23 déc. 1874, B.d.M., 196-III. — Civ. de la Seine, 19 oct. 1875. — B.d.M., III-206. — C. de Paris, 22-1-74. — B. d. M., II-477. Contra, Le Hêvre, 21 déc. 1900. *Rec. per. Ass.*, 1901-226.

2. C. de Paris, 11 déc. 1872, B. d. M., 453-II. — Civ. de la Seine, 5 févr. 1897, Sim. III-413. — Commerce de la Seine, 29 oct. 1885, Sim. III-83. — Sic. de Lalande, *Ass. contre l'Incendie*, n° 138. — Emerignon, ch. 16. sect. II : Grun et Joliat, *Traité des ass. ter.*, n° 195. — Quenault, *op. cit.*, n° 110, — Persil, *Traité des ass. ter.*, n° 136.

Contra : Seine, 11 mars 1909, *Rec. pér. ass.*, 1910, 497. — Le Hêvre, 21 déc. 1900, *supra* n° 1. — Weyer, *La prime d'assurance*, p. 44 à 61.

3. Rapporté par Quenault, *Traité des ass. terr.*, p. 293, n° 378.

Déclarer qu'après l'aliénation l'assureur demeure obligé à l'indemnité à l'égard du vendeur obligé à la prime, ne serait que faire application normale des principes généraux de notre droit.

Des assurés vendeurs ont plaidé cette thèse, en particulier lorsqu'après la perte de la chose vendue ils désespéraient d'en obtenir le prix d'un acquéreur insolvable, mais à notre connaissance aucun auteur ne l'a jamais admise, et la jurisprudence dans son ensemble l'a repoussée¹.

A une décision rare² qui déclare que « sans qu'il soit « besoin d'apprécier si B..., est ou non propriétaire des « glaces, la Compagnie ayant traité avec lui et reçu « de lui des primes d'assurance, elle ne saurait se refuser « à lui en payer la valeur assurée », on peut opposer plusieurs arguments procédant d'ailleurs d'idées très voisines.

D'abord le contrat d'assurance étant *essentiellement* un contrat d'indemnité, et cette indemnité supposant *essentiellement* un préjudice, le vendeur en se dessaisissant de sa chose n'est plus susceptible de préjudice et il « perd l'intérêt qui vivifiait le contrat »³.

Ensuite le vendeur qui est censé avoir touché son prix ou du moins qui en est créancier, s'il avait encore droit à

1. C. de Laon 1827, B.d.M., III-1. — C. d'Agen, 14-8-37, B.d.M., 11-18. — Co. Bruxelles, 7 juin 1837, 11-34. — Civ. Péronne, 16 juillet, 52, conf. par Amiens, 30-12-52, B.d.M., 11-144. — Comm. Tarbes, 24 juin 1853, B.d.M., III-36. Lyon, 6 juin 57, B.d.M., III-63.

Sic. : de Lalande, *op. cit.*, p. 186, n° 279. — Alauzet, *Traité général des assurances*, t. I, p. 254, n° 142. — Emerignon, *Traité des assurances et des contrats à la grosse*, p. 160. — Quenault, *op. cit.*, p. 166, n° 211. — Pardessus, *Droit commercial*, t. II, n° 276. — Pouget, *Dict. des ass.*, t. II, V. vendeur, n° 2.

2. Commerce Seine, 14 oct. 52, B.d.M., III-32.

3. Duhail, *op. cit.*, n° 149, al. 4. — Sic. Férot, *op. cit.*, p. 62, al. 2. Civ. de Lyon, 6 juin 57, B.d.M., III-63.

l'indemnité « toucherait deux fois le prix de sa chose¹ », et ferait un *enrichissement injuste*.

Enfin accorder l'indemnité au vendeur serait aller à l'encontre de *l'ordre public* qui, pour que l'assurance ne dégénère pas en un jeu ou un pari, exige que celui qui s'assure ait un intérêt matériel à la conservation de la chose².

Ainsi quels que soient les motifs adoptés, on est d'accord pour refuser au vendeur le bénéfice de l'indemnité en cas de sinistre survenu après l'aliénation.

L'assurance de choses, contrat d'indemnité, ne saurait être une source de bénéfices pour l'assuré.

1. Commerce Tarbes, cité *supra*, p. 26, note 1. — Sic. : Quénault *op. cit.*, p. 166, n° 211. — Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. II, n° 271, 2^e édit.

2. Civ. Laon, cité *supra*, p. 26, n. 1. — Cour de Bruxelles, cité *supra*, p. 26, n° 1.

CHAPITRE II

ACQUEREUR ET ASSUREUR

Les hommes croient difficilement à la possibilité du malheur pour eux-mêmes.

C'est ainsi que souvent l'acquéreur d'un immeuble jugera indiscret le zèle de l'agent d'assurance qui immédiatement après, ou même avant la vente, viendra lui proposer soit la souscription d'une nouvelle police « incendie » soit la reprise par avenant du contrat de l'ancien propriétaire.

Qu'un immeuble depuis toujours assuré, pendant les quelques jours où il pourrait cesser provisoirement de l'être deviennent précisément la proie des flammes, voilà qui paraîtra bien improbable à cet acquéreur insouciant.

Et cependant, les recueils de jurisprudence enseignent que l'hypothèse s'est réalisée maintes fois.

Si donc postérieurement à l'aliénation d'un immeuble régulièrement assuré par le vendeur, un sinistre survient avant que l'acquéreur n'ait soit souscrit un nouveau contrat soit repris expressément l'ancien, l'assureur devra-t-il verser à l'acquéreur l'indemnité dont il n'est plus tenu, nous l'avons vu, à l'égard du vendeur ?

Telle est la question capitale que posent les rapports entre acquéreur et assureur.

Précisons-le avant tout, le problème suppose que le vendeur n'a pas encore résilié son contrat dans les conditions déjà étudiées. Pratiquement, il en est bien ainsi dans cette *période de transition*, qui suit de très près l'aliénation : vendeur et acquéreur font preuve d'une égale négligence, l'un pour résilier, l'autre pour s'assurer.

Et il s'agit de savoir si cette négligence du premier ne va pas précisément sauver le second des conséquences ruineuses de la sienne.

L'acquéreur peut-il prétendre au bénéfice du contrat souscrit par le vendeur ?

La solution soulève une controverse dont le rappel sera peut-être la partie la plus intéressante de toute notre étude : nous aurons en effet à nous prononcer sur « l'effet à l'égard de l'ayant cause particulier des contrats générateurs d'obligations relatifs au bien transmis »¹.

La majorité des auteurs accordent à l'acquéreur le bénéfice du contrat de son prédécesseur, mais les arguments donnés diffèrent.

Nous trouvons fréquemment exprimée cette opinion que « l'assurance est un contrat *accessoire*, attaché à la chose assurée »², et qu'ainsi l'acquéreur en devient bénéficiaire en même temps qu'il acquiert la propriété de la chose.

Divers textes ont été recherchés pour le soutien de

1. Lepargneur, « De l'effet à l'égard de l'ayant cause particulier des contrats générateurs d'obligations relatifs au bien transmis », *Revue trim. dr. civ.*, 1924- p. 481 et suiv.).

2. Emerignon, *op. cit.*, p. 160, n° 2. — Sic. Boudousquié, *op. cit.*, n° 370 et p. 313, n° 269. — Boulay-Paty, *Droit commercial*, t. IV, p. 329. — Persil, *Traité des ass. terr.*, p. 246.

Pardessus, *op. cit.*, t. II, n° 271 et n° 596, 3°. — Ruben de Couder *op. cit.*, p. 718, n° 365. — Quenault, *op. cit.*, p. 170, n° 218.

cette thèse. Emérignon, suivi par la Cour de Pau¹, croit même devoir chercher ses sources dans le droit romain, ce qui ne manque pas d'inattendu à propos d'un contrat aussi moderne que l'assurance.

On rappelle donc que d'après Paul « *pactum conventum cum venditore factum si in rem constituitur, secundum plurium sententiam et emptori prodest* ».

Pour M. Lépargneur³, ceci ne viserait que le seul pacte de *non petendo*, et ce serait à tort, ainsi que pour les autres textes invoqués dans le même sens, qu'Emérignon et Toullier⁴ leur auraient donné cette extension.

^ Quoiqu'il en soit, plus près de nous, Dumoulin enseignait certainement à propos de la vente en général que « *Appellatione rei simpliciter, etiam alio non expresso, venit res cum omnibus suis accessoriis juribus et pertinentiis* »⁵.

Enfin, il ne faut pas oublier l'art. 1615 Code civil qui dispose que « l'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel ». Il y aurait donc indépendamment de toute intention des parties, et même contrairement à l'intention de l'une des parties non exprimée au moment de la vente, transmission *légale* du droit à l'indemnité.

Ce système qui a pour lui l'autorité des anciens auteurs qui ont été cités, peut paraître encore aujourd'hui satisfaisant.

Une seule difficulté subsiste à notre sens : si nous invoquons l'art. 1615, nous établissons uniquement que

1. C. de Pau, 27 août 1836, D. 40- II 22.

2. Dig., II, XIV, 17-5 de *pactis*. Dans le même sens, D. II-XIV, 21-5 et L., 13 C. de *contrahstipulat*.

3. Lepargneur, article cité.

4. Toullier, t. VI, 5^e édit., 1830, p. 459.

5. Dumoulin, Cout. de Paris, Tit. des fiefs, par. I, gl. 5, n^o 14.

l'accessoire est légalement transmis avec la chose vendue, mais il nous reste à prouver que l'assurance constitue précisément un accessoire. Il nous faudra donc, après avoir dégagé le critère de l'accessoire en règle générale, rechercher s'il s'applique exactement à l'assurance en particulier.

A l'analyse, il semblerait que le terme accessoire dût désigner *un objet ou un droit sans lequel l'utilité de la chose vendue se trouverait amoindrie, alors surtout que le vendeur est seul à posséder ce droit dont l'acquéreur ne pourrait obtenir la cession d'un autre.*

Autrement il n'y aurait aucune utilité à ce que la loi fasse obligation stricte au vendeur de transférer, *sans convention expresse préalable*, un droit qui ne serait *ni indispensable à l'objet vendu, ni impossible à obtenir d'un autre que le vendeur.*

Nous verrons que la jurisprudence s'est parfois servi de l'art. 1615, dans des décisions que nous étudierons ; pour justifier le droit de l'acheteur à l'indemnité. Mais en dehors de ce cas précis, plusieurs arrêts ont fait application de l'art. 1615¹.

La Cour de Paris¹ précisa que le vendeur devait livrer les immeubles par destination accompagnant un immeuble par nature : n'étaient-ils pas destinés à *l'usage perpétuel de la chose* ?

La Cour de Rouen¹ déclara que les papiers d'un cheval de sang devaient être livrés comme accessoires : mais l'acquéreur pouvait-il obtenir d'un autre ces papiers, qui sont une preuve fautive de laquelle une bête de sang perd une grosse partie de sa valeur marchande ?

1. Paris, 8 février 1883, S., 83-2-420.
Rouen, 2 déc. 1892, D.P., 93-II-231.
Ch. rén., 27 mai 1842-1-385.

Enfin, avant la loi du 9 avril 1910, les Chambres réunies¹ décidèrent que la vente d'une œuvre d'art comporte cession du droit de reproduction : ici encore, dans cette solution qui fut cependant jugée excessive puisqu'une loi postérieure en disposa autrement, il faut reconnaître que l'accessoire indispensable à l'acquéreur pour qu'il tire le maximum d'utilité de la chose, ne pouvait être cédé que par le seul vendeur de l'objet principal.

Au contraire une maison comme toute autre chose, se conçoit parfaitement sans assurance, puisque, sans être assuré, l'acquéreur peut en tirer toute l'utilité. Alors surtout que rien n'empêche cet acquéreur de souscrire personnellement à la même compagnie ou à toute autre une police qui dès l'instant où juridiquement la chose sera à ses risques, l'en couvrira aussi bien que l'était le vendeur, et même mieux si faire se peut.

Malgré ces difficultés, le jurisprudence², nous l'avons dit, à parfois admis cette transmission de plein droit du contrat d'assurance à *titre d'accessoire*.

Le tribunal de Laon après avoir considéré qu'il est de l'essence du contrat d'assurance que l'assuré soit propriétaire de la chose assurée.. « que *l'ordre public* l'exige ainsi » et que, si l'ancien propriétaire vendeur, après avoir touché son prix, avait encore droit au montant de l'indemnité il y aurait là un résultat immoral et contraire à la nature du contrat d'assurance », après

1. Voir supra page 31 note 1.

2. Trib. Laon, *Cour. des trib.*, 12 juin 1827. — Trib. Saint-Quentin, *Cour trib.*, 9 juillet 1827. — Cour Agen, 14 août 1833, B.d.M., II 17. — Cour Bruxelles, 7 juin 1837, B.d.M., II 34. — C. Amiens, 4 juin 34, B.d.M., II Rouen 29 avril 1845., D., 45-4-36. — Cass. belge, 11 avril 1838, Pasicrisis, 1838, -1-268. — Anvers, 6 juin 1863, conf. par Bruxelles, 13 février 1865, Pasicris, 1866-II-61.

avoir également considéré que l'assurance n'est ni un jeu ni un pari, le tribunal conclut : « *De tout ce que dessus* » il résulte que par sa nature le droit à l'indemnité de « l'assurance est un *accessoire de la chose assurée, et qu'il la suit dans les mains de l'acquéreur, conformément aux articles 1614 et 1615 du Code civil* ».

Les motifs de cette décision ne sont pas à notre sens concluants.

Il est bien exact que la morale, l'ordre public, et le caractère indemnitaire du contrat d'assurance prohibent l'attribution de l'indemnité au vendeur qui a perçu son prix. Mais quand on a établi que le vendeur perd son droit à l'indemnité, a-t-on démontré du même coup que cette indemnité appartient nécessairement à l'acheteur ?

Nullement. De même que le tiers qui acquitte la dette d'un autre ne bénéficie pas, à moins de subrogation légale ou conventionnelle des suretés qui garantissaient cette dette, par le seul fait que le créancier désintéressé cesse de pouvoir en user, de même l'acheteur d'un immeuble ne peut-il être réputé bénéficiaire de l'assurance par le seul fait que l'indemnité cesse d'être due au vendeur.

Le problème reste donc entier de savoir si cette transmission que la vente de l'objet rend seulement possible se produira effectivement et par quel mécanisme juridique.

Sans s'attarder à l'examen des décisions qui explicitement comme la Cour d'Agen ou implicitement comme la Cour de Rouen font appel à l'idée d'accessoire sans la justifier, il est intéressant de souligner que la Cour de Bruxelles après avoir rappelé, comme le tribunal de Laon, que la nature de l'assurance, l'équité et l'ordre public exigent que le vendeur ne perçoive pas l'indem-

nité, et déclaré que le contrat d'assurance « par sa nature toute spéciale, par son existence, ne peut se concevoir abstractivement de la chose assurée, dans les mains du nouveau propriétaire ; que cette suite est conforme à ce que prescrit l'art. 1615 du Code civil qui veut que la chose vendue soit délivrée avec ses accessoires, ce qui est justiciable des mêmes critiques que nous avons déjà formulées, ajoutait « attendu que la prime pour l'année 1836-1837 était payée au moment de la vente ; que par conséquent l'obligation de garantir la propriété contre les risques d'incendie était parfaite dans le chef des assureurs ; qu'il en résulte que le propriétaire primitif qui ne peut en réclamer les effets, *doit être tenu* pour avoir transmis ses droits à l'assurance avec la propriété et, par suite, que c'est au nouveau propriétaire à les exercer... »

Ces termes « *doit être tenu pour avoir transmis* » contiennent à notre sens non plus l'idée d'accessoire mais celle très voisine de cession tacite pour laquelle nous justifierons ultérieurement nos préférences.

Dès maintenant nous pouvons retenir qu'en faisant appel à l'art. 1615 il ne paraît pas qu'on ait résolu le problème qui nous occupe. Il reste en effet à démontrer que l'assurance présente bien les éléments caractéristiques de l'accessoire, et c'est l'opinion précisément contraire que nous pensons avoir utilement défendue. Nous savons en effet qu'il y a pour le vendeur obligation stricte de livrer l'accessoire avec la chose. Si l'assurance était un accessoire, l'acquéreur d'un objet assuré aurait le droit de demander des dommages et intérêts au vendeur qui ayant résilié sa police après la vente, mettrait ainsi obstacle au transfert de l'accessoire. Cette conséquence rigoureusement logique mais inadmissible et que per-

sonne n'a jamais tirée condamne à elle seule la théorie de l'assurance accessoire de la chose vendue. Mais d'autres arguments ont été produits pour que de pleins droits l'acquéreur en cas de sinistre soit bénéficiaire de l'indemnité prévue au contrat souscrit par le vendeur.

C'est ainsi que la *gestion d'affaires*, ce facile « instrument juridique »¹ dans la jurisprudence a tant usé « pour réaliser l'adaptation de la théorie de l'obligation aux nécessités d'un milieu qui offrait aux tribunaux une matière sans cesse renouvelée »¹, ne pouvait pas ne pas être également invoquée.

A la vérité on trouve surtout des décisions faisant appel à la *negotiorum gestio* dans des hypothèses un peu différentes de la vente de l'objet assuré.

C'est ainsi que le créancier hypothécaire qui avait fait assurer en son nom personnel et vraisemblablement dans son seul intérêt, l'immeuble sur lequel reposait son hypothèque, a été considéré comme *negociorum gestor* du propriétaire son débiteur à qui l'assureur après un sinistre fut obligé de verser l'indemnité².

De même un nu propriétaire, qui avait assuré la totalité d'une maison grevée d'usufruit fut réputé « avoir compris (dans l'assurance) l'usufruit par une espèce de *gestion d'affaires* »³.

Inversement une mère pour partie usufruitière d'une filature fut reconnue avoir agi comme *negotiorum gestor* de ses enfants nu propriétaires en souscrivant seule une police d'assurance garantissant la totalité de la filature⁴.

1. Maurice Picard. « La gestion d'affaires dans la jurisprudence contemporaine », *Revue trim. de dr. civ.*, 1921, p. 419.

2. Req., 29 déc. 1824, B.d.M., I-2.

3. Civ. de Belfort, 20 déc. 1825, confirmé par Cour de Colmar, 25 août 1826, B.d.M., II-6.

4. Civ. de Saint-Gaudens, 8 mai 1874, B.d.M., 188.

et les enfants durent continuer à payer les primes après la mort de leur mère à la succession de laquelle ils avaient cependant renoncé.

Fut également qualifié de *negotiorum gestio* l'acte d'un locataire qui *pour son compte* avait assuré l'immeuble qu'il occupait soit qu'il ait *déclaré n'en être pas propriétaire*¹, soit même qu'il ne l'ait *pas déclaré* parce qu'il avait une promesse de vente contre paiements échelonnés².

Enfin l'assurance contractée par des détenteurs précaires en leur nom personnel³, ou sous une fausse qualité fut reconnue valable comme constituant une *gestion d'affaires* devant profiter au propriétaire.

Ces espèces, nous le répétons sont un peu différentes du cas particulier qui nous occupe ; alors que dans la vente de l'objet assuré nous nous inquiétons de la *transmission* des obligations de l'assureur au *bénéfice* d'un tiers, là il s'agit au contraire de la *naissance* de ces mêmes obligations de l'assureur *du fait* d'un tiers.

Mais l'intérêt de toutes ces décisions est de nous dégager tacitement en en faisant une application constante, cette règle générale que la Cour de Colmar formule expressément : « qu'étant de principe que l'on ne peut assurer la chose d'autrui, il en résulte que, toutes les fois que l'assurance comprend des choses qui n'appartiennent pas à l'assuré, celui-ci agit quant à ce qui appartient à autrui comme le *negotiorum gestor* de la tierce personne »⁵.

Un tel système exprimé en une formule aussi générale

1. Cour de Colmar, 23 avril 1838, D., 39-2-174.

2. Cass., 7 mars 1843, D., 43-1-207.

3. Cass., 8 juillet 1873, B.d.M., 1-146.

4. Cass. Req., 23 déc. 1924, S., 1925-1-30.

5. C. de Colmar, 25 août 1826, précité B.d.M., II-6.

devait pouvoir servir de clef au problème de la transmission de la chose assurée. Après une vente en effet « l'assurance (antérieurement souscrite) comprend des choses qui n'appartiennent pas à l'assuré », celui-ci (le vendeur) a donc agi « quant à ce qui appartient à autrui (l'acheteur) comme le *negotiorum gestor* ».

Et de fait un arrêt déjà cité de la Cour de Pau invoque la gestion d'affaires dans l'espèce suivante : En 1829 Courties, adjudicateur d'un immeuble vendu sur saisie à la prévoyance de l'assuré. En 1830 Puyan le saisi obtient la nullité des poursuites, recouvre la propriété de son immeuble mais oublie de s'assurer. Courties, lié par son contrat, continue à payer les primes jusqu'en 1833, année pendant laquelle l'immeuble est sinistré. Courties perçoit l'indemnité de la Compagnie qui oublie d'élever la question de la propriété mais Puyan après avoir été débouté en première instance obtient de la Cour la restitution de l'indemnité « attendu notamment que c'est surtout le cas de le (Courties) considérer comme ayant agi qu'en qualité de *negotiorum gestor* du propriétaire lorsqu'il avait sur l'immeuble qu'il faisait assurer un droit qui l'intéressait à sa conservation ».

Nous n'ignorons pas que juridiquement la fiction de la rétroactivité permet de considérer Courties comme n'ayant jamais été propriétaire et Puyan comme n'ayant jamais cessé de l'être, mais ceci est sans effet sur l'assurance. Un risque est un fait qui ne peut pas fictivement être réputé n'avoir jamais été ; pour ce qui est de l'objet de notre étude nous pouvons donc dire avec les mathématiciens que *tout ce passe comme si* Puyan était l'acheteur de Courties.

Et si le cas précis lui avait été soumis, la Cour de Pau pour être logique aurait dû dire que le vendeur agissait

en qualité de *negotiorum gestor* de l'acheteur « lorsqu'il avait sur l'immeuble qu'il faisait assurer un droit qui l'intéressait à sa conservation. »

D'ailleurs cette décision n'est pas isolée ; la Chambre des requêtes avait en 1868 à se prononcer sur le point suivant : Adjus acquéreur d'une machine à vapeur qu'il a fait assurer plaide et obtient la résolution de la vente. Les vendeurs Alby et Grammont reprennent leur machine qu'un sinistre vient alors atteindre. Alby et Grammont obtiennent de la Cour d'Alger l'indemnité stipulée au contrat souscrit par Adjus, et sur pourvoi de l'assureur la Chambre des requêtes rejette attendu notamment « *que la seule conséquence de la résolution prononcée a été de transmettre à Alby et Grammont le bénéfice de l'assurance consentie par Adjus qui dans cette situation, pouvait être considérée comme ayant stipulé en qualité de negotiorum gestor de ses vendeurs* »¹.

Ici encore nous précisons, pour prévenir toute objection que s'il s'agit d'une résolution de vente au nom d'une vente, il n'en demeure pas moins qu'il y a eu *transmission de risque*, et c'est là le caractère essentiel que nous devons isoler pour notre étude, et que nous retrouvons dans la résolution de vente aussi bien que dans la vente.

Ainsi, une fois de plus, la gestion d'affaires va « servir pour donner à un tiers (l'acheteur) une action directe dans les cas où il ne peut être question de stipulation pour autrui, en considérant conformément à l'art. 1375 que le contrat d'où le tiers (l'acquéreur) tire son droit a été conclu pour son compte par une personne qui sera déclarée son gérant d'affaires »².

1. Cass. req. 11 févr. 1868, B.d.M., I. 109.

2. Maurice Picard, art. cit., 1921, p. 423.

Nous ne connaissons qu'un auteur qui ait repris à son compte cette théorie de la jurisprudence ¹.

Aussi bien même en déclarant qu'il y a eu gestion d'affaires non pas au moment où le vendeur a souscrit l'assurance pour lui même mais lorsqu'il ne l'a pas résiliée au moment de la vente, on n'évite pas les objections qui se présentent nombreuses et faciles.

Et tout d'abord la gestion d'affaires suppose la ratification du géré qui veut en profiter, cette ratification n'interviendra qu'après un sinistre : dans ces conditions est-ce que pour la formation du contrat d'assurance il ne va pas alors manquer un élément essentiel², l'aléa sur l'importance duquel nous avons insisté dans notre introduction ?

D'autre part ce serait un jeu de reprendre un à un les éléments caractéristiques de la gestion d'affaires telle que la présente la doctrine classique et de montrer que beaucoup ne sont pas ici réunis.

Est-ce que, par exemple, les art. 1372 et 1373 ne réputent pas le gérant d'affaires obligé tacitement « de continuer la gestion qu'il a commencée »? Que par hasard le vendeur résilie sa police avant que ne soit lui-même assuré son acquéreur empêche, ce dernier aura-t-il en cas de sinistre le droit d'intenter une action en dommages intérêts au vendeur qui n'a pas continué sa gestion ? Nous ne croyons pas que l'on puisse aller jusque là et cependant les règles de la gestion d'affaires nous y conduiraient logiquement.

Mais il ne faut pas oublier que la gestion d'affaires

1. Alauzet, *op. cit.*, n° 144 p. 258 et 259

2. Sc Grün et Joliat, *op. cit.*, n° 67. Contra Ruben à Couder, *op. cit.*, t. i I, p. 649, n° 59.

est avant tout l'œuvre de la jurisprudence, les art. 1372 à 1375 qui en sont la base légale ne permettaient pas de prévoir son développement.

Aussi bien s'appuyer sur la doctrine pour condamner les décisions que nous avons rapportées serait un peu faire comme l'élève qui ne vérifiant pas dans les faits les lois d'une physique éronnée ou incomplète, prétendrait que la nature se trompe.

Nos critiques alors attendraient plutôt la doctrine classique dans son effort du synthèse.

Dans cet esprit nous dirons donc que, sous réserve de la question d'*intuitus personae* qui sera examinée plus tard, rien ne s'oppose à ce que le vendeur d'une chose assurée soit considéré comme *negotiorum gestor* de son acquéreur et que par ce moyen l'acquéreur en cas de sinistre ait droit au montant de l'indemnité stipulée par l'assureur.

L'enrichissement sans cause étroitement lié à sa naissance et dans son développement à la gestion d'affaires fut également invoqué.

Dans une note au Sirey¹ J. E. Labbe écrivait : « une indemnité est due par la compagnie d'assurances si elle n'est pas soldée, la compagnie qui a touché les primes s'enrichira sans cause ». Il s'agissait de savoir si le déposant en cas de perte *par cas fortuit* de la chose déposée pouvait se prévaloir de l'assurance souscrite par le dépositaire. La situation est juridiquement la même que dans le cas de la vente : l'assuré (vendeur ou dépositaire) n'a pas de préjudice, partant plus d'action contre l'assureur, et celui qui a le préjudice (acquéreur ou déposant) n'est pas assuré. Si nous admettons avec Labbe

1. Sous Cass., 2 juin 1886, S., 86-1-449, col. 3, par. 2.

l'enrichissement sans cause de l'assureur du dépositaire nous serons contraints d'admettre également l'enrichissement sans cause de l'assurance du vendeur.

Mais il est facile d'objecter qu'il n'y a pas précisément enrichissement de la compagnie mais plutôt absence de perte ; au surplus cet enrichissement, s'il y avait, trouverait sa juste cause dans le défaut d'objet du contrat du dépositaire où la résiliation de celui du vendeur.

Sans l'autorité de Labbe nous n'aurions d'ailleurs pas rapporté cette opinion que nous croyons isolée.

Enfin certains auteurs ont voulu voir dans l'art. 1122 du Code civil le texte qui permettrait à l'acquéreur d'une chose assurée de bénéficier de l'indemnité stipulée au contrat souscrit par le vendeur.

M. Lepargneur a développé cette thèse originale au cours d'une étude complète de l'art. 1122¹ lequel, nous rappelons, dispose : « on est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et *ayants cause*, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention ».

Après avoir justement restreint le terme stipulé au sens « d'acquérir un droit » l'auteur précise que par *ayants cause* il faut entendre ceux à titre particulier.

Puis il étudie la portée d'application de l'art. 1122 en ce qui concerne les *ayants cause* à titre particulier et répondant à la question de savoir quelles vont être ces stipulations dont ces *ayants cause* auront le bénéfice, il suppose que le stipulant de l'art. 1122 a *déjà transmis une chose* et prend ainsi la qualité d'*ayants cause* à

1. Lepargneur, « De l'effet à l'égard de l'ayant cause particulier des contrats générateurs d'obligations relatifs aux biens transmis », *Revue trim. dr. civ.*, 1924, p. 481 et suiv.

titre particulier, il rejette « les stipulations qui n'ont aucun rapport avec la chose transmise¹ », et précise que « les seules conventions qui soient susceptibles d'être invoquées par l'ayant cause à titre particulier sont évidemment celles qui ont avec le bien transmis un lien si étroit que leur exécution n'est possible ou ne présente d'intérêt que si l'on possède ce bien ».¹

Avec la majorité des auteurs M. Lepargneur range au nombre de ces stipulations qui ne sont faites « au profit de l'ayant cause particulier qu'à titre subsidiaire : ». ¹
1° Les conventions « qui ont mis la chose dans le patrimoine de l'auteur (vente ou transaction); 2° Celles qui ont créé un droit réel au profit de cette chose (servitude); 3° Celles qui ont constitué ses droits personnels inhérents à cette chose (sûretés attachées à une créance) »¹.

Etablissant ensuite que pour la transmission de ces trois premières catégories de conventions l'art. 1122 n'est nullement nécessaire, M. Lepargneur se sépare de la majorité des auteurs, pour ajouter une quatrième catégorie de conventions, dont seul, dit-il l'art. 1122 permettrait d'attribuer le bénéfice à l'ayant cause particulier : « Celles qui ont créé des droits personnels relatifs au bien transmis sans pourtant lui être inhérents »¹

Et c'est dans cette dernière catégorie qu'il conviendrait de placer l'assurance de chose, ce qui autoriserait l'acquéreur à réclamer en cas de sinistre le bénéfice de l'indemnité prévue au contrat précédemment souscrit.

M. Lepargneur cite en faveur de son interprétation certains auteurs d'assurance, et certaines décisions ayant trait à la transmission de la chose assurée. A la

1. Page 500.

vérité, si ces auteurs et ces décisions admettent effectivement la transmission de plein droit du bénéfice de l'assurance à l'acquéreur, rares sont les premiers, comme les secondes, qui s'appuient sur l'art. 1122.

A notre connaissance, Boudousquié¹ seul fait appel à l'art. 1122, en même temps d'ailleurs qu'à l'idée d'accessoire de l'art. 1615, d'autre part, il n'y a guère que la jurisprudence belge et l'arrêt de la Cour de Pau², déjà rapporté, pour invoquer l'art. 1122, et encore, très évasivement, et non exclusivement : « Attendu, dit en effet la Cour de cassation belge, que les art 1122 et 1615 cités ne définissent pas ce qu'il faut entendre par *ayant-cause* et par accessoire de la chose vendue, d'où il suit que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué n'a pu contrevenir à ces deux articles en confirmant le jugement dont appel ».

M. Lepargneur ne cache d'ailleurs pas que son interprétation a des adversaires très écoutés, tels que Baudry Lacantinerie et Barde³, Aubry et Rau⁴, Planiol⁵, et MM. Colin et Capitant⁶.

Baudry Lacantinerie et Barde estiment que ce système suppose « sous-entendue une cession que le stipulant ferait à cet ayant-cause³ », autrement dit « une présomption de cession de créance³ », ce qui serait contraire au principe qu'il n'y a pas de présomption sans texte.

Cette réfutation ne paraît pas heureuse, et M. Lepargneur répond aisément que le texte qui créé cette

1. Boudousquié, *op. cit.*, par. 204.

2. Civ. Anvers, 6 juin 1863, *Pasicr.*, 66-1-61. — Cass. belge, 11 avril 1838. — *Pasicr.*, 1838-1-268. — C. de Pau, 27 août 1836, *D.*, 40-II-22.

3. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, t. I, n° 225, p. 283. éd., 1906.

4. Aubry et Rau, t. II, p. 99, n. 5, 5^e édit., 1897.

5. Planiol, *Cours élém. de dr. civ.*, t. II, p. 385.

6. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, p. 314.

présomption est précisément l'art. 1122. Aujourd'hui l'auteur pourrait ajouter que l'art. 1384 qui a servi à la jurisprudence pour dégager une présomption de responsabilité à la charge de l'automobiliste, est cependant encore moins explicite que l'art. 1122.

Aubry et Rau enseignent que l'acquéreur d'une chose est bien « ayant cause de son auteur quant à la chose même faisant l'objet de son acquisition », mais qu'il est un tiers au regard des conventions passées au sujet de cette chose », et qu'ainsi il n'a pas le bénéfice de droits ou d'actions qui nés de ces conventions « ne sont pas identifiés avec elles, et ne sont pas devenues des accessoires ».

Enfin MM. Colin et Capitant rappellent que le contrat d'assurance « bien que passé à l'occasion du droit cédé » est pour l'ayant-cause particulier de ce droit « *res inter alios acta* ».

Ces objections nous paraissent décisives. En présence d'un texte aussi clair que celui de l'art. 1165 : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties... », il ne paraît pas possible de forcer le sens de l'art. 1122 pour lui faire dire autre chose que ce qu'il dit : « On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant-cause (sous-entendu *de ces droits précisément stipulés*, ce qui est normal, et non *des biens au sujet desquels ces droits ont été stipulés*, ce que rien ne permet d'induire) »

Et il ne faudrait pas croire qu'ainsi expliqué l'art. 1122 perde toute utilité : non, il signifie que tout droit, et si l'on veut, toute obligation, est en principe *transmissible* « à moins que le contraire, etc... » Il crée donc une présomption de non *intuitu personae*, avec admission de la preuve contraire,

Et il était utile de le préciser si l'on se souvient que le principe de la transmissibilité active et passive, qui nous paraît évident, ne fut pas toujours admis en Droit Romain.

Ainsi, pour le point qui nous occupe, tout ce à quoi nous autorise l'art. 1122 c'est uniquement à considérer l'indemnité stipulée par le vendeur de la chose comme transmissible en principe à l'acquéreur.

Mais la question demeure de savoir si cette possibilité de transmission s'est effectivement réalisée, sans qu'à notre sens l'art. 1122 puisse y répondre.

Le moment est donc venu de rechercher si, mieux que l'art. 1615, qui établit une transmission légale reposant essentiellement sur les caractères physiques et juridiques de l'accessoire, caractères que le contrat d'assurance ne nous a pas paru exactement posséder, mieux également que la théorie de la gestion d'affaires dont nous regrettons les incertitudes, mieux surtout que l'interprétation extensive de l'art. 1122, l'idée de cession tacite, en présupposant l'intention des parties d'après leur intérêt bien compris, ne va pas nous donner le secret du mécanisme de cette transmission simultanée de la chose et de l'assurance.

Nous trouvons cette thèse développée devant la Cour de cassation belge à propos du pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Bruxelles, que nous avons déjà rapporté¹.

Le Procureur Général, analysant cet arrêt, constate que la Cour n'aurait pas pu, sans violer l'art. 1165, décider que l'acquéreur succédait « aux droits et obligations personnels contractés par le vendeur, à l'occasion de la chose vendue par des conventions auxquelles il est cependant resté étranger »¹, ce qui exclut l'in-

1. Cour de Bruxelles, 7 juin 1837, Cass. belge, 11 avril 1838, pas. 1828, 1-268.

terprétation de M. Lepargneur, puis il ajoute que « la Cour d'appel n'a donc fait autre chose qu'établir au moyen de conjectures tirées de la nature même du contrat d'assurance, la présomption de cession d'un droit purement favorable, sans réciprocité d'obligation de la part de l'acquéreur, présomption qu'elle a pu admettre sans violer aucune loi ».¹

Nous souscrivons à cette opinion. Toutefois, pour éviter de mélanger, comme le fit la Cour de Bruxelles, les idées d'accessoire et de cession tacite, nous préciserons que cette présomption de cession s'établit au moyen de conjectures, moins « tirées de la nature du contrat d'assurance », que de l'*intention des parties*. C'est d'ailleurs à cette *intention des parties* que fait appel le Procureur Général en disant ensuite que l'« on ne peut présumer que le propriétaire de l'action fasse volontairement par son silence l'abandon et la remise de ses droits au débiteur, et s'il doit au contraire être censé en vouloir conserver les effets, force est, bien de présumer la cession en faveur de l'acquéreur à qui elle peut être utile comme dépendant de son droit de propriété »².

Cette intention des parties ressort encore plus nettement des considérations suivantes.

Le vendeur a un intérêt certain à voir son contrat repris par l'acquéreur ; il évitera ainsi, le cas échéant, l'indemnité de résiliation qui peut être à sa charge, comme nous l'avons vu au chapitre précédent ; d'autre part, s'il n'a pas reçu son prix immédiatement, ce qui est fréquent, il aura en transmettant à son acquéreur le bénéfice de son contrat la certitude de ne pas voir dis-

1. Pass. 1838-1-267, col. 1.

2. Pasicr., 1838-1-268, col. 1.

paraître dans un sinistre le gage qui garantissait sa créance, puisqu'il pourra alors prétendre à l'indemnité soit par l'action oblique, soit par une saisie arrêt, enfin même si ces raisons n'existaient pas, n'ayant aucun intérêt juridique à nier cette transmission tacite, puisque de toute façon il ne peut pas bénéficier de l'indemnité, il n'aurait donc pas d'action pour le faire.

Pour l'acquéreur l'intérêt est encore plus certain puisque, nous le rappelons, nous nous plaçons dans l'hypothèse où un sinistre lui est survenu avant qu'il ne se soit assuré.

Nous n'ignorons pas que certains auteurs voient avec défaveur toutes ces opérations tacites qui sont présumées trop souvent pour masquer l'insuffisance d'une explication ou l'originalité d'un mécanisme juridique, il semble cependant qu'il faille là comme ailleurs distinguer l'usage de l'abus, et en l'espèce, nous ne croyons pas sur les explications que nous avons données que l'on puisse nous taxer d'abus.

Au surplus Aubry et Rau civilistes rigoureux ne craignaient pas de dire : « Au contraire le successeur particulier ne peut, à moins d'une cession spéciale expresse ou *virtuelle* se prévaloir des droits et actions qui bien que nés de conventions passées par ces auteurs au sujet de la chose à laquelle il a succédé... etc. »¹.

Qu'est-ce donc que cette cession « virtuelle » sinon un autre nom de la cession tacite.

Enfin la recherche de cette intention présumée des parties nous paraît plus aisée et moins arbitraire que la recherche de ce « lien si étroit » qui d'après M. Lepar-gneur doit exister entre le bien transmis et la convention dont veut bénéficier l'ayant-cause particulier.

1. Aubry et Rau, op. cit., t. II, p. 99, 5^e édit., 1897.

Dans la doctrine, Persil¹ et Quenault² admettent la cession tacite ; quant à la jurisprudence si elle n'employa pas à notre connaissance le mot cession tacite, elle en fait néanmoins une application certaine dans ses décisions : tantôt le vendeur est « tenu pour avoir transmis ses droits à l'assurance avec la propriété³, » tantôt l'acquéreur est dit « substitué au droit »⁴ de son vendeur ou bien encore la subrogation de tous les droits à la propriété du vendeur « comprend le droit de toucher l'indemnité en cas de sinistre »⁵.

Ainsi le contrat d'assurance en principe transmissible à l'acquéreur de la chose au terme de l'art. 1122 peut être réputé effectivement transmis bien que tacitement.

Mais si nous nous souvenons que l'art. 1122 a prévu que la « nature de la convention peut mettre obstacle à la transmissibilité d'un droit et par conséquent à sa transmission, est-ce qu'il ne sera pas possible à l'assureur de prétendre que la cession tacite du droit à l'indemnité n'a pas pu se produire étant donné que la nature du contrat d'assurance aurait prohibé toute cession même expresse.

L'objection paraît tellement sérieuse que certains auteurs⁶ limitent le problème de la transmission du contrat d'assurance à la question de savoir s'il est ou non « *intuitu personae* ». C'est à notre sens confondre encore la transmissibilité qui dépend bien de l'*intuitu personae* et la transmission effective qui ne peut

1. *Op. cit.*, p. 258.

2. *Op. cit.*, p. 170, n° 217, et 218.

3. C. de Bruxelles, déjà cité, B.d.M., II-34.

4. Laon, 22 févr. 1841, Cf. par Cass. req., 12 janv. 1842, B.d.M., I-24 et 25.

5. C. de Rouen, déjà cité, D., 45-4-36.

6. Sic., Georges Picard, *Formation, durée, transmission du contrat d'assurance de dommages*, thèse, Paris, 1933, p. 114 et 115.

s'expliquer que par les mécanismes déjà développés.

Examinons donc si *l'intuitus personae* ne met pas obstacle à ce que l'acquéreur bénéficie de l'indemnité, comme nous le savons, soit à titre d'accessoire de sa chose, soit en vertu de la gestion d'affaires, soit par l'application de l'art. 1122, soit enfin par l'idée de cession tacite.

Pour établir que le contrat d'assurance était toujours conclu *intuitu personae*, les arguments suivants ont été mis en avant.

« On ne peut céder que ce qu'on a » dit Duhail¹, or en perdant la propriété de la chose « le vendeur perd l'intérêt qui vivifiait le contrat : du même coup il perd et la propriété et le bénéfice de l'assurance, comment donc le transmettrait-il à un tiers ?¹.

Ainsi formulée il semble que l'objection se réfute d'elle-même puisque le vendeur perd « du même coup » et la propriété et « le bénéfice de l'assurance » il n'y a aucune raison pour dire qu'il puisse transmettre la propriété sans le bénéfice de l'assurance. Il paraît plus logique de dire que ce n'est pas la perte du bénéfice de l'assurance qui met obstacle à sa transmission, mais au contraire cette transmission qui « du même coup » détermine sa perte pour le vendeur.

Rappelant, d'autre part, ce principe exact de la *corrélation entre la prime et l'indemnité*, Duhail en tire cette conséquence que l'assurance est intransmissible, car en admettant même que le vendeur ait pu céder son droit à l'indemnité il n'a pu céder sa dette quant à la prime²: la cession de créance est en effet admise en droit français

1. Duhail, *op. cit.*, n° 149, al. 4, Sic. Philouze, *op. cit.*, p. 49 et 50.

2. Duhail, *op. cit.*, n° 149, al. 2.

mais la cession de dette ne l'est pas sans le consentement du créancier.

L'auteur paraît oublier que la prime est payée d'avance, « *primum* », (ce serait même de là qu'elle tirerait son nom de prime). Le vendeur qui a acquitté sa dette corrélative à son droit éventuel d'indemnité peut donc parfaitement transmettre sa créance sans avoir à faire la cession d'une dette déjà acquittée par lui. Quant aux primes suivantes en admettant que le contrat soit souscrit pour plus d'un an nous avons vu que le vendeur n'en était pas déchargé par la vente et que s'il se refuse à les payer la résiliation du contrat peut être prononcée avec dommages et intérêts au profit de l'assureur.

Et si l'on se souvient enfin qu'en cas de non paiement de la prime le contrat peut être rapidement suspendu par une mise en demeure de l'assureur, ce dernier ne risquera donc jamais par l'effet de la transmission de la police de se trouver malgré lui débiteur d'une indemnité et d'être en même temps pour ces primes créancier impayé d'un débiteur qu'il n'a pas accepté.

Ces arguments valent également pour rejeter la thèse de ceux qui établissent *l'intuitus personae* sur « l'intérêt de solvabilité¹ » qu'aurait l'assureur. En admettant même que le vendeur ne reste pas tenu des primes à échoir ou qu'en vendant sa chose il ait diminué sa solvabilité, qu'importe la propre solvabilité de l'acquéreur ? Aux échéances suivantes ou bien la prime sera payée, ce qui sera le cas le plus fréquent, ou elle ne le sera pas et alors il sera toujours loisible à l'assureur de résilier le contrat après en avoir suspendu immédiatement l'effet.

1. Duhail n° 149, al. 3, sic. de Lalande et Couturier.

Ainsi par crainte d'être amené ultérieurement à résilier son contrat pour non paiement de primes, l'assureur ne peut pas avant la transmission de l'objet assuré sérieusement désirer la résiliation immédiate de son contrat dont les primes lui échapperaient alors définitivement et bien plus certainement que par l'effet de l'insolvabilité hypothétique de l'acquéreur.

Plus délicats sont les arguments tirés de la vigilance et de la moralité des assurés. Il est bien certain que les compagnies d'assurances dont la gestion est prudente n'acceptent pas n'importe quel risque sans procéder au préalable à une enquête sur la vigilance et la moralité de l'assuré ; c'est ainsi que se manifestent en particulier la survivance de l'aléa pour l'assureur qui cherche à s'en préserver par une sélection ; mais ceci est surtout vrai en ce qui concerne les assurances de personnes.

La personne de l'assuré a beaucoup moins d'importance dans l'assurance de choses. Quand, par exemple, une société immobilière achète un immeuble de rapports à un propriétaire, si les baux en cours sont maintenus, on ne voit pas l'influence que peut avoir sur le risque le changement d'assuré. Par contre si nous considérons l'assurance automobile, il est bien certain qu'il n'est pas indifférent à l'assureur de voir la voiture assurée devenir la propriété d'un conducteur imprudent déjà *résilié pour sinistre*.

Il faut toutefois observer que les contrats d'assurance automobile comportent rarement la clause de conduite exclusive par l'assuré, mais au contraire profitent comme stipulations pour autrui à « tous conducteurs munis du permis de conduire et autorisé par l'assuré ». L'assureur est donc perpétuellement exposé à donner sa garantie à un conducteur indésirable.

De même en ce qui concerne l'assurance patronale contre les accidents de travail, il n'est pas contestable que la moralité et la vigilance du chef d'entreprise assuré ont une influence sur le nombre et la gravité des accidents, mais la moralité et la vigilance de l'ouvrier ont des effets bien plus directs, et cependant l'assureur qui perçoit la prime sur le total des salaires anonymes ignore les changements dans la composition qualitative du personnel de son assuré.

Pour toutes ces raisons nous ne croyons pas qu'il soit possible de considérer le contrat d'assurance de chose comme un contrat *intuitu personae*, d'une manière absolue.

Nous ne contestons pas que dans certains cas, les moins nombreux, le changement de la personne de l'assuré peut ne pas être indifférent à l'assureur et avoir une influence sur le risque mais alors il semble qu'en faisant appel aux règles de *l'aggravation des risques*¹ les intérêts légitimes de l'assureur soient suffisamment ménagés.

Il aura toujours en effet la faculté de prouver que la vente de la chose a entraîné une aggravation objective ou subjective du risque, aggravation qui faute d'avoir été déclarée avant tout sinistre entraînera pour l'acquéreur comme elle l'eut fait pour le vendeur, la déchéance du droit à l'indemnité.

C'est ainsi qu'un certain Malroguier, acquéreur d'un immeuble assuré, fut déclaré par le tribunal civil de Péronne non bénéficiaire de l'indemnité prévue au contrat souscrit par le vendeur à l'Urbaine « Attendu

1. Voir Jacques Deschamps, *L'aggravation du risque en cours d'assurance*, thèse, Paris, 1932, particulièrement, p. 30.

dit le tribunal qu'il est constant en la cause que dans le courant du mois d'août 1851 Malroguier ayant proposé à la compagnie l'Urbaine de lui assurer ses récoltes pour une somme de 15.180 francs, la proposition accueillie par l'agent de Péronne, a été refusée par la compagnie, non pas seulement parce qu'il s'agissait d'assurer des récoltes, *mais encore et surtout parce que Malroguier venait d'être victime de la malveillance* »¹.

Il est vrai que dans le contrat du vendeur de Malroguier il y avait une clause qui prévoyait en cas de transmission certaines formalités qui n'avaient pas été remplies, mais le tribunal en examinant la validité de cette clause déclara qu'il n'y avait là « qu'une application rationnelle de ce *principe* à la matière du contrat d'assurance, *qui ne permet pas d'aggravation du risque sans le consentement de l'assureur* »¹.

En vertu de ce même principe nous pensons qu'il aurait été possible pour l'assureur de refuser sa garantie à un acquéreur précédemment résilié pour sinistre.

Mais cette preuve de l'aggravation du risque ne pouvant en fait être rapportée qu'exceptionnellement, il, n'y a donc aucune raison pour, en principe, que le contrat d'assurance soit déclaré *intuitu personae* : On ne doit pas en effet légiférer pour les cas particuliers.

Nous pouvons donc conclure avec Pardessus qu'« un changement dans la personne du propriétaire de la chose assurée n'est pas une dérogation à la convention à moins que cette personne ne fut-elle même une occasion de risque »².

1. Civ., Péronne, 16 juillet 1852, Conf. par C. Amiens, 30 déc. 1852, B.d.M., 11-144.

2. Pardessus, *Cours de droit commercial* rapporté par Grun et Joliat, *opcit.*, p. 374, n° 327,

Au Sirey de 1908¹ dans une note très complète qui depuis a inspiré de nombreux textes, M. Hemard écrivait que la majorité des auteurs et la jurisprudence dans son ensemble était favorable à *l'intuitus personae*

De fait Agnel et Decorny², Pouget³, le répertoire général du droit français⁴, Duhail⁵, et De Lalande et Couturier⁶ sont bien hostiles à la transmission de l'indemnité à l'acquéreur avec cette réserve toutefois pour les deux derniers qui sans penser se contre dire reconnaissent néanmoins que « certainement l'assurance n'est pas faite *intuitu personae* »⁶ et que « la considération de la personne entre pour une part dans le contrat mais que ce n'est point là un élément essentiel qui doit fléchir ce principe général qu'on est censé stipuler pour soi et ses héritiers »⁷.

Mais, même sans ces contradictions on ne pourrait pas dire, que ces auteurs constituent la majorité de la doctrine, nous en avons cités d'autres également réputés, et au nombre desquels nous pouvons ajouter M. Hémard, qui tous avec des explications différentes admettent que l'indemnité profite de plein droit à l'acquéreur.

Quant à la jurisprudence, citée par M. Hémard et les auteurs qui l'ont reproduite, elle est dans son ensemble non concluante, le plus grand nombre de décisions visent en effet l'interprétation de polices où une clause formelle s'oppose à la transmission de l'assurance, ce qui retire

1. S., 1908-1-337.

2. *Manuel général des assurances*, 3^e édit., n° 138.

3. *Dict. des ass.*, t. I, v° acquéreur, n° 1 et suiv.

4. V. Ass. contre l'incendie, n° 318 et suiv.

5. V. *supra*, p. 49, note 1 et 2.

6. Duhail, n° 149 al. 3.

7. De Lalande et Couturier, p. 187, n° 281.

tout intérêt à la question de *l'intuitus personae* puisqu'elle se trouve ainsi résolue par avance.

Il y a bien quelques rares décisions pour déclarer que « le contrat d'assurance ne constitue pas un accessoire « de la propriété, une sorte de droit réel ; le droit à l'indemnité en cas de sinistre est un droit personnel attaché à la personne du contractant, non transmissible à titre particulier »¹ mais elles restent isolées à côté de celles que nous avons déjà rapportées et qui, admettant la transmission du droit à l'indemnité, refusent implicitement ou expressément de considérer l'assurance comme acceptée par l'assureur habituellement en considération de la personne de assuré.

D'autre part, il demeure bien entendu que le droit à l'indemnité dont l'acquéreur va bénéficier se trouve soumis à l'égard de ce dernier aux mêmes conditions et restrictions qui étaient opposables au vendeur. Personne ne peut transférer plus de droit qu'il n'en a : c'est ainsi que l'assuré vendeur, qui est en déchéance ne peut transmettre à l'acquéreur de la chose assurée qu'un contrat affecté de cette même déchéance²; l'application de de cette règle qui ne paraît pas contestable peut avoir pour l'acquéreur des conséquences fâcheuses, imprévues, au cas notamment où son vendeur aurait été mis en demeure pour non paiement de la prime.

Persil rappelle également que lorsqu'il y a vente de meubles accompagnée de déplacement il est nécessaire à l'acquéreur de signifier à l'assureur ce déplacement comme l'aurait dû faire le vendeur lui-même. L'assureur

1. Trib. Lyon, 22 juin 1883, *J. Ass.*, 1884-p. 111, Sic. Cour Douai 3 janv., 1873, B.d.M., 11-456.

2. Civ. Rouen, 22 janvier 1856, B.d.M., III, 53.

reste alors libre de résilier son contrat s'il y a eu aggravation des risques.

En pratique, l'acquéreur diligent a donc intérêt à se faire reconnaître, par un avenant, valablement assuré, ce qui au surplus écarterait toutes les difficultés que nous avons rencontrées.

Nous précisons aussi que nous avons volontairement laissé de côté le cas où le vendeur aurait dans le contrat de vente transmis expressément son assurance à l'acquéreur, les effets de cette clause, qui en pratique n'intervient généralement qu'en exécution d'une autre clause de la police faisant obligation à l'assuré d'obtenir de son successeur la continuation du contrat, seront étudiés dans la deuxième partie de cette étude.

Enfin nous laissons de côté les hypothèses pratiques où l'assureur doit être réputé avoir reconnu l'acquéreur comme assuré, soit qu'il lui ait délivré en connaissance de cause des quittances de primes à son nom, soit qu'il lui ait proposé après sinistre une indemnité, qu'il ait même assisté à une expertise amiable¹, et qu'il n'ait contesté à l'acquéreur tout droit à une indemnité que sur son refus d'accepter amiablement une offre jugée insuffisante. Ces hypothèses de purs faits ne soulèvent aucune difficulté de principe : il s'agit uniquement de savoir si l'assureur peut être considéré comme ayant tacitement tenu l'acquéreur pour son assuré ; les solutions varient évidemment avec les éléments de la cause qui sont appréciés souverainement par le juge du fait.

Mais si « les assureurs ne sont pas recevables à élever la question de propriété lorsque ce point est étranger aux

1. Cass., 13 juillet 1874, B.d.M., I. 155.

hasards dont ils sont responsables »¹, ont-ils au moins en contre partie cette consolation de pouvoir, dans tous les cas ou un acquéreur leur paraît un assuré désirable, le droit de l'obliger à continuer le contrat de son vendeur et plus spécialement à *payer les primes*.

Il y aurait là un intérêt certain lorsque le vendeur qui reste leur débiteur au moins pour l'indemnité de résiliation paraît moins solvable que l'acquéreur.

Nous laissons évidemment de côté les hypothèses où l'acquéreur, en demandant personnellement un avenant de transfert, se serait reconnu par là même débiteur des primes futures ; il y aurait là une novation qui déchargerait le vendeur de toutes ses obligations.

En dehors de ces cas, tous les auteurs qui refusent à l'acquéreur le bénéfice de l'indemnité le déclarent non tenu des primes, pour cette bonne raison que si la cession de dettes suppose en droit français le consentement du créancier, elle suppose encore davantage l'accord du nouveau débiteur cessionnaire.

Au contraire parmi les auteurs qui admettent la transmission du bénéfice de l'indemnité certains enseignent que le vendeur d'une chose a transmis à son acquéreur « les obligations qu'il a contractées à l'occasion de cette chose, lors même qu'il n'en serait pas fait mention dans le contrat de vente ». Ainsi s'exprime Boudousquié² en donnant au mot « stipuler » employé par l'art. 1122 non pas le sens de devenir créancier, mais celui plus général de contracter. M. Lepargneur³ qui, on s'en souvient, n'admet pas que 1122 vise à la fois les créances

1. Emerignon, *op. cit.*, chap. II. sect. I.

2. *Op. cit.*, p. 205.

3. *Loc. cit.*, p. 541 et suiv.

et les dettes, estime cependant que dans notre cas l'acquéreur bénéficiant de l'indemnité serait également tenu du paiement des primes, mais par application de ce principe que « quiconque a sciemment concouru à l'exécution d'une convention régulière en vue d'en tirer profit, est tenu de satisfaire aux conditions résultant de cette convention, et celui qui se subroge à l'exercice des droits d'autrui se soumet aux obligations attachées à l'existence de ce droit »¹.

Enfin Boulay-Paty² dans la conférence sur la section 3 du traité d'Emerignon approuvant la théorie de la transmission intégrale de l'assurance à l'acquéreur ajoute « et c'est si vrai que si un acheteur avait fait faire de nouvelles assurances il faudrait appliquer les dispositions de l'art. 359 du Code de commerce « lequel prévoit en cas de double assurance le maintien de la première en date ».

Un tel système paraît excessif, nous avons vu que la transmission du droit à l'indemnité était une nécessité pour permettre dans la période de transition, où les parties n'ont pu encore accomplir toutes les formalités, de ne pas laisser la chose en dehors de toute garantie. Mais il peut arriver que l'acheteur ne désire pas reprendre l'assurance de son prédécesseur, soit parce que les conditions sont trop onéreuses, soit parce que la compagnie ne lui inspire pas confiance, soit qu'il veuille faire plaisir à un de ses amis agent d'assurances, soit enfin pour toute autre raison ; il paraît rigoureux alors d'obliger l'acheteur à continuer un contrat auquel il n'est pas

1. Civ. req., 16 nov. 1857, D., 58-1-104.

2. Emerignon, *op. cit.*, Conf. et mis en rapport avec le nouveau Code de commerce et la jurisprudence, suivi d'un vocabulaire par P.S. Boulay-Paty, Rennes, M.d.CCC XXVII.

intervenu, dont il ne désire pas profiter et qu'il pourrait même ignorer puisqu'aucune publicité ne lui permettait d'en vérifier l'existence.

Aussi bien il semble qu'avec Alauzet¹ et la majorité de la doctrine nous devons admettre « que le bénéfice de l'assurance passe à l'acheteur, mais la dette de la prime reste personnelle à celui qui l'a contractée » et nous avons pour cela de bonnes raisons juridiques. Nous savons déjà quel sens restreint il convient de donner à l'art. 1122, mais en admettant même l'interprétation la plus extensive, il ne faudrait pas oublier que le vendeur a payé sa prime d'avance et qu'en transmettant à son acquéreur le droit à l'indemnité il lui transmet une créance dont la dette corélative est déjà éteinte

Ceci nous permet également de contester qu'il y ait ici matière à appliquer le principe exposé par la Chambre des requêtes dans l'arrêt rapporté ci-dessus du 16 novembre 1857. Dans l'espèce soumise à la Cour, il s'agissait de droits et d'obligations réciproques, exactement du bail, et par le jeu de l'exception *non adimpleti contractus* les obligations d'une partie n'étaient pas exigibles avant que celles de l'autre ne le soient également ; dans notre cas, au contraire, l'assureur n'est en principe débiteur de l'indemnité qu'après avoir perçu sa prime ; et si nous supposons un contrat souscrit pour un an ou résiliable annuellement nous réalisons parfaitement que la transmission de l'assurance à l'acquéreur peut être une cession de créance sans cession de dette corélative.

1. *Op. cit.*, p. 324, n° 177, Sic. Hémar, note citée sous Cass., 1907, S., 1908-1-337.

Si d'ailleurs comme c'est l'usage le plus répandu en assurance incendie, le contrat comporte d'autres échéances rien n'autorise l'assureur à présumer l'acquéreur cessionnaire de la dette des primes *futures* en même temps que de la créance *actuelle*; l'acquéreur en effet a pu tenir compte au vendeur de l'avantage qu'il retirait de la transmission du droit à l'indemnité, soit directement en remboursant un prorata de prime, soit indirectement en payant la chose un prix plus élevé; de toute façon il y a peut être pour le vendeur compte à faire entre l'acquéreur et lui, mais l'assureur doit pour le paiement de ses primes ne connaître que celui qui seul s'est engagé à son égard.

Nous venons de raisonner en supposant admise notre thèse de la cession tacite; au contraire si nous devons considérer le vendeur comme *negotiorum gestor* de son acquéreur, est-ce que l'on ne pourrait pas aux termes de l'art. 1375 donner à l'assureur une action directe contre l'acquéreur « maître de l'affaire ». Ainsi en a jugé le tribunal de Saint-Gaudens et la Cour d'Alger confirmée par la Chambre des requêtes¹. Mais ces solutions sont justiciables de cette réfutation : « S'il est vrai que les tiers possèdent contre le maître de l'affaire une action directe, lorsque le gérant a contracté au nom de ce dernier, le texte même de l'art. 1375 leur interdit directement lorsque le gérant a *traité en son nom personnel* leur laissant seulement la ressource d'exercer par l'application de l'art. 1166 l'action qui appartient au gérant contre le géré »².

Or il est bien évident que le vendeur considéré comme

1. Civ. Saint-Gaudens, 8 mai 1874, B.d.M., III-188. — Req. civ. 11 février 1868, B.d.M., I. 109.

2. Maurice Picard, *op. cit.*, 442.

negotiorum gestor a cependant à l'origine contracté *en son nom personnel*. Et l'assureur n'aurait même pas l'action de *in rem verso* que le tiers peut avoir parfois puisqu'ayant reçu sa prime à l'avance il n'a jamais eu d'appauvrissement.

D'autre part, il semble que, pour que l'utilité de la gestion soit démontrée ¹, il soit nécessaire qu'un sinistre ait eu lieu avant que l'acquéreur ne fut personnellement assuré. Sinon en l'absence de tout sinistre la sécurité dont a bénéficié l'acquéreur peut ne pas lui paraître une contre partie suffisante des primes versées « inutilement ». Il ne faut pas oublier qu'à notre sens l'assurance demeure un contrat aléatoire ce qui expose le gérant d'affaires à supporter seul l'aléa. Mais cette considération nous servira surtout dans l'étude des rapports du vendeur et de l'acquéreur.

Telles sont les solutions que nous paraissent comporter les divers problèmes posés dans les rapports entre acquéreur et assureur.

1. V. Cass. 9 novembre 18887, Simonin, t. I p. 46.

CHAPITRE III

VENDEUR ET ACQUEREUR

Nous continuons à supposer que dans les conventions relatives à la vente de l'objet assuré, il n'a été nullement question des polices d'assurance existantes. Est-ce que néanmoins certains liens de droit ne vont pas exister entre le vendeur et l'acquéreur en ce qui concerne l'assurance spécialement ?

Nous savons que, si après l'aliénation le vendeur n'a pas encore résilié sa police au moment où un sinistre survient, il ne peut pas s'opposer à ce que l'acquéreur demande à l'assureur amiablement ou en justice, le bénéfice de l'indemnité. Il n'aurait en effet aucun intérêt, et ainsi pas d'action.

Mais si le vendeur avait résilié son contrat, l'acquéreur serait-il fondé à lui réclamer une indemnité pour avoir été privé d'un accessoire qui aurait dû lui être livré avec sa chose (art. 1615) ?

Sans reprendre cette question de l'accessoire que nous avons développée au chapitre précédent, nous croyons pouvoir affirmer que l'acquéreur serait sans droit à ce sujet. Cependant, il faut reconnaître que pour les auteurs qui ont fondé la transmission du bénéfice de l'indemnité

sur l'art. 1122 ou sur la gestion d'affaires, la question, qu'ils n'ont d'ailleurs pas abordée, est plus délicate. Avec l'art. 1122, on serait conduit à dire que le vendeur en résiliant son contrat a éteint l'obligation de l'assureur, obligation dont il avait cependant cédé la créance à son acquéreur.

Le vendeur serait alors passible de dommages et intérêts comme tout cédant d'une créance qui ferait une remise de dette à son débiteur cédé avant que la cession n'ait été signifiée à ce dernier par le cessionnaire dans les termes de l'art. 1690.

Avec la gestion d'affaires, le vendeur, en résiliant, serait également passible à l'égard de l'acquéreur de dommages et intérêts pour interruption abusive de gestion aux termes de l'art. 1372.

De même, l'acquéreur aurait le droit d'exiger de son vendeur la remise des polices constatant l'engagement de l'assureur.

C'était un peu en raison de ces conséquences extrêmes qui à l'égard du vendeur de bonne foi heurteraient violemment l'équité, que nous avons préféré la thèse de la cession tacite reposant sur l'intention des parties, et supposant nécessairement en pratique que vendeur et acquéreur sont d'accord pour contraindre l'assureur à payer l'indemnité malgré l'aliénation.

Evidemment, dans ces conditions, le droit de l'acquéreur sera précaire, mais ceci est normal si l'on considère qu'en l'absence de toute convention ou d'un texte, la transmission de plein droit est surtout un moyen juridique de fortune invoqué par les acquéreurs négligents, victimes d'un sinistre, avant qu'ils aient procédé à toutes les régularisations qu'impose un transfert de propriété.

D'autre part, il n'est pas sans intérêt de rappeler

qu'Emérignon avec les auteurs anciens n'admettaient pas que la question de propriété soit élevée par l'assureur : *agenti ex contractu, non potest opponi questio dominii*¹. Après la vente, le vendeur souscripteur de la police conserverait donc son droit à l'indemnité, mais le bénéfice de cette action refluerait sur l'acheteur »², qui pourrait l'exiger du vendeur. La Cour de Pau a ainsi condamné un vendeur à restituer à l'acquéreur une indemnité perçue à la suite d'un sinistre survenu après l'aliénation³.

Mais si l'acquéreur peut obtenir la restitution de l'indemnité versée au vendeur, ce dernier pourra-t-il demander au premier le remboursement des primes afférentes à la période qui a suivi la vente ?

En effet, le vendeur a payé sa prime d'avance s'il a vendu sa chose peu de temps après l'échéance, un prorata de prime appréciable profitera à l'acquéreur.

Nous pensons que dans tous les cas où l'acquéreur aura profité de la police souscrite par son vendeur, il devra rembourser à celui-ci les primes ou la portion de prime lui incombant. Il en a été jugé ainsi par la Cour de Pau, et d'autres décisions conformes ont été rendues dans des hypothèses où la gestion d'affaires avait été admise⁴.

Mais pour cela, il paraît nécessaire à moins de conventions expresses, que l'acquéreur ait bénéficié d'une indemnité, sinon l'utilité de la gestion d'affaires n'apparaîtrait pas, non plus que la réalité de la reprise de l'assurance par l'acquéreur, qui peut toujours être assuré personnellement à une autre Compagnie.

1. Santerna, part. 4, n° 48.

2. Emérignon, *op. cit.*, p. 160.

3. Pau, déjà cité, 27 août 1836, B.D.M. II, p. 24.

4. Civ. Belfort, avril 1863, B.D.M. III-96-6, C. de Colmar, 25 août 1826, B.D.M. II, 6.

CHAPITRE IV

LES DIVERS MODES DE TRANSMISSION AUTRES QUE LA VENTE

Il convient d'abord de rappeler qu'aux yeux de l'assureur ce qui est intéressant, c'est beaucoup moins la transmission de la propriété que la transmission du risque. En principe, l'une ne va pas sans l'autre, toutefois la fiction légale de la rétroactivité qui s'attache à certaines mutations ou résolutions de mutations, permet de considérer qu'il n'y a jamais eu transmission de la chose, alors que pour l'assureur la transmission du risque a bien eu lieu et ne peut pas être effacée rétroactivement.

Dans tous ces cas, où la subtilité de la loi nie en droit une transmission de fait, il faut néanmoins pour la question qui nous occupe, appliquer les règles de la vente pure et simple. C'est ainsi, nous le rappelons, que l'adjudicataire d'un immeuble contre qui fut prononcé la nullité, de l'adjudication, fut considéré néanmoins, et malgré la rétroactivité, comme le vendeur du premier propriétaire, lequel, par l'effet de la nullité, ne faisait cependant que conserver un droit de propriété qu'il était censé n'avoir jamais perdu¹.

En principe, tout ce que nous avons dit à propos de

1. Cass. req. 11 février 1868, B.D.M. I, p. 109.

la vente, demeure vrai pour tous les autres modes de transmission à titre particulier, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon qu'elles sont à titre gratuit (donation) ou à titre onéreux (échange), entre vifs (constitution de dot) ou à cause de mort (legs), volontaires (dation au paiement) ou forcées (adjudication sur saisie).

L'assuré qui perd sa propriété perd en même temps tout droit à l'indemnité, mais reste tenu des primes ou d'une indemnité de résiliation, et selon notre thèse, le successeur quel qu'il soit bénéficiera de l'indemnité dans tous les cas où sa personne ne constituera pas pour l'assureur une aggravation du risque. Il ne sera jamais tenu directement des primes envers l'assureur qu'autant qu'il y aura eu convention expresse.

A l'égard de la transmission universelle ou à titre universel, qu'elle soit entre vifs ou plus généralement à cause de mort les règles doivent être nuancées.

Les successeurs universels conservent le bénéfice de l'indemnité en cas de sinistre, et ce aux termes, de l'art. 1122, sans qu'il soit besoin ici d'en forcer le sens, mais les articles 870 et 871 interdisent d'exonérer du paiement des primes ou de l'indemnité de résiliation, les héritiers et légataires universels ou à titre universel.

Cependant, nous pensons que les auteurs pour qui la considération de la personne met obstacle à la transmission du bénéfice de l'assurance à l'acquéreur, devraient également déclarer l'assurance résolue au décès de l'assuré comme le mandat est révoqué au décès du mandataire : c'est bien la doctrine de certains, mais d'autres à la vérité, comme de Lalande et Couturier¹, n'échappent pas à cette contradiction de retenir l'intuitus personae

1. *Op. cit.*, p. 187, n° 281.

pour priver les successeurs particuliers du bénéfice de l'assurance et de l'écarter pour accorder aux héritiers le droit à l'indemnité.

La question de la constitution d'usufruit a donné lieu à de nombreux commentaires. La plupart des auteurs se réfèrent à Proudhon¹ lequel distingue l'usufruit particulier, l'usufruit constitué sur l'ensemble d'un domaine dont le bâtiment sinistré ferait partie, et l'usufruit universel ou à titre universel.

Pour lui, l'usufruitier particulier « qui ne peut être « poursuivi comme débiteur de la prime parce qu'il ne « la doit pas » ne peut davantage prétendre à l'indemnité.

Nous estimons au contraire que l'usufruitier particulier, avec le nu-propriétaire, et dans la proportion de leur préjudice respectif, doivent profiter de l'assurance comme l'acquéreur et pour les mêmes raisons. Nous savons d'ailleurs que c'est à propos de l'usufruit qu'est née en jurisprudence l'explication de la gestion d'affaires, dont on a fait ensuite application à la vente.

Pour Proudhon, l'usufruitier de l'ensemble d'un domaine ne profite pas de l'assurance garantissant un bâtiment de ce domaine. Cette deuxième solution qui était imposée logiquement par la première, se heurte aux mêmes objections qu'elle.

Enfin, tout en reconnaissant qu'un legs d'usufruit universel est en réalité un *legs particulier*, Proudhon croit devoir cependant accorder à l'usufruitier universel le bénéfice de l'indemnité, car, dit-il « s'il ne représente « pas le défunt *in universum jus*, il a le droit de jouir « des actions héréditaires et comme tel, celui de jouir « de la somme ou indemnité dûe parce que c'est là une

1. *Traité des droits d'usufruit*, t. IV, n° 1601 et suiv.

« créance de la succession ».

La finesse de cette analyse ne nous échappe pas, mais à notre sens, elle n'était pas nécessaire. A l'égard de l'assureur, l'usufruit constitue moins un démembrement de la propriété qu'une transmission partielle des risques, or à toute transmission partielle ou totale des risques, nous pensons que doit correspondre une transmission équivalente du droit à l'indemnité, si l'on veut que l'assurance tienne ses promesses d'utilité économique et sociale.

Et nous croyons avoir montré au chapitre deuxième que ce souci de l'utilité pouvait, en l'espèce, parfaitement se concilier avec une interprétation juridique, la plus rigoureuse.

Deuxième Partie

La police contient une clause régissant expressément la transmission de la chose assurée.

Nous savons qu'en l'absence de toute clause de la police, les assureurs, malgré leurs défenses souples et variées, étaient souvent condamnés à verser l'indemnité à l'acquéreur de la chose assurée. Quoi qu'on en ait dit, la thèse de l'*intuitus personae* n'avait triomphé ni en doctrine, ni en jurisprudence.

Les assureurs inscrivirent alors dans leur police une clause destinée à préciser aux juges cette intention des parties qui à leur sens avait été trop souvent dénaturée

Nous étudierons cette clause dans ces différents textes essentiels, sa validité, sa nature et ses effets. Nous examinerons également dans le même détail les clauses qui devinrent de style dans les actes de ventes ou les cahiers des charges et par lesquelles les vendeurs se déchargeaient sur l'acquéreur de la rigueur des nouvelles conditions de leur police d'assurance.

Selon le plan de notre première partie nous isolerons la vente pure et simple dans les trois premiers chapitres. Le quatrième nous permettra d'apporter les nuances particulières aux autres modes de transmission ; il sera nécessaire également de tirer quelques conclusions.

CHAPITRE PREMIER

VENDEUR ET ASSUREUR

Le caractère essentiellement indemnitaire de l'assurance de chose avait toujours efficacement mis obstacle à ce que l'assuré vendeur ait encore droit à l'indemnité. Les assureurs n'eurent donc rien à préciser à ce sujet, et les solutions anciennes que nous avons dégagées demeurent encore aujourd'hui.

Au contraire pour le paiement de ses primes l'assureur avait rencontré plus de difficultés ; certains auteurs, et des décisions isolées avaient admis qu'après la vente l'assurance se trouvait résolue faute d'objet. Cette résolution privait injustement l'assureur de son action en paiement des primes futures. Pour éviter toute contestation la clause suivante fut habituellement insérée dans les conditions générales des polices. « *En cas de*
« *vente ou de donation des objets assurés, le vendeur ou*
« *le donateur devra, dans le délai d'un mois, en faire la*
« *déclaration à la compagnie et lui remettre l'engagement*
« *écrit du nouveau propriétaire de continuer l'assurance*
« *faute de quoi, passé ce délai, la police sera résiliée de*
« *plein droit, et l'assuré sera tenu de payer à la Compagnie*

« outre les primes échues une somme égale à une année
« de primes à titre d'indemnité »¹.

Quand nous disons que cette clause devint habituelle nous n'affirmons pas que toutes les Compagnies la recopiaient mot pour mot, mais parmi les autres rédactions nous ne signalerons utilement que celles pouvant donner lieu à des interprétations juridiques différentes.

Ainsi par cette clause, le vendeur se soumet à l'obligation d'imposer à son successeur dans le délai d'un mois la reprise de son contrat, sinon l'indemnité de résiliation prévue sera égale à une année de prime dans certains contrats et à 20 ou 25 % des primes restant à échoir dans d'autres.

Dans sa note au Sirey M. Hémard recherche l'opération juridique que réalise cette clause. Il examine successivement trois systèmes : le mandat avec clause pénale, la délégation et la stipulation pour autrui. Il est nécessaire, croyons-nous de préciser avant tout autre chose que la clause condense *deux opérations juridiques*, selon qu'elle servira pour transférer à l'acquéreur la dette des primes ou au contraire lui céder le bénéfice de l'indemnité, Cela est si vrai que des trois opérations analysées par M. Hémard la première *le mandat*, ne permet simplement que d'éclairer les rapports du vendeur et de l'assureur sur la question des primes, la troisième la *stipulation pour autrui* n'intéresse que les rapports de l'assureur et de l'acquéreur quant à l'indemnité. Seule la *délégation*, par sa complexité, pourrait peut-être embrasser à la fois l'obligation aux primes et le droit à l'indemnité, encore serait-il nécessaire de parler d'une *double délégation*. Nous réservons donc pour le chapitre

1. Rapportée par Hémard, sous Cass. 1907, S., 1908-1-337.

suivant l'examen du système de la stipulation pour autrui, qui de toute façon laisserait dans l'ombre les rapports de l'assureur et du vendeur quant aux primes.

Le mandat que la Compagnie aurait donné à son assuré de lui rapporter éventuellement l'engagement de son successeur, et qui serait sanctionné en cas d'inexécution par une clause pénale ne paraît pas à M. Hémard une explication suffisante.

« S'il y avait mandat, dit-il, le mandant serait définitivement lié à l'égard de l'acquéreur » et ceci excluerait le droit que se réserve l'assureur de refuser son agrément à l'acquéreur¹ Nous comprenons mal cette objection, s'il y avait mandat donné au vendeur, ce ne serait pas d'obtenir de l'acquéreur son adhésion à une offre qui émanerait de l'assureur et qui après acceptation deviendrait irrévocable, le mandat serait au contraire d'obtenir de l'acquéreur une proposition d'assurance engageant seulement le proposant (l'art. 7 de la loi de 1930 n'existait pas) et subordonnant la prise d'effet du contrat à l'acceptation de cette proposition par la Compagnie.

Mais il faut reconnaître avec M. Hémard, que les règles spéciales à la révocation du mandat nous gêneraient considérablement, notamment au cas de faillite du vendeur. Au surplus, ce mandat qui serait gratuit s'accorde mal, aux termes de l'art. 1992, avec la rigueur d'une clause pénale indépendante de toute faute du mandataire.

1. « La compagnie peut suspendre ou résilier la police dès l'instant qu'elle connaîtra la vente, soit qu'elle ne veuille pas agréer le nouveau propriétaire, soit qu'une prime étant échue le paiement n'en ait pas été effectué ». E.H. Perreau, *Assurances terrestres et maritimes*, Recueil méthodique de textes, p. 465, police incendie, art. 12.

Il ne semble pas davantage que l'on puisse accepter l'interprétation de la *délégation* ; M. Hémard suppose que « par la clause de *l'acte de vente*, l'assuré vendeur « délègue son acquéreur à son assureur, qui l'y a autorisé « par la clause de la prorogation de la police », et à ceci il objecte « que la délégation s'accomplira ainsi en « deux phases », alors que la délégation serait une « opération « *complexe mais unique* ».

Nous verrons au chapitre suivant s'il est encore admis aujourd'hui que la délégation ne puisse s'accomplir en deux phases, dès maintenant il nous suffit de retenir que la délégation « opération par laquelle une personne « (le délégant) ordonne à une autre (le délégué) de « faire ou de s'engager à faire une prestation à une « troisième (le délégataire)¹ », s'accomplirait essentiellement non dans la clause de la police, qui pour l'instant nous intéresse seule, mais dans l'acte de vente dont nous n'avons pas à tenir compte. Au surplus cette vente peut ne pas avoir lieu ou ne comporter dans son acte aucune disposition concernant l'assurance, il faudra bien alors que la clause de prorogation de la police ait cependant une nature juridique indépendante du parti que prendra ultérieurement l'assuré. Pour toutes ces raisons nous croyons qu'il faut voir dans ces dispositions de la police *une clause de porte fort* dans les termes de l'art. 1120 : « Néanmoins on peut se porter fort pour un « tiers, en promettant le fait de celui-ci, sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis « de faire ratifier si le tiers refuse de tenir l'engagement ».

L'assuré s'est porté fort pour son acquéreur futur en promettant qu'il demanderait à continuer l'assurance

1. Collin et Capitant, *op. cit.*, éd. 1928, p. 109.

et pour le cas où cette promesse ne serait pas tenue, l'indemnité dont parle l'art. 1120 a été fixée par les parties dans une clause pénale forfaitaire.

Quelque soit sa nature, la validité de cette clause a bien été contestée ¹, mais la jurisprudence dans son ensemble l'a déclarée licite ² à juste titre.

On admet généralement que, pour ne pas être tenu de l'indemnité de résiliation prévue, le vendeur doit avoir pris toutes les précautions de fait et de droit pour que l'acquéreur se trouve obligé au paiement des primes à l'égard de l'assuré. Par suite, le propriétaire, dont la maison est mise en adjudication et qui a bien stipulé dans le cahier des charges que l'acquéreur « devra continuer toute police en « cours » reste néanmoins tenu au paiement de la clause pénale si l'acquéreur excipant, comme nous le verrons ultérieurement, de ce que le nom de la Compagnie ne se trouve pas indiquée, fait juger qu'il n'y a pas eu stipulation pour autrui, et qu'il n'est ainsi nullement tenu au paiement des primes ³.

Il a été jugé également que les primes échues que devait le vendeur avec l'indemnité de résiliation étaient uniquement les primes échues avant la vente, et non comme certaines Compagnies le demandaient, les primes échues avant la signification de la vente à l'assureur ⁴. Nous avons vu qu'en l'absence de clause il fallait donner la solution inverse, mais alors l'indemnité de résiliation devait être fixée en fonction du préjudice réel, au contraire la clause pénale étant une évaluation anticipée

1. V. Civ. du Havre, 4 juillet 1930 et les observations de M.M. Picard *Revue des Assurances terrestres*, 1931, p. 43 et 149.

2. V. notamment, Cass. 13 juillet 1874, S., 74-1-365, et cass. Req. 15 avril 1904, Simonnin 1, 364, sic Grun et Joliat, J. des Ass. t. IV, p. 43.

3. Civ. Seine 7 décembre 1876 B.D.M. III, 217.

4. Civ. du Havre. 11 décembre 1900. Sim. t. III, p. 630.

et forfaitaire des dommages et intérêts, la fixation de ces derniers échappe au pouvoir du juge.

Supposons maintenant que le vendeur rapporte bien dans le délai fixé à son assureur « l'engagement écrit du nouveau propriétaire de continuer l'assurance », mais que la Compagnie n'ait pas consenti à agréer le nouveau propriétaire conformément au droit que l'assureur se réserve fréquemment, nous l'avons vu, est-ce que l'indemnité de résiliation sera encore dûe ? Nous ne le pensons pas ¹ en présence des termes de la clause pénale qui doit être interprétée strictement. L'assureur en ne demandant que l'engagement écrit du nouveau propriétaire a manifesté son intention de conserver en principe l'acquéreur comme assuré ; il est donc juste qu'il prenne à sa charge l'éventualité d'avoir à résilier un risque indésirable puisqu'il n'a pas exprimé formellement le contraire.

A plus forte raison, le vendeur ne pourrait-il ne pas être inquiété si son successeur venait à être insolvable.

Remarquons enfin, que la police incendie de 1913 ² prévoit que faute d'avoir imposé à l'acquéreur l'obligation de continuer le contrat, l'indemnité sera dûe « *à moins que l'acquéreur n'ait consenti à cette continuation* ». Il y a là un adoucissement en faveur du vendeur qui se verra déchargé sans avoir obtenu personnellement l'engagement de son acquéreur, si ce dernier consent à la reprise de l'assurance soit spontanément, soit sur les démarches qu'auront pu faire les représentants de la Compagnie ou un courtier. Cette même solution s'imposerait si au lieu de continuer l'ancien contrat, l'acquéreur

1. Sic. de Lalande et Couturier, *op. cit.*, n° 297, p. 197, contra Agnel de Corny et Dujon *op. cit.*, éd. 1923, p. 101, n° 138 et Pouget, *op. cit.*, p. 53.

2. E.H. Perreau, *op. cit.*, p. 465.

en souscrivait un nouveau ; la bonne foi qui doit présider à l'interprétation des contrats ne permet pas en effet de s'arrêter à la distinction purement formelle entre la signature d'un avenant de transfert et la signature d'une nouvelle police.

CHAPITRE II

ACQUEREUR ET ASSUREUR

Reprenons la clause usuelle que nous avons déjà examinée : « *En cas de vente ou de donation des objets assurés, le vendeur ou le donateur devra, dans le délai d'un mois, en faire déclaration à la Compagnie et lui remettre l'engagement écrit du nouveau propriétaire de continuer l'assurance faute de quoi, passé ce délai la police sera résiliée de plein droit et l'assuré sera tenu de payer à la Compagnie outre... etc... etc...* ».

Nous savons que déclarée « léonine » par certaines décisions isolées¹, sa validité a été reconnue par la Cour suprême.

Nous avons vu d'autre part, au chapitre précédent que ce texte contenait deux opérations juridiques dont la première était une *clause de porte fort* régissant les droits et obligations de l'assureur et du vendeur, il nous reste à dégager la deuxième opération par laquelle ont été lié l'assureur et l'acquéreur. Nous ne reprenons pas l'hypothèse du *mandat* qui par lui-même ne donne aucun droit à l'acquéreur et suppose comme conséquence une

1. Sic, Tribunal de Bordeaux, inf. par C. de Bordeaux, 14 juillet 1873 et Cass. 13 juillet 1874, S., 74-1-365.

autre opération distincte entre l'acquéreur et le vendeur.

On se souvient que la *délégation* avait été repoussée par M. Hémard à propos de la transmission de la dette des primes parce qu'il aurait fallu en l'espèce la concevoir en deux temps, alors que disait-il, c'était une opération unique.

Il est intéressant de confronter cette opinion avec la doctrine de MM. Colin et Capitant pour qui précisément ce qui distingue la stipulation pour autrui de la délégation c'est que la première est un « acte unique »¹, alors que la seconde « est en somme le composé de deux actes »¹... « qui peuvent ne pas se confondre » Ainsi alors que le bénéficiaire de la stipulation pour autrui deviendrait « créancier dès le moment de la stipulation »¹, il se pourrait au contraire que le délégataire « ne devienne créancier que postérieurement à la délégation le jour où il acceptera l'engagement du délégué envers lui »¹. En l'espèce au moment de la souscription de la police, l'assureur débiteur de l'indemnité serait délégué par le vendeur créancier, et l'acquéreur délégataire ne deviendrait créancier qu'au moment de la vente, le jour où acceptant dans l'acte, ou autrement, la reprise du contrat, il accepterait par là même l'engagement de l'assureur envers lui.

La délégation pourrait donc parfaitement caractériser la seconde des opérations juridiques que représentent la clause dite de « prorogation d'assurance ».

Cependant M. Hémard préfère l'explication de la stipulation pour autrui, et il faut reconnaître que la jurisprudence lui est favorable². L'assuré primitif vendeur

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, p. 326, éd. 1928.

2. Rouen 6 juillet 1898, Simonin, II p. 584. C. Orléans, 4 août 1905 et Cass. Req. 4 novembre 1907. S., 1908-1-337. C. de Paris, 18 décembre 1913, Rec. des Ass. 1914, p. 49. |

est réputé avoir en souscrivant son contrat stipulé pour son acquéreur futur ; l'assureur tient le rôle de promettant quant aux droits à l'indemnité.

Délégation ou stipulation pour autrui comportent d'ailleurs les mêmes effets que résume excellemment la Cour de Rouen. « Par cette disposition (*la clause que nous examinons*) elle (*la Compagnie*) a fait une véritable « stipulation pour autrui qui, aux termes de l'art. 1121 « Code civil, l'oblige envers le tiers qu'elle a accepté « provisoirement et par anticipation comme assuré par « cela seul qu'il a rempli les conditions de la stipulation ; « que, sans doute le droit de résiliation que s'est réservé « la Compagnie doit recevoir son exécution mais sans « que cette résiliation puisse produire ses effets dans le « passé et dans la période d'attente prévue par la stipulation »¹.

Ainsi promettant ou délégué, l'assureur s'est engagé vis-à-vis de l'acquéreur futur à le tenir provisoirement pour assuré de plein droit pendant un certain délai après la vente. Cet engagement est subordonné à cette condition que, dans ce délai soit en exécution d'une obligation consentie à l'égard du vendeur dans l'acte de vente, soit spontanément l'acquéreur manifeste sa volonté de continuer l'assurance de son auteur.

Le délai accordé au vendeur ou à l'acquéreur pour déclarer la transmission et accepter la continuation de l'assurance est variable avec les polices et les risques. Habituellement d'un mois, il peut être de quinze jours². La police incendie de 1913 est plus libérale à cet égard puisqu'elle prévoit en effet «trois mois » du jour de la vente en matière immobilière.

1. C. de Rouen, précité 6-7-1898 Sim, t. II, p. 584.

2. Art. 10, police grêle. E. H. Perreau *op. cit.*, p. 440.

Si aucun délai n'était fixé, on admet que la déclaration ne pourrait être faite valablement qu'avant tout sinistre.

Au contraire, s'il y a un délai d'inscrit la déclaration peut toujours intervenir valablement jusqu'à son expiration, et en particulier après un sinistre, puisque l'acquéreur était provisoirement couvert depuis la date de la vente, sa déclaration ne fait que consolider le droit conditionnel stipulé en sa faveur par le vendeur. Mais passé le délai l'acquéreur perd tout droit au bénéfice de l'indemnité, il n'a pas en effet satisfait aux conditions de la stipulation¹, lorsqu'il en était encore temps.

D'autre part, avant l'expiration du délai l'assureur qui a eu connaissance de la vente par la déclaration ou en dehors de toute déclaration, peut toujours résilier le contrat s'il estime son risque aggravé ou simplement l'acquéreur indésirable. Très équitablement, la police incendie de 1913 précise que la résiliation ne pourra prendre effet que quinze jours après la notification par lettre recommandée adressée à l'acquéreur. Il fallait permettre à ce dernier de trouver un autre assureur.

Ainsi cette clause de prorogation d'assurance consacre en admettant provisoirement la transmission de plein droit du bénéfice de l'indemnité à l'acquéreur, cette présomption de non intuitus personae que nous estimions dans la première partie de cette étude conforme à la nature du contrat d'assurance et à l'intérêt bien entendu des parties. Cette clause est cependant plus rigoureuse que les solutions antérieures en ce qu'elle réserve à l'assureur le droit de résiliation *ad nutum* sans

1. Cass. 13 juillet 1874, S., 74-1-365 C. de Nancy, 93 et 4 janvier 1894 S., 93-II-299 et 95-II-10.

qu'il y ait besoin de prouver une aggravation de risque quelconque. Ceci aurait pu être très dangereux pour l'acquéreur, qui confiant dans la prorogation n'aurait pas songé à s'assurer avant la vente et pourrait, après une résiliation brutale, se trouver pris de court pour le faire. Nous avons vu que la police incendie maintenait l'assurance pendant quinze jours après la résiliation.

Il ne faudrait pas croire que cette transmission instantanée, bien que provisoire, ait été consentie spontanément par les assureurs : il eut été étonnant que ceux-ci, qui n'ont pas le droit de l'acquéreur en l'absence de clause, en aient précisément édicté une pour lui conférer ce droit à l'indemnité.

A la vérité, l'interprétation que nous avons donnée jusqu'ici est celle qui a prévalu dans la jurisprudence, mais les assureurs en avaient une toute autre. Ils prétendaient que cette clause était sans effet à l'égard de l'acquéreur tant qu'il n'aurait pas manifesté expressément son intention de continuer le contrat, et qu'elle n'était principalement insérée que dans le seul intérêt du vendeur pour le cas où il n'aurait pas touché immédiatement son prix.

L'assureur prétendait ainsi obtenir l'engagement de l'acquéreur à la reprise du contrat mais n'être personnellement engagé que, soit du jour de la notification prévue à la charge de l'acquéreur, soit même seulement à compter de sa ratification.

Ces prétentions qui avaient l'avantage de dispenser l'assureur d'intervenir pour un sinistre survenu avant les déclarations prévues, ont été soutenues par certaines Compagnies¹. Il faut ajouter que ce ne fut généralement

1. Paris, 8 avril 1876, D.P., 77-2-237.

pas avec succès. La jurisprudence, soit par le jeu de la stipulation pour autrui¹, soit par interprétation de l'intention des parties, réputa généralement l'acquéreur garanti *provisoirement mais instantanément* dès la vente.

Les assureurs incendie finirent par admettre la thèse de la jurisprudence, et dans sa nouvelle rédaction l'art. 12 de la police de 1913 ne permet plus de contester les droits de l'acquéreur. Au contraire, les assureurs de responsabilité automobile répondirent à la jurisprudence en insérant dans leur clause cette disposition : « *Toute-fois, les nouveaux titulaires ne seront assurés qu'après signature d'un avenant* ». Ce texte, qui met obstacle à la transmission de plein droit, a été déclaré licite, et reste généralement appliqué². Cependant il a été jugé par la Cour de Caen³ qu'il suffisait pour obtenir la garantie que l'acquéreur ait demandé la souscription de l'avenant avant le sinistre, et qu'il n'était pas nécessaire que la régularisation ait eu effectivement lieu. La Chambre des Requêtes³ rejeta le pourvoi en déclarant que la Cour avait souverainement interprété le contrat.

Cette interprétation est à notre avis erronée. elle ne respecte ni la lettre, ni l'esprit du contrat.

Nous savons que depuis que les polices avaient fait obligation au vendeur d'obtenir de l'acquéreur la reprise du contrat d'assurance, la clause suivante était devenue de style dans les actes de vente, et les cahiers des charges d'adjudication : « *Les adjudicataires (ou les vendeurs)*

1. V. décision rapportée, p. 80, note 2.

2. Agen, 29-8-82, Recueil périodique des Assurances, 84, p. 9. Cour de Paris 11^e Chambre. 27 décembre 1930, *La paix*, C. Liszkowska, (non publié à notre connaissance).

3. Cass. req. 7 mars 1928, *Gazette du Palais*, 1928-1-133.

« *devront entretenir, à partir du jour de l'adjudication*
« *(ou de la vente), et jusqu'à leur libération définitive,*
« *les polices d'assurance contre l'incendie, et payer à*
« *partir du jour de l'adjudication les primes et droits des*
« *dites polices* ».

Cette clause est en fait la conséquence de celle qui est insérée dans les polices et qui est dite de prorogation, mais en droit elle en est totalement indépendante, et on pourrait, comme nous l'avons indiqué, parfaitement concevoir l'une des deux sans l'autre.

Ceci étant bien précisé, la question va se poser de savoir si cette clause insérée dans un contrat auquel l'assureur n'a pas été partie, pourra néanmoins lui conférer des droits, en particulier celui de *poursuivre l'acquéreur en paiement des primes*, et si oui, par quel mécanisme ?

Il est bien certain d'abord que si l'acquéreur en exécution spontanée de cette clause signe un avenant de transfert à son nom, il y a une novation qui supprime toute difficulté en engageant directement l'acquéreur à l'égard de l'assureur. Mais supposons au contraire que l'acquéreur trouve à s'assurer dans des conditions moins onéreuses à une autre Compagnie que celle qui garantissait son auteur, à quelle action s'expose-t-il de la part de cette dernière Compagnie ?

La stipulation pour autrui doit pouvoir ici encore nous donner une solution. L'assureur, qui si souvent est promettant, sera ici le tiers bénéficiaire, il aura ainsi en paiement des primes une action directe contre le promettant : l'acquéreur. Une jurisprudence abondante sanctionne cette interprétation ¹.

1. Nancy, 27-12-1875 ; B.D.M. III, 209. Cour de Paris, 12 juin 1896, Recueil périodique des Assurances, 1896, p. 562. Cour de Rouen, 6 juil-

Cependant, il a été jugé que l'assureur ne pouvait se prévaloir de cette stipulation pour autrui qu'autant que la mutation lui a été signifiée, autrement il y aurait, dit-on, *res inter alios*¹.

Cette solution nous paraît trop rigoureuse, il doit suffire que l'assureur puisse faire la preuve de la stipulation faite en sa faveur pour qu'il soit admis à en profiter s'il le désire, sans qu'il ait à justifier de la manière dont il en a eu connaissance. Il ne faut pas oublier que le vendeur s'est engagé à faire continuer l'assurance par son acquéreur, si donc on refusait à l'assureur le droit de se prévaloir directement de la stipulation de son assuré, il pourrait toujours, indirectement, obliger l'acquéreur à respecter ses engagements, et ce, en exerçant aux termes de l'art. 1166 l'action de son débiteur, l'assuré primitif vendeur.

Mais certaines décisions se sont refusées à voir une stipulation pour autrui dans l'obligation de continuer l'assurance imposée à l'acquéreur par le vendeur. Ce dernier, dit-on alors, n'aurait nullement eu l'intention de consentir un avantage à son assureur, il a eu en vue uniquement son intérêt personnel, ce qui est très humain, soit que n'ayant pas perçu son prix il ait désiré voir son gage assuré par une Compagnie en qui il ait confiance, soit plus simplement qu'il ait cherché à éviter l'indemnité de résiliation prévue à sa police.

Dès lors, si l'acquéreur se refuse à continuer l'assurance, l'assureur n'aura pas d'action contre lui, il pourra

let 1896, Recueil périodique, 1898, p. 509. Saint-Calais, 12 juin 1903, D.P., 1905-11-246, Commerce Seine, 10 mars 1906, Recueil périodique p. 156. Civ. de la Seine, 19 octobre 1926 : *Materne c/ Société Suisse*. Cour de Paris, 7^e chambre, 1^{er} février 1928, *Plantard c/ Mutuelle Riche-lieu*.

1. Seine, 23 décembre 1874, D.B.M. 396.

simplement exiger du vendeur le montant de la clause pénale, le vendeur pourra peut-être alors appeler en garantie l'acquéreur, mais ceci doit rester étranger à l'assureur pour qui l'acquéreur demeure un tiers.

C'est ainsi que la Cour de Lyon ¹ confirmée par la Chambre des requêtes, a déclaré qu'en omettant de désigner au contrat de vente le nom de sa Compagnie le vendeur avait rendu impossible l'exécution de l'obligation qu'il imposait à l'acheteur, et que ce dernier devait être réputé non tenu et pouvoir s'assurer ailleurs.

Il est vrai que dans l'espèce la clause était la suivante :
« *L'adjudicataire entretiendra les polices d'assurance qui pourront exister et s'il n'y en a, il devra assurer les maisons à une Compagnie sûre* ».

De fait, cette rédaction sans indication du nom de la Compagnie, permettait au vendeur de croire qu'il n'y avait pas d'assurance en cours, et qu'alors son obligation consistait à s'assurer personnellement comme il le fit.

De même le tribunal d'Alger ² refuse de voir une stipulation pour autrui dans une clause qui contenait en plus de celle que nous avons citée « il (l'acquéreur) paiera à
« partir de la dite entrée en jouissance les primes et
« droits de telle manière que les vendeurs ne puissent
« être aucunement poursuivis, inquiétés ou recherchés ».

Par interprétation de l'intention des parties, le tribunal a pu parfaitement déclarer que l'acquéreur n'avait pas
« l'obligation absolue d'entretenir la police aux lieu et
« place de l'assuré, mais de l'entretenir de telle manière

1. Cour de Lyon, 27 janvier 1872, et Cass. 11 novembre 1872, B.D.M. I, 138.

2. Civ. Alger, 1^{er} février 1856, B.D.M. t. III, p. 53.

« que l'assuré ne *puisse être recherché* et poursuivi pour « le paiement des primes ». Il suffisait donc que l'acquéreur prenne à sa charge l'indemnité de résiliation pour qu'il ait satisfait à ses obligations à l'égard du vendeur.

Au contraire, la clause qui permit au jugement du tribunal de Nancy¹, déjà cité, d'admettre la stipulation pour autrui disposait que l'acquéreur devait « dans tous « les cas, entretenir régulièrement cette assurance, « *jusqu'à complète libération de son prix*, sans que le « poursuivant, le saisi et les créanciers inscrits puissent « être inquiétés à raison des primes impayées ».

Il s'agissait bien là d'entretenir l'assurance et non de décharger éventuellement le vendeur de l'indemnité de résiliation.

Plus curieuse est la décision du tribunal de la Seine², qui après avoir admis que la clause que nous connaissons inscrite dans l'acte de vente, constituait bien une stipulation en faveur de l'acquéreur, déclara cependant que ne faisant pas connaître la mutation à sa Compagnie et en ne permettant pas de le faire à son acquéreur, qu'il laissait dans l'ignorance du nom de cette Compagnie, le vendeur s'était lui-même privé du bénéfice de sa stipulation, ainsi d'ailleurs que l'assureur qui ne pouvait pas, comme tiers bénéficiaire, avoir plus de droits que le stipulant.

De toutes ces solutions, on a tiré souvent cette conclusion que toute clause où la Compagnie n'était pas nominativement désignée, ne pouvait pas constituer une stipulation pour autrui au profit de l'assureur, et ne

1. Civ. Nancy, 27-12-75, B.D.M. t. III, p. 209.

2. Civ. Seine, 7 décembre 1876, D.B.M. t. III, p. 218.

donnait, par conséquent à ce dernier, aucun droit de poursuivre directement l'acquéreur en paiement des primes. De fait, une jurisprudence assez suivie semble admettre cette thèse ¹.

M. Hémard conteste qu'il faille en déduire une règle aussi absolue, en particulier, de l'arrêt de la Cour de 1872 souvent invoqué. En effet, en l'espèce dit-il, le syndic de la faillite, rédacteur de la clause, ignorait lui-même si l'immeuble mis en adjudication était assuré et à fortiori, le nom de la Compagnie. Il ne pouvait donc pas être réputé avoir stipulé pour une personne qu'il ne savait même pas exister.

Ces considérations sont certainement valables : certes il peut y avoir stipulation pour autrui sans pour cela que la Compagnie soit nominativement désignée à l'acte de vente ², mais il ne suffit pas non plus que le rédacteur de la clause ait connu l'assureur pour qu'il y ait toujours stipulation en faveur de ce dernier.

Il y a là une question d'intention des parties sur laquelle le juge peut être éclairé par tous les éléments de la clause et de la cause ; la connaissance du nom de la Compagnie, dont l'acquéreur doit continuer les polices, est un de ces éléments, mais il ne semble pas qu'il soit ni nécessaire, ni suffisant.

Aussi bien, la connaissance des conditions particulières de l'assurance nous paraît d'un bien plus grand intérêt.

1. Civ. Alger, 16 novembre 1865, B.D.M., t. III, p. 120. surtout Cass-11 novembre 1872, B.D.M., t. I, p. 138. Civ. Montreuil-sur-Mer, 29 novembre 1912, D., 1913-11-235. Cour de Paris, 20 avril 1928, Rec. Per. 1929, p. 330.

2. Sic. Trib. Com. Seine, 13 avril 1852. B.d.M., t. III, p. 28. Civ. Alger, 1^{er} février 1856, B.D.M. t. III, p. 53. Civ. Nancy, 27 décembre 1875, B.D.M., t. III, p. 209. Com. Seine, 12 décembre 1886, Rec. Per., 1887, p. 487. Trib. Seine, 16 mai 1911, Rec. Perc. 1911, p. 368.

Voilà donc quelles sont, entre l'assureur et l'acquéreur les règles de droit régissant la transmission de la chose assurée. Ces règles sont dans l'ensemble, et malgré quelques retouches de la jurisprudence, celles que l'assureur a imposées.

Elles ont surtout pour lui cet avantage de permettre par le jeu des deux clauses que nous connaissons, une action directe en paiement des primes à l'égard d'un tiers : l'acquéreur.

Ainsi la stabilité du portefeuille de l'assureur n'est pas affectée par la circulation accélérée des richesses.

CHAPITRE III

VENDEUR ET ACQUEREUR

Il est possible que malgré l'obligation contractée dans sa police, le vendeur n'ait imposé à son acquéreur aucune obligation relativement à la reprise de son contrat d'assurance. La situation est alors celle que nous avons étudiée dans la première partie ; cependant, il ne faut pas oublier que la clause de prorogation de la police du vendeur constituait une stipulation au profit de l'acquéreur. Si donc ce dernier avait incidemment connaissance de l'existence d'une police contenant cette clause, il aurait le droit, pensons-nous, d'exiger du vendeur soit la remise de cette police, soit au moins la connaissance de ses conditions essentielles avec le nom de l'assureur.

En effet, en stipulant au profit de son acquéreur, le vendeur lui faisait l'offre tacite de lui assurer la reprise de sa police. Cette offre tacite, mais certaine, dont l'acceptation par l'acquéreur présente pour le vendeur l'intérêt appréciable de le libérer de l'indemnité de résiliation, doit pour cette raison être réputée maintenue jusqu'à ce qu'intervienne une révocation expresse, telle que par exemple la demande de résiliation adressée à l'assureur, avec paiement de l'indemnité prévue.

Cette interprétation aurait un grand intérêt au cas où l'acquéreur ayant été victime d'un sinistre voudrait d'urgence faire à l'assureur, dans les délais prescrits, la double déclaration de mutation et de sinistre, mais se heurterait au mauvais vouloir de son vendeur. Ce dernier n'aurait pas le droit de profiter de la situation pour tirer argent de l'indication de la Compagnie qui le garantit ; en empêchant sciemment l'acquéreur de remplir les formalités exigées à peine de déchéance, il s'exposerait, croyons-nous, à une action en dommages et intérêts, fondée non sur 1382, ou l'abus de droit, mais sur l'inexécution des conventions inscrites à la police, et auxquelles l'acquéreur avait déclaré adhérer selon la faculté qui lui en était réservée.

Ce que nous venons de dire serait encore bien plus vrai si cette adhésion résultait d'une clause de reprise d'assurance insérée dans l'acte de vente.

Enfin, chaque fois que l'acquéreur aura manifesté son intention de continuer l'assurance, il devra donner au vendeur sa garantie sur toute action émanant de l'assureur en paiement des primes postérieures à l'aliénation. Et si en ne faisant pas transférer la police à son nom dans le délai prévu, l'acquéreur se voyait privé par l'assureur du bénéfice du contrat, il devrait encore, à titre de dommages et intérêts, rembourser au vendeur l'indemnité de résiliation qui ne manquera pas de lui être réclamée.

Il y a là application du droit commun.

CHAPITRE IV

LES DIVERS MODES DE TRANSMISSION AUTRES QUE LA VENTE

La logique juridique voudrait que les solutions dégagées à propos de la vente pure et simple soient applicables à tous les autres modes de transmission, en se souvenant que pour les successeurs universel tels, que les héritiers, aucune mention n'est nécessaire dans l'acte de transmission pour les rendre immédiatement débiteurs des primes, et plus généralement tenus de obligations mises à la charge de leur auteur par la police d'assurance.

Cette conclusion à laquelle nous étions parvenus en l'absence de clause spéciale dans la police, ne paraît cependant pas avoir été admise par les assureurs.

En effet, les conditions générales des polices font habituellement un traitement différent d'une part à l'acquéreur et d'autre part aux héritiers légataires et donataires.

C'est ainsi que l'art. 12 d'une police automobile dont la rédaction avait été adoptée par de nombreuses compagnie avant la loi de 1930, disposait d'abord en termes

généraux que « *La présente police engage non seulement le souscripteur, mais aussi ses héritiers représentants, ayants-droit ou successeurs, et conserve, tout son effet avec tout assuré qui change de profession, ou qui constitue une Société, et avec toute Société qui se modifie* »¹.

Cette clause est ambiguë ; si elle vise les héritiers et successeurs universels, elle était inutile puisque les principes généraux du droit suffisaient amplement pour que ceux-ci, tenus généralement des dettes de leur auteur, soient engagés en particulier par le contrat d'assurance. Si au contraire elle était destinée aux « représentants, ayants-droit et successeurs », entendus au sens général d'ayants-causes à titre particulier, elle serait inopérante puisque nous savons qu'il n'est pas possible de considérer l'ayant-cause particulier comme tenu des dettes de son auteur, même de celles contractées à l'occasion de la chose transmise.

Pour que les ayants-cause à titre particulier sous quelque nom qu'on les range, puissent réellement être engagés envers l'assureur, il aurait fallu qu'ils l'aient accepté espressément dans l'acte de transmission, ou par ailleurs. Mais ce qui montre bien l'intention de l'assureur d'atteindre l'ayant-cause particulier autre que l'acquéreur, pour lequel l'assuré vendeur s'est porté fort, c'est que ce même art. 12 de la police dispose ensuite plus précisément « *les héritiers, légataires, donataires, ou nouveaux associés, devront faire connaître leur qualité à la Compagnie dans le délai d'un mois, et en demander acte par avenant, faute de quoi ils seront déchus du bénéfice de l'assurance, tout en étant tenus au paie-*

1. E.H. Perreau. *op. cit.*, p. 427.

ment des primes et à l'exécution des diverses obligations de la Police »-¹.

Ce texte, qui pour le donataire ou le légataire particulier est *res inter alios*, ne peut lui nuire, il reste donc dépourvu de toute sanction s'il n'a pas été repris et impose expressément par le donateur, ou le testateur.

La police incendie de 1913 prévoyait également qu'« *en cas de décès ou de donation, l'assurance continue de plein droit en faveur des héritiers, légataires et donataires, qui seront tenus solidairement au paiement des primes échues et à échoir, tant que l'attributaire des objets assurés n'aura pas fait transférer par avenant la police à son nom* »².

Il convient de remarquer que les assureurs ont stipulé la solidarité pour le paiement des primes. Cette clause destinée à faire échec à l'art. 1220, qui prévoit la divisibilité entre les héritiers de toute obligation « susceptible de division ». Il était à craindre en effet que le principe de l'indivisibilité de la prime n'ait pas été validé en l'espèce par les tribunaux. Nous savons d'ailleurs que ce principe a subi de nombreuses entorses, notamment en cas de résiliation après sinistre, aux termes du décret du 8 mars 1922. Il semble que cette solidarité conventionnelle soit licite, et qu'elle doive produire ses effets, à l'égard des seuls héritiers; aux légataires et donataires, elle est évidemment inopposable.

Nous ne connaissons pas de jurisprudence sur toute cette question. Il est vraisemblable que les assureurs n'ignorant pas l'innéficacité juridique de leur clause à l'égard des ayants-cause à titre particulier, n'en ont pas demandé la sanction aux tribunaux, mais l'ont ce-

1. E.H. Perreau, *op. cit.*, p. 427.

2. E.H. Perreau, *op. cit.*, p. 465.

pendant maintenue parceque pratiquement la plupart des successeurs, même particuliers, l'exécutaient spontanément.

Mais pour ne pas verser dans l'empirisme, il eût fallu que la clause distinguât non pas entre la transmission à titre gratuit et la transmission à titre onéreux, comme elle le fit, mais entre la transmission à titre particulier et celle à titre universel.

Il est permis en effet de croire que si la jurisprudence avait eu à se prononcer, elle aurait, par interprétation de la volonté des parties, étendu à tous les ayants-droit particulier les dispositions ne visant nommément que le seul acquéreur, et restreint aux seuls successeurs universels les obligations imposées aux héritiers légataires et donataires, et en particulier la dette des primes.

Au contraire les légataires et donataires auraient été fondés à bénéficier du traitement plus favorable qui leur est fait ainsi qu'aux héritiers, en ce qui concerne le droit à l'indemnité, mais en contre-partie, ils auraient dû accepter bénévolement la dette des primes, ce qui pouvaient leur être avantageux dans l'hypothèse où, par exemple, un sinistre serait survenu avant qu'ils n'aient, soit souscrit une assurance personnelle, soit rempli les formalités imposées à l'acquéreur.

Un autre point doit retenir encore notre attention. De nombreuses compagnies faisaient obligation à l'héritier de faire connaître sa qualité dans le délai d'un mois « sans pouvoir opposer les délais pour faire inventaire et délibérer ». Ce texte paraît excessivement rigoureux ; en un mois, les héritiers peuvent parfaitement, soit par suite de leur éloignement, soit par leur ignorance de l'existence des polices, être dans l'impos-

sibilité de faire une déclaration à la Compagnie. Il semble néanmoins que cette clause soit licite parce que elle ne fait pas échec, malgré sa rédaction, aux dispositions de l'art. 795, qu'il n'est pas en la possibilité des créanciers de la succession d'écarter. En effet, la déclaration de l'héritier présomptif pourrait être faite sous réserve de tous ses droits à une renonciation ultérieure, et valoir comme un acte de pure administration. Cependant, s'il survenait un sinistre dans les trois mois et quarante jours avant que l'héritier n'ait satisfait aux formalités qui lui sont imposées, nous croyons que la Compagnie serait néanmoins débitrice de l'indemnité à l'égard de la succession, en vertu du principe : « *hereditas jacens sustinet personnam defuncti* ». La déchéance édictée à l'encontre de l'héritier, ne pourrait ainsi pas porter préjudice à la succession continuant, par la fiction légale, à maintenir la personne du défunt. D'autre part, la rétroactivité de l'acceptation ultérieure de l'héritier ne serait pas de nature, à notre sens, à s'opposer à la solution que nous venons de donner, puisque nous avons pu constater fréquemment qu'aux yeux de l'assureur seule la transmission effective du risque comptait ¹.

Pour éviter ces difficultés, nous préférons la rédaction de l'art. 14, alinéa premier, de la police incendie belge ²

» En cas de décès de l'assuré, la police continue de plein droit et reste indivisible. Les héritiers ou ayants-cause doivent déclarer la mutation à la Compagnie dans les huit jours après avoir fait acte d'héritier, et au plus tard dans les trois mois et quarante jours après le décès ».

1. V. *supra*, p. 69.

2. Eeckout (Van), *Le droit des Assurances terrestres*, traité théorique et pratique.

Même sous cette forme adoucie, la clause est encore rigoureuse. Elle peut réserver des surprises à celui qui aura fait acte d'héritier, sans songer à en faire la déclaration dans les huit jours.

A cet égard la réforme libérale de la loi de 1930 fut heureuse, peut être cependant, nous le verrons, pêche-t-elle par excès contraire. La jurisprudence s'était d'ailleurs employée dans la mesure où elle l'avait pu à modérer la rigueur des obligations imposées aux héritiers.

C'est ainsi que la Cour d'Angers précisa que la rédaction préalable d'un avenant de transfert n'était nullement nécessaire pour que l'héritier en cas de sinistre ait droit à l'indemnité. Il est vrai que la Cour avait dû interpréter un texte singulièrement obscur : « *En cas de décès de l'assuré, de formation ou dissolution de société, de cession ou de vente, l'assuré, ses héritiers ou ayants-cause sont tenus de faire continuer l'assurance par leurs cessionnaires, successeurs ou acquéreurs, de fournir l'acceptation de ces derniers à la continuation de l'assurance, et de faire constater le tout par un avenant, avant la signature duquel la Compagnie ne sera nullement engagée envers ces derniers, ni envers qui que ce soit* ».

La Cour ne retint pas que, avant la signature de l'avenant de transfert, la Compagnie entendait n'être engagée « envers qui que ce soit », elle constata que la police ne stipulait pas « que son effet sera suspendu de plein droit au décès de l'assuré », et condamna la Compagnie à donner sa garantie. Le pourvoi fût rejeté par la Chambre des requêtes¹. Il faut reconnaître que la clause n'était

1. Cass. Req. 15 juillet 1908, *Recueil périodique des assurances*, 1908 p. 162.

pas claire, et semblait n'astreindre à la formalité de l'avenant de transfert que l'héritier qui aurait cédé sa chose à un tiers.

Au contraire les textes précis que nous avons rapporté plus haut ne pourraient pas donner lieu à une interprétation aussi favorable à l'héritier. Enfin il faut savoir que les règles édictées pour la vente, doivent être également appliquées à la *vente à reméré* alors que cependant le vendeur reste propriétaire sous condition suspensive. Dans cette hypothèse, une sentence arbitrale avait déclaré que la Compagnie devait sa garantie à son assuré, vendeur à reméré qui après un sinistre avait exercé sa faculté de rachat, et ce alors que les formalités prévues en cas de vente n'avaient pas été accomplies lors du premier transfert. Le principal motif de cette sentence était qu'aux termes de l'art. 1662 du Code civil, l'acquéreur n'est propriétaire irrévocable, qu'à l'expiration du délai fixé pour le rachat, et qu'ainsi jusque là, il n'y a pas lieu d'aviser l'assureur.

La Cours d'Amiens¹ mit cependant la sentence arbitrale à néant, et déclara que la stipulation d'une faculté de rachat, même si elle doit effectivement être exercée après un sinistre, ne dispense pas de l'observation des formalités prescrites à peine de déchéance, en cas de vente.

Nous constatons à nouveau qu'il est admis par la jurisprudence que pour l'assureur, transmission de la chose signifie transmission de ses risques, encore plus que transmission de sa propriété.

1. Cour Amiens, 21 mai 1833, B.D.M. . II, p. 17. Sic. Civ. Vesoul, 11 mars 1859, B.D.M., t. III, p. 172.

CONCLUSION

Nous connaissons maintenant toutes les difficultés de fait et de droit auxquelles peut donner lieu la transmission d'une chose assurée.

Nous avons pu constater que le plus grand nombre de ces difficultés, sinon toutes n'auraient jamais dû se poser, si les parties en présence ne cherchaient pas à écarter l'application dans sa simplicité d'une règle essentielle en droit privé : *Res inter alios acta...*

Le vendeur, en voulant que l'acquéreur soit tenu des primes à sa place, l'assureur en acceptant l'acquéreur comme débiteur mais en lui refusant provisoirement sa garantie, l'acquéreur en prétendant au contraire bénéficiaire de plein droit de cette garantie, et n'être engagé aux primes qu'autant qu'il voudrait bien le reconnaître, tous trois émettaient des prétentions légitimes en soi mais peu conciliables.

La principale source de difficulté résidait en ce que la transmission de plein droit, si nécessaire à l'acquéreur s'oppose à la sélection des risques essentielle pour l'assureur, puisque le contrat d'assurance sans être à proprement parler *intuitu personae*, peut cependant avoir son aléa étroitement lié à la personne de l'assuré.

L'incertitude des solutions dégagées imposait donc au législateur le devoir d'intervenir pour arbitrer dans

le sens de l'utilité sociale, un conflit permanent d'intérêts privés,

Si nous nous souvenons que tous ces conflits naissent uniquement « dans cette période de transition » qui suit de très près l'aliénation, et où les droits de chacun ne sont pas fixés, le législateur devait donc avant tout, par une sorte de *référé légal*, *réserver* pour l'avenir, et dans la mesure du possible, les droits respectifs essentiels des parties, *fixer certainement* leur situation provisoire et les inviter à préciser *contractuellement* leurs intentions définitives.

Nous rechercherons si la loi du 13 juillet 1930 a bien répondu à ces vœux.

Troisième Partie

La police est régie par la lois du 13 juillet 1930.

La loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance dispose en son art. 19 :

« En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation de la
« chose assurée, l'assurance continue de plein droit au
« profit de l'héritier de l'acquéreur, à charge par celui-ci
« d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu
« vis à vis de l'assureur en vertu du contrat. Il sera
« loisible, toutefois, soit à l'assureur, soit à l'héritier ou
« à l'acquéreur, de résilier le contrat. L'assureur pourra
« résilier la police dans un délai de trois mois à partir
« du jour où l'attributaire définitif des objets assurés
« aura demandé le transfert de la police à son nom.

« En cas d'aliénation de la chose assurée, celui qui
« aliène reste tenu vis à vis de l'assureur au paiement
« des primes échues, mais il est libéré, même comme
« garant des primes à échoir, à partir du moment où
« il a informé l'assureur de l'aliénation par lettre re-
« commandée.

« Lorsqu'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs acqué-
« reurs, si l'assurance continue, ils sont tenus solidaire-
« ment du paiement des primes.

« Est nulle toute clause par laquelle serait stipulée
« au profit de l'assureur, à titre de dommages et inté-
« rêts, une somme excédant le montant de la prime

« d'une année dans l'hypothèse de décès de l'assuré ou
« d'aliénation de la chose assurée, si l'héritier ou l'ac-
« quéreur opte pour la résiliation du contrat ».
et en son article 48 :

*« Après l'aliénation, soit de l'immeuble, soit des pro-
duits, la dénonciation du contrat faite par l'assureur à
l'acquéreur ne prendra effet qu'à l'expiration de l'année
d'assurance en cours. Mais, lorsque la prime est payable
à terme, le vendeur est déchu du bénéfice du terme pour
le paiement de la prime afférente à cette période ».*

Nous nous proposons dans cette troisième partie d'analyser ces textes essentiels qui fixent désormais la transmission de la chose assurée. Pour faciliter la comparaison avec les régimes antérieurs, nous reprendrons le plan des deux premières parties.

A l'occasion de la vente *pure et simple*, nous étudierons successivement dans les trois premiers chapitres les rapports entre : vendeur et assureur — assureur et acquéreur — vendeur et acquéreur aux termes de l'art. 19.

Le chapitre quatrième sera réservé aux *autres modes de transmission* dont la succession à cause de mort, toujours aux termes de l'art. 19.

Puis il sera nécessaire dans un chapitre cinquième de préciser le *domaine d'application* de cet art. 19. On pourra s'étonner de ce que nous n'ayons pas traité ce point avant toute chose. La raison en est que, nous devons sous ce titre résoudre en particulier le problème de l'application des règles édictées par l'art. 19 aux Assurances de responsabilité. Or, nous verrons que la solution, qui n'est inscrite nulle part avec certitude, doit être recherchée non seulement dans une analyse extrinsèque des textes mais aussi dans le contenu même de cet article pour

savoir s'il est compatible avec le mécanisme des assurances de responsabilité. Dans ces conditions, une discussion utile supposait la connaissance précise et préalable des règles posées par l'art. 19 ; d'autre part, en établissant que cet article s'applique bien aussi aux assurances contre la grêle, malgré le texte spécial de l'art. 48, nous aurons à indiquer ce que ce dernier ajoute aux règles qui auront été déjà dégagées.

CHAPITRE I

VENDEUR ET ASSUREUR

Nous savons qu'en principe avant la loi du 13 juillet 1930, l'aliénation de l'objet assuré faisait perdre *ipso facto* au vendeur le *bénéfice de l'indemnité*.

L'art. 19 n'a rien modifié; il ne reprend même pas expressément cette solution parce qu'elle n'avait jamais été sérieusement contestée, mais il la consacre implicitement en disposant que « l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou « de l'acquéreur »; pour que l'assurance continue au profit de l'acquéreur, il faut bien qu'elle cesse de profiter au vendeur. Créancier d'une seule prime, nous le dégagerons du texte de l'art. 19, l'assureur ne peut pas être débiteur de deux indemnités.

Ces précisions par leur évidence même peuvent paraître inutiles, et cependant les difficultés qui naîtront à cet égard dans la pratique appellent encore d'autres explications.

Supposons, en effet, que le vendeur ait remplacé l'objet qu'il a aliéné par un autre identique, l'assureur va-t-il alors à la fois demeurer engagé vis à vis du vendeur et le devenir vis à vis de l'acquéreur.

L'hypothèse est d'un intérêt pratique considérable en matière d'assurance automobile¹. L'activité du marché des voitures neuves et d'occasion oblige, en effet, fréquemment les assurés à déclarer par avenant qu'ils ont remplacé la voiture désignée aux conditions particulières de leur contrat, par une autre de même force dont ils précisent le numéro matricule.

Ce sera alors très souvent l'intérêt du vendeur avisé de chercher à conserver pour sa nouvelle voiture la garantie du contrat qui couvrirait l'ancienne : il pourra ainsi bénéficier d'avantages particuliers, tels qu'une tarification moins élevée, et dans tous les cas jusqu'à la prochaine échéance du prorata de la prime payée d'avance.

Mais pour ces mêmes raisons l'acquéreur aura généralement intérêt à réclamer lui aussi, conformément à l'art. 19, les bénéfices du contrat.

M. le Professeur André Besson², envisageant uniquement l'hypothèse particulière où le vendeur « a pu s'engager à faire assurer auprès de sa Compagnie la nouvelle voiture qu'il peut acquérir », décide que « cette promesse ne saurait empêcher l'acquéreur de profiter, dès son acquisition de l'assurance souscrite par l'aliénateur ».

Il nous a semblé qu'il était possible d'élargir le problème et de le résoudre par des distinctions.

1. En donnant ainsi en exemple l'assurance automobile, nous ne tranchons pas la question de savoir si l'art. 19 s'applique aux assurances de responsabilité, comme aux assurances de choses proprement dites. En effet, l'assurance automobile « Tous risques » est à la fois une assurance de responsabilité et une assurance de choses, en ce qu'elle prévoit la réparation des dommages causés à la voiture elle-même par suite d'accident, d'incendie ou de vol.

2. André Besson, *L'aliénation de la chose assurée*, Revue des Assurances terrestres, 1934, n° 1, p. 18.

D'abord le vendeur peut avoir en exécution de cette promesse ou spontanément, demandé l'avenant de remplacement dont nous avons parlé, avant la conclusion juridique de la vente de son ancienne voiture ; en ce cas, nous croyons que le vendeur conserve le bénéfice de son contrat sans que l'acquéreur puisse y prétendre.

Le vendeur en effet a transmis une chose qui avait cessé d'être assurée, (ce qui sera toujours possible tant que l'assurance ne sera pas obligatoire) et ainsi l'art. 19 devient sans objet.

Il en serait autrement si le vendeur avait obtenu cet avenant de remplacement postérieurement à l'aliénation, demeurée cachée à l'assureur, qui peut toujours croire que l'ancienne voiture a cessé temporairement ou définitivement de circuler, sans avoir pour cela changé de propriétaire.

A ce moment en effet, nous le verrons au chapitre suivant, l'acquéreur est saisi du bénéfice du contrat, il n'est donc plus possible au vendeur de modifier à son profit un contrat auquel il a cessé d'être partie.

Et ainsi, l'assureur pourrait toujours, notamment après un sinistre, refuser sa garantie au vendeur en plaidant la nullité de l'avenant de remplacement délivré *dans l'ignorance de la vente déjà conclue*. Il ne doit pas en effet être exposé à donner sans le savoir deux garanties.

Il importerait peu que l'assureur ait perçu un prorata d'augmentation de prime, en raison par exemple de l'aggravation du nouveau risque, ou qu'à l'échéance suivante, toujours ignorant de la vente, il ait continué à encaisser la prime chez le vendeur. Ces primes perçues en exécution d'un contrat nul à l'égard du vendeur,

pourraient seulement être l'objet d'une répétition ou d'une restitution à titre d'indu.

De même, si après avoir signé l'avenant de remplacement, l'assuré vendeur prenait conscience de sa non validité, il pourrait toujours, en faisant connaître l'aliénation, refuser à l'assureur d'en exécuter les obligations. Et l'assureur, envers qui, par hypothèse le vendeur se serait engagé à faire assurer par lui toutes les voitures qu'il viendrait à acquérir, ne pourrait pas, *si la nouvelle voiture avait été achetée après la vente de l'ancienne*, exiger du vendeur l'exécution de cette promesse dont serait désormais seul tenu l'acquéreur bénéficiaire de la police, et en même temps cessionnaire de toutes les obligations du vendeur.

Au contraire, si la nouvelle voiture avait été achetée avant la vente de l'ancienne, le vendeur demeurerait tenu de conserver le même assureur, mais ce dernier devrait, si l'avenant de remplacement n'était pas intervenu avant la vente de l'ancienne voiture, établir au nom du vendeur une nouvelle police, qui tout en conservant les mêmes conditions que l'ancienne, aurait un numéro matricule distinct.

Et toutes ces solutions demeureraient si l'acquéreur profitait de la faculté de résiliation qui lui est réservée. Nous étudierons en détail les effets de cette résiliation, mais dès maintenant, nous pouvons préciser *qu'elle n'est pas rétroactive* ; en cessant de garantir l'acquéreur, le contrat ne peut donc pas, sauf nouvelles conventions, revivre au profit du vendeur qui en a perdu définitivement le bénéfice avec la propriété de la chose assurée.

Cependant, il semble que si le vendeur obtenait l'avenant de remplacement après avoir averti l'assureur de

la vente déjà conclue, ou après que l'acquéreur ait fait transférer le contrat à son nom, l'assureur, *qui alors ne serait plus dans l'ignorance de la vente*, commettrait de ce chef une faute, en laissant croire au vendeur qu'il est assuré pour sa nouvelle voiture, cependant que nous avons vu qu'il ne l'était pas ; l'assureur pourrait donc en cas de sinistre être tenu à donner sa garantie, non pas en exécution d'un avenant nul, mais à titre de dommages-intérêts.

Les distinctions que nous avons faites reposent essentiellement sur deux dates, date de l'aliénation et date de l'avenant de remplacement ; la question va donc se poser de savoir si celle-ci devront être certaines au sens de l'art. 1328 du Code civil, pour être opposables à celui du vendeur, de l'acquéreur ou de l'assureur, qui n'aura pas été partie à l'opération juridique en cause.

Supposons, par exemple, que l'assureur après avoir délivré au vendeur un avenant de remplacement, soit l'objet d'une demande de garantie de la part de l'acquéreur ; aura-t-il alors le droit d'exiger que ce dernier établisse l'antériorité de la vente par un acte ayant date certaine au sens de l'art. 1328 Code civil ?

Il ne le semble pas : l'assureur devra s'en rapporter à la date qui fait foi, entre les parties ; il n'a en effet rien à craindre d'une simulation puisque, selon que la date de la vente est antérieure ou postérieure à celle de l'avenant de remplacement, il devra sa garantie soit à l'acheteur soit au vendeur, mais en aucun cas, nous l'avons vu, aux deux.

Pour l'avenant de remplacement, il faudra considérer non pas la date d'effet, qui peut être rétroactive, mais la date de sa signature par le vendeur. Et ici encore

le tiers qui est l'acquéreur devra, sans pouvoir exiger les conditions de l'art. 1328 Code civil, tenir pour exacte (sauf à prouver la fraude) la date inscrite sur l'avenant par les parties, dont il est l'ayant-cause particulier de l'une. Pour éviter une simulation, il lui appartient en effet, au moment de la vente, de se faire garantir par le vendeur la pleine validité de la police, et d'en obtenir la remise. Au surplus, il peut toujours signifier son acquisition à l'assureur, et lui demander d'établir à son nom un avenant de transfert par lequel l'assureur reconnaît devoir sa garantie à l'acquéreur.

Nous constatons que si malgré l'intérêt certain que présente pour l'assureur la connaissance rapide de la mutation, la loi n'a pas fait obligation à l'acquéreur de demander l'établissement à son nom d'un avenant de transfert, cette formalité s'impose cependant à lui par son utilité pratique : nous en verrons d'autres exemples au chapitre suivant.

A l'égard des primes, les solutions données par l'art. 16 ne sont pas implicites. Le texte légal a néanmoins besoin d'être développé. Il faut distinguer les primes échues avant la vente, les primes à échoir avant que le vendeur n'ait informé l'assureur de la mutation, et les primes à échoir après que l'assureur aura été informé de la vente.

Pour les premières, les primes échues au moment de la vente, le vendeur en *reste tenu*. Il y a là une disposition légale que commandaient déjà les principes généraux du droit. Le vendeur a profité de la garantie avant la vente, il est normal qu'il demeure débiteur des primes échues correspondantes, et en cédant sa chose, il ne pouvait pas être réputé avoir cédé également une dette personnelle. Le texte de la loi semble donc parfaitement inutile sur ce point.

Certains ont estimé qu'il n'était pas équitable que le vendeur reste toujours tenu d'une prime *payable d'avance* qui peut ne profiter qu'à l'acquéreur si son échéance était précisément la veille ou peu avant la vente. De fait, nous rechercherons si l'acquéreur ne doit pas, et sous quelles conditions, rembourser au vendeur une partie de la prime payée d'avance, mais ceci n'intéresse que les rapports entre vendeur et acquéreur : les *droits acquis* de l'assureur ne peuvent pas être rétroactivement affectés par une convention à laquelle il n'est pas intervenu.

Si pour les droits à naître du contrat successif le législateur n'a pas hésité, comme nous le verrons, à substituer un nouveau débiteur à l'ancien, c'est qu'il était possible de donner en contre-partie à l'assureur le droit de résiliation. Au contraire, parce que cette résiliation ne pouvait être rétroactive, il était impossible que la vente modifiât dans le passé les droits de l'assureur.

La dette des primes échues après la vente, mais avant sa signification à l'assureur, pose des questions plus délicates.

Le texte de l'art. 19, après avoir traité des primes échues, dispose que celui qui aliène « est libéré, *même comme garant*, des primes à échoir, à parti du moment « où il a informé l'assureur de l'aliénation par lettre « recommandée ».

Ainsi, tant qu'il n'a pas signifié la vente à l'acquéreur, le vendeur n'est pas libéré des primes à échoir. Est-ce à dire qu'il en soit purement et simplement tenu, comme des primes échues avant la vente ? Nous ne le pensons pas. Nous verrons, en effet, au chapitre suivant que l'acquéreur a la charge d'exécuter les obligations du

contrat, dont le paiement des primes, ce qui est juste puisque c'est lui désormais qui va bénéficier de la garantie. Le vendeur ne peut donc pas demeurer débiteur lui aussi des primes d'un contrat dont il n'a plus le bénéfice. C'est donc qu'il reste tenu *uniquement comme garant* du paiement des primes dont il a cédé la dette à un tiers.

Et cela est si vrai que si le vendeur venait à payer des primes échues postérieurement à la vente, il pourrait avoir un recours contre l'acquéreur, alors que selon nous, sauf convention expresse, il ne le pourrait pas normalement après avoir payé, comme il le devait, les primes échues avant la vente. Nous préciserons d'ailleurs ces points en étudiant au chapitre troisième les rapports entre vendeur et acquéreur.

De même, cette qualité de garant permettrait au vendeur de se trouver libéré au cas où le contrat dont bénéficie désormais l'acquéreur viendrait à être résilié pour un motif quelconque.

Plus généralement, toute cause d'extinction de la dette de l'acquéreur débiteur principal devrait entraîner la libération de sa caution : le vendeur.

Mais il ne faudrait pas croire que le vendeur aurait le droit, comme garant, d'opposer à une demande en paiement de primes échues le *bénéfice de discussion* accordé à la caution par l'art. 2021.

Tenant compte de ce que, en pratique, l'assureur ne s'adressera au vendeur que s'il ignore l'acquéreur ou si ce dernier fait des difficultés la loi n'a voulu libérer le vendeur qu'autant qu'il aurait signifié sa vente. Ainsi, sans que le terme ait été employé dans le texte, on peut dire que le vendeur est très exactement une *caution solidaire* de l'acquéreur pour le paiement des primes échues

après la vente, et avant que l'assureur n'en ait été informé.

Il n'y a là rien de rigoureux pour le vendeur si l'on se souvient qu'il ne tient qu'à lui de se dégager en dénonçant à l'assureur la mutation de propriété.

Etant donné l'intérêt certain que présente la connaissance immédiate de la vente par l'assureur, qui pourra ainsi rapidement résilier si l'acquéreur lui paraît un assuré indésirable, il était nécessaire d'obliger indirectement le vendeur à remplir une formalité que l'on ne pouvait pas imposer à l'acquéreur, parce que la seule sanction efficace de l'inexécution de cette obligation eût été cette déchéance de garantie, jadis si fréquente que l'article 19 avait précisément entre autres objets celui d'en supprimer la rigueur jugée excessive.

Enfin, « à partir du moment où il a informé l'assureur « de l'aliénation par lettre recommandée », le vendeur « est libéré *même comme garant* des primes à échoir ».

Pour fixer cette date, à laquelle le vendeur cesse d'être tenu, il faut, pensons-nous, non pas considérer la *date d'envoi* de cette lettre recommandée, mais bien sa *date de réception* par l'assureur, en effet cette lettre est destinée essentiellement non pas à préciser la volonté du vendeur de ne plus rien payer, mais à porter à la connaissance de l'assureur l'aliénation et à lui rendre ainsi opposable.

Pour ces mêmes raisons, nous croyons que tout autre procédé qui, tel qu'un acte judiciaire, permettrait de rendre certaine la signification de la vente à l'assureur, libérerait le vendeur. De même, nous pensons que le vendeur qui n'aurait pas adressé de lettre recommandée ou d'équivalent, serait néanmoins libéré si l'assureur,

par lettre ou autrement, lui avait donné acte d'une déclaration de vente qui aurait pu être faite, verbalement par exemple.

Mais le vendeur ne devrait pas être admis à prouver que l'assureur, sans avoir reçu aucune déclaration, avait néanmoins personnellement eu connaissance de la vente: en effet, l'assureur a pu, tout en n'ignorant pas la mutation, différer néanmoins la résiliation de l'acquéreur peu solvable, parce qu'il comptait précisément avoir la garantie du vendeur tant que celui-ci ne lui aurait pas adressé la lettre recommandée prescrite, ou ses équivalents.

Cependant, nous estimons que si l'assureur avait consenti à l'acquéreur un avenant de transfert, le vendeur se trouverait alors libéré même s'il n'avait pas informé personnellement l'assureur. Ce dernier aurait à notre sens, par l'avenant de transfert, montré qu'il acceptait l'acquéreur comme son assuré, et qu'il renonçait à le résilier, la déclaration du vendeur serait donc inutile, puisqu'elle ne permettait plus la résiliation de l'assureur, et ce dernier serait mal fondé à demander ensuite au vendeur de lui garantir la solvabilité d'un assuré qu'il aurait choisi lui-même; au surplus, nous savons que le vendeur n'était tenu que comme garant, or, par l'avenant de transfert, une novation de la dette a été opérée, et cette novation a normalement fait perdre au créancier les sûretés qui étaient attachées à sa dette (art. 1281, Code civil).

Nous réservons pour le chapitre suivant la question de l'indemnité de résiliation prévue au cas où l'acquéreur ne continue pas le contrat. Nous estimons en effet qu'il y a des raisons sérieuses pour que l'acquéreur en soit

le seul débiteur. Mais sans entrer dans les développements qu'appelle cette question, nous préciserons, dès maintenant que, selon nous le vendeur qui n'aurait pas informé l'assureur de la vente, n'en serait même pas *tenu comme garant*, car la loi ne met à la charge du vendeur que les primes à échoir.

D'autre part, il convient de préciser que si, à notre sens, le vendeur ne doit pas supporter l'indemnité prévue en cas de résiliation par l'acquéreur, il ne peut pas non plus prétendre à un remboursement de prorata de primes en cas de résiliation par l'assureur ou l'acquéreur.

Nous discuterons le point de savoir si l'assureur est tenu de restituer ce prorata à l'acquéreur, mais si nous devons porter une nouvelle atteinte au principe de l'indivisibilité de la prime, auquel le décret du 8 mars 1922 avait déjà dérogé, ce ne pourrait être, croyons-nous, qu'en faveur de l'acquéreur, qui seul serait créancier de ce prorata.

Il ne faut pas oublier en effet que la vente de la chose assurée a fait perdre au vendeur, le bénéfice du contrat, et ainsi celui de toutes les actions qui peuvent en dériver à l'égard de l'assureur, à raison de faits postérieurs à l'aliénation. Au contraire, nous savons que l'assurance continue de plein droit au profit de l'acquéreur.

Voilà donc les rapports entre vendeur et assureur tels qu'ils paraissent se dégager de l'art. 19.

Il convient maintenant de préciser dans quelle mesure ce texte s'impose aux parties, et sous quelles conditions elles peuvent y déroger par des conventions particulières. Ce que nous dirons vaudra, d'ailleurs en général, pour les dispositions que nous étudierons aux chapitres suivants.

Nous rappelons donc que l'art. 19 n'est pas un de

ceux qu'énumère l'art. 2, et qui contiennent des prescriptions donnant « aux parties, une simple faculté ».

Il n'est donc pas susceptible d'être modifié par convention. Il s'agit évidemment d'une convention qui serait incluse dans la police au moment de sa souscription ou postérieurement par avenant ; au contraire, au moment de la vente, il serait toujours loisible, pensons-nous, à l'assureur, de stipuler du vendeur qui y consentirait, des obligations différentes de celles mises à sa charge par la loi.

Le législateur a voulu protéger l'assuré parce que l'assurance est, comme nous le savons, un contrat d'adhésion, et qu'au moment de la souscription de ce contrat, l'assuré est contraint de subir la loi de l'assureur ; mais ensuite s'il plaît à l'assuré de renoncer aux droits qui lui sont consentis dans une police conforme à la loi, il n'y a plus aucune raison pour s'y opposer. Il agira en effet à ce moment en toute liberté, et en parfaite égalité avec l'assureur, une renonciation quelconque opérée dans ces conditions, et alors qu'il s'agit de droits acquis, est donc aussi licite qu'une donation que voudrait faire l'assuré à l'assureur.

D'autre part, puisque la loi tend avant tout à la protection de l'assuré, il sera certainement possible, même au moment de la souscription du contrat, d'apporter au texte légal les modifications qui réserveront à l'assuré les conditions meilleures que celles à lui déjà faites par la loi.

Ainsi n'encourait certainement aucune nullité la clause de la police disposant que le vendeur qui n'aura pas informé l'assureur de la vente sera néanmoins libéré du paiement des primes à échoir.

Cette interprétation générale a été donnée par une lettre en date du 30 décembre 1926, par M. André Fallières, alors ministre du travail, au président du syndicat des Compagnies Etrangères d'assurance sur la vie¹.

1. Rapportée par Justin Godart et André Perraud-Charmantier, *cod des Assurances*, p. 78, n° 244.

CHAPITRE II

ACQUEREUR ET ASSUREUR

Nous pensons qu'il est possible de contester que « d'après le droit commun des obligations, l'aliénation de la chose assurée entraîne la rupture du contrat d'assurance »¹.

Et précisément, parce que cette idée était à notre sens trop généralement répandue, nous avons essayé d'établir que, d'une part le principe : *res inter alios...* n'empêchait pas les « contrats générateurs d'obligations » relatifs à un bien transmis » de produire des effets à l'égard de l'ayant-cause particulier, et que d'autre part, *l'intuitus personae*, principal obstacle à la transmission de l'assurance à l'acquéreur de la chose, ne caractérisait pas dans tous les cas le contrat d'assurance.

Aussi bien les Compagnies avaient si peu confiance dans le droit commun des obligations pour que l'acquéreur ne profite pas de plein droit de l'assurance, qu'elles avaient pris le soin d'insérer dans certains de leurs contrats des clauses minutieusement étudiées, et par lesquelles l'acquéreur pratiquement tenu de continuer le contrat du vendeur, n'était cependant couvert que

1. André Besson, *op. cit.*, p. 7.

sous certaines conditions, et dans tous les cas devait remplir certaines formalités.

Ces formalités, dont l'oubli entraînait inexorablement la déchéance du droit à l'indemnité en cas de sinistre, parurent trop rigoureuses au législateur

L'art. 19 dispose donc que « l'assurance continue de plein droit au profit de l'acquéreur ». Ceci signifie, sans aucune ambiguïté que l'acquéreur, dès l'instant où il devient propriétaire de la chose assurée, devient également assuré à la place du vendeur et dans les mêmes conditions, sans avoir à remplir aucune formalité.

La loi n'a en effet imposé ni au vendeur, ni à l'acquéreur aucune déclaration de mutation, et toute clause de la police faisant obligation à l'un ou à l'autre de notifier la vente, serait radicalement nulle¹, parce que moins libérale que le régime légal.

Cette disposition est lourde pour l'assureur, qui faute de connaître l'aliénation est ainsi empêché d'user de son droit de résiliation avant qu'un sinistre ne survienne, et qu'il en soit ainsi trop tard.

On tente quelquefois d'atténuer « l'équivoque de cette situation »² en disant qu'elle ne peut se prolonger bien longtemps et qu'à l'échéance suivante de la prime l'assureur sera nécessairement renseigné.

Ceci n'est exact que si le vendeur n'est pas d'accord

1. Contra Ancey et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance*, éd. 1931, p. 99 à 107. MM. Ancey et Sicot déclarent licite la clause de la police qui obligerait le vendeur à faire connaître la mutation. A notre sens, ou bien cette obligation serait sans sanction, et alors licite mais inefficace, ou bien son inobservation donnerait naissance à une action en dommages et intérêts au profit de l'assureur et cette clause serait nulle en ce qu'elle serait plus rigoureuse que l'art. 19, qui prévoit seulement au cas où l'assureur n'est pas avisé par le vendeur que ce dernier reste tenu des primes à échoir.

2. André Besson, *op. cit.*, p. 32.

avec l'acquéreur pour continuer à payer la prime, quitte à s'en faire ensuite rembourser.

Cette entente sera pratiquement rare, mais elle risque fort de se réaliser, précisément dans les cas, eux-mêmes exceptionnels, où l'assureur aurait eu dès la mutation le plus grand intérêt à résilier. Au surplus, si l'acquéreur est de ces assurés qu'on résilie comme indésirable, c'est que normalement avec lui l'assureur peut craindre d'avoir à supporter un sinistre avant la prochaine échéance, qui sera parfois éloignée d'une année moins quelques jours.

La vérité paraît donc être que le législateur a préféré sacrifier dans quelques cas particuliers les intérêts de l'assureur pour sauvegarder en général ceux de l'assuré.

La question a été posée également de savoir si l'assureur qui a eu connaissance de la vente autrement que par une demande de transfert de l'acquéreur, peut faire sommation à ce dernier d'avoir à opter pour la reprise du contrat ou sa résiliation.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point¹. Nous estimons que la faculté de cette mise en demeure ne doit pas être réservée à l'assureur, et que l'acquéreur qui en serait l'objet aurait le droit de n'en tenir aucun compte, à moins cependant qu'elle ne soit faite sous la forme d'une résiliation subordonnée à la condition que l'acquéreur n'ait pas pris parti dans un certain délai.

Il y aurait là, en effet, un traitement plus rigoureux que celui qui est prévu au texte de la loi, et nous savons qu'il n'est permis à l'assureur de déroger à l'art. 19 que pour rendre meilleure la condition de l'assuré.

1. Ancy et Sicot, *op. cit.*, p. 103, accordent ce droit à l'assureur, mais Perraud-Charmentier : *L'aliénation de la chose assurée. L'assureur Conseil*, 1933, p. 32, et André Besson, *op. cit.*, p. 33 lui refusent.

On ne voit d'ailleurs pas l'intérêt légitime que peut avoir l'assureur à forcer l'acquéreur à se prononcer rapidement sur le maintien du contrat. S'il juge l'acquéreur indésirable, il peut, nous le verrons, le résilier immédiatement ; s'il craint au contraire de le perdre, il ne gagne rien à le mécontenter en le forçant à se prononcer plus tôt qu'il ne le désire, alors surtout que si l'acquéreur vient à résilier ultérieurement, une indemnité de résiliation compensera le préjudice de l'assureur.

Au contraire, l'acquéreur et plus encore l'héritier, ont un intérêt certain et légitime à pouvoir prendre parti à loisir après s'être renseignés efficacement sur les avantages et les inconvénients du contrat dont la reprise leur est proposée.

Nous savons d'ailleurs que c'est en partie pour supprimer les dangers de cette *période de transition* où l'acquéreur a besoin d'être couvert sans être définitivement engagé, que l'article 19 a été rédigé dans le texte que nous connaissons.

Il convient d'autre part de bien préciser que pour trouver son emploi l'art. 19 suppose essentiellement que la chose transmise est encore assurée au moment de sa mutation. Comme nous le savons, le vendeur a toujours pu résilier son contrat avant la vente, à effet du jour de celle-ci, ou le dénoncer pour une certaine date postérieure à l'aliénation.

Dans le premier cas, l'acquéreur ne pourra prétendre à aucune garantie, dans la deuxième hypothèse, l'acquéreur continuera à bénéficier du contrat dénoncé, mais seulement jusqu'à la date de son expiration prévue.

Au contraire, nous croyons que la résiliation opérée par le vendeur après la vente, serait inopérante et n'em-

pêcherait nullement l'acquéreur de bénéficiaire du contrat. La raison en est que le vendeur après la mutation ne peut pas plus disposer du contrat dont il est déssaisi que de la chose qu'il a aliénée.

Il est bien certain que ceci peut réserver des surprises à l'assureur qui aura cru valable la résiliation du vendeur, mais puisque le législateur a voulu que l'acquéreur bénéficiât du contrat de plein droit et sans aucune formalité, et que le texte de l'art. 19 n'impose pas à l'acquéreur la demande d'un avenant de transfert, nous sommes contraints de déclarer que par dérogation à l'art. 1690, cette cession de créance que réalise la transmission de l'assurance, sera opposable au débiteur sans aucune signification. A la réflexion d'ailleurs, il faut reconnaître, qu'il y a moins de préjudice pour l'assureur à être tenu sans le savoir, que pour l'acquéreur à n'être plus couvert en l'ignorant.

Cependant, une fraude est à craindre, si nous supposons qu'après une vente demeurée ignorée de l'assureur, le vendeur résilie son contrat soit à son expiration normale, soit même moyennant une indemnité de résiliation, l'acquéreur, nous venons de le dire, demeure bénéficiaire de la garantie (Et cela, même si la police a été dénoncée par le vendeur à son expiration, puisque la nullité de cette dénonciation permet le libre jeu de la tacite reconduction d'année en année); l'acquéreur pourra donc s'abstenir de payer les primes, et néanmoins plusieurs années après, prétendre en cas de sinistre à la garantie puisqu'il n'a jamais été mis en demeure.

Il pourra même, s'il manque de scrupules, ne payer alors que les deux dernières primes échues, et opposer la prescription pour les autres.

On nous objectera que cette hypothèse qui suppose le concert frauduleux du vendeur et de l'acquéreur, en même temps que l'ignorance de l'assureur ou de son représentant local, n'est d'une réalisation pratique, ni facile, ni fréquente selon toute vraisemblance.

Mais il suffit qu'elle soit possible et qu'elle laisse, comme c'est le cas, l'assureur désarmé, pour que nous ayions le droit de regretter une lacune de la loi.

Nous précisons également, que si l'assurance continue de plein droit au profit de l'acquéreur, il ne faut pas que l'assureur ait de ce fait un risque plus lourd à assumer. L'acquéreur se trouve donc vis à vis de l'assureur en principe dans la même situation juridique que le vendeur.

Ainsi, dans le cas où l'assureur pouvait après sinistre résilier le vendeur, il pourra également dénoncer le contrat à l'acquéreur pourvu qu'il soit toujours dans les délais. Si la résiliation a été notifiée au vendeur avant l'aliénation, il n'y a aucune difficulté : le contrat cesse de profiter à l'acquéreur après l'expiration du délai d'un mois, prévu au décret de 1922, mais en supposant que l'assureur notifie sa résiliation au vendeur après l'aliénation, cette résiliation sera-t-elle opposable à l'acquéreur qui pourra l'ignorer. Nous croyons, malgré le silence des textes, devoir répondre affirmativement pour les raisons suivantes.

L'assureur qui n'a aucun moyen de connaître l'existence de l'acquéreur et son adresse, ne doit pas pour autant être privé de ses droits ; il convient donc de réputer le vendeur mandataire de l'acquéreur pour recevoir et transmettre toutes les notifications que l'assureur pourra faire pendant le temps où il ignore l'acquéreur. Ce dernier, s'il craint de n'être pas tenu au courant par

le vendeur, peut toujours avertir l'assureur de son adresse comme aurait dû le faire le vendeur en cas de changement de domicile.

Mais dès que l'assureur a connu par le vendeur ou par l'acquéreur l'existence de ce dernier, c'est à lui qu'il devra notifier la résiliation pour qu'elle soit opposable, comme c'est à lui qu'il devra désormais réclamer les primes.

Ces distinctions trouvent également leur application dans l'hypothèse, où, après une seconde aliénation, l'assureur veut résilier celui qui était acquéreur dans la première vente, et vendeur dans la seconde.

Tant que l'assureur ignore cette nouvelle mutation, la résiliation est valablement notifiée à l'acquéreur qui a revendu sa chose, par contre, du jour où l'assureur a eu officiellement connaissance de la deuxième vente, il n'a plus de raison de résilier le premier acquéreur, qu'il sait n'être plus son assuré, mais il acquiert le droit de résilier directement le second acquéreur s'il lui semble indésirable.

Nous devons également rechercher l'effet de la transmission du contrat sur la mise en demeure pour non paiement de primes.

S'il s'agit de primes échues avant la vente la mise en demeure adressée au vendeur est opposable à l'acquéreur sans qu'il y ait lieu de distinguer si sa notification, ou la suspension du contrat après le délai de vingt jours, sont ou non postérieures à la vente ou à la connaissance de cette vente par l'assureur. En effet nous estimons, que le vendeur seul demeure tenu des primes échues avant l'aliénation, l'assureur ne peut donc s'adresser qu'à lui. L'acquéreur qui désirerait éviter des surprises

devrait donc se faire présenter par le vendeur, les quittances de primes échues. Pour ceux qui, comme nous le verrons, estiment que l'acquéreur pour profiter du contrat peut être tenu de payer les primes échues avant la vente, la solution sera logiquement différente.

L'assureur, du jour où il connaît l'acquéreur, devra lui adresser la lettre de mise en demeure. Mais nous ne croyons pas que l'assureur soit également obligé de renouveler une mise en demeure déjà régulièrement adressée au vendeur.

S'il s'agit de primes échues après la vente, la mise en demeure sera également valable, notifiée au seul vendeur si l'assureur n'a pas eu connaissance de l'aliénation.

Nous savons en effet que le vendeur qui n'a pas fait connaître l'aliénation, reste tenu du paiement des primes. D'autre part, l'art. 16 de la loi du 13 juillet 1930, déclare explicitement que la mise en demeure résulte « de l'envoi « d'une lettre recommandée adressée à l'assuré ou à la « *personne chargée du paiement des primes*, à leur *dernier* « *domicile connu de l'assureur* ».

Il résulte nettement de ce texte que celui à qui sera opposable la suspension de garantie, n'est pas nécessairement touché par la lettre de mise en demeure. L'envoi de cette lettre au dernier domicile connu suffit, sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la réception. La règle vaut également quand le dernier domicile connu est celui du vendeur et non de l'acquéreur.

Mais si la vente avait été signifiée, à l'assureur avant qu'il n'ait lancé la mise en demeure, bien qu'il s'agisse de primes échues antérieurement, nous croyons que l'assureur devrait s'adresser à l'acquéreur pour que le contrat soit valablement suspendu. A ce moment, en

effet, le dernier domicile connu par l'assureur est celui de l'acquéreur. Ce dernier au surplus, nous le savons, est le débiteur principal des primes échues après la vente, le vendeur n'en étant plus que le garant.

Enfin, pour les primes *échues après la déclaration de mutation par le vendeur*, il est bien certain que la mise en demeure doit être adressée au seul acquéreur, car ou bien il continue le contrat et demeure seul tenu des primes en litige, ou bien il refuse la reprise du contrat, et alors la mise en demeure est sans objet, tant à l'égard du vendeur qui est libéré et ne peut prétendre à l'indemnité, que de l'acquéreur qui est réputé n'avoir jamais été obligé, et perd le droit à une indemnité éventuelle sans qu'il soit nécessaire qu'une suspension de garantie intervienne.

Pour ce qui est de la résiliation consécutive à une mise en demeure et prévue par l'art. 16, nous croyons ici encore que sa notification par lettre recommandée adressée au vendeur sera opposable à l'acquéreur, tant que l'assureur n'aura pas été averti de la mutation.

L'ignorance dans laquelle il est de l'aliénation ne peut pas en effet rendre sa condition pire en le mettant dans l'impossibilité pratique d'adresser une lettre de résiliation efficace.

Nous avons ainsi de nouvelles preuves de l'utilité certaine qu'il y a pour l'acquéreur à faire connaître dans le plus bref délai sans y être aucunement obligé par la loi sa qualité.

Cette déclaration peut d'ailleurs à notre sens être faite sous réserve expresse du droit de résiliation accordé à l'acquéreur. Cette réserve permettra à l'acquéreur, sans cesser d'être garanti dans la mesure où l'était le

vendeur, et à l'abri de toute surprise, selon le vœu du législateur, de délibérer sur l'intérêt que présente pour lui la reprise du contrat de son vendeur.

Personne ne peut céder plus de droit qu'il n'en a. Ce principe juridique dont nous venons de relever plusieurs applications, nous invite également à étudier la question de l'aggravation des risques, consécutive à une aliénation.

On sait en effet que le vendeur en cas d'aggravation de son risque voyait son droit à l'indemnité subordonné à l'accomplissement de sa part des formalités prescrites à l'art. 17 de la loi du 13 juillet 1930.

Ces mêmes dispositions de l'art. 17 s'imposeront à l'acquéreur parce que le vendeur n'a pu lui céder le bénéfice de son contrat qu'à charge d'en remplir toutes les obligations.

On a dit que l'art. 17 était en contradiction directe avec l'art. 19, qui, sans tenir compte d'une aggravation de risque possible, dispose que l'assurance profite de plein droit à l'acquéreur, tant que l'assureur n'aura pas résilié le contrat selon la faculté qui lui en est réservée.

A la vérité, ces deux articles non seulement, se peuvent aisément concilier, mais encore se complètent l'on n'omet pas de faire la distinction entre l'aggravation subjective et l'aggravation objective.

L'aggravation subjective du risque est celle qui provient uniquement du changement de la personne de l'assuré, et qui résulte exclusivement de sa personnalité. Ainsi, la chose assurée peut être transmise à un propriétaire peu soigneux et peuscrupuleux, il y aura aggravation subjective parce que le risque lui-même indépendamment de la personne de l'assuré, n'est pas modifié.

Au contraire, l'aggravation objective suppose une modification du risque telle que, quelle que soit la personne de l'assuré, elle augmente toujours plus ou moins les chances des sinistres ou leur coût pour l'assureur. C'est par exemple une maison à usage d'habitation bourgeoise qui est vendue à un droguiste, lequel y installe des produits très inflammables ; c'est encore un rentier qui vend son automobile à un représentant de commerce ou à un chauffeur de taxi ¹.

La loi du 13 juillet 1930 ne tient pas compte de l'aggravation subjective, ou plus exactement l'art. 19 la présume en principe inexistante après toute mutation de propriété. Seulement, cette présomption n'est pas irréfragable ; et pour le cas où l'assureur estime qu'il y a aggravation subjective, le droit de résilier le contrat lui est réservé. La solution est heureuse : la personnalité de l'assuré fait l'objet, par les Compagnies, d'une appréciation certes arbitraire, mais qui doit être souveraine, nul ne devant être assureur qui ne le veut. Si l'acquéreur avait demandé la souscription d'un contrat à l'assureur celui-ci aurait eu le droit d'accepter ce risque ou de le refuser ; il ne fallait donc pas que la vente de la chose assurée fut un moyen indirect d'imposer à l'acquéreur un assuré indésirable.

D'autre part, pour parer aux cas exceptionnels et déterminés, nous le répétons, par l'arbitraire légitime et nécessaire de l'assureur il ne pouvait pas être question de tendre à tous les acquéreurs le piège de la déchéance, en leur imposant la formalité d'une déclaration d'achat ou d'une demande de transfert.

1. Cour de Lyon 7 juillet 1932. *Revue des assurances terrestres* 1932 p. 268.

Au contraire, les aggravations objectives telles que nous venons de les définir ne sont peut-être pas d'une appréciation moins arbitraire que les autres, (les statistiques bases de l'opinion des risques ne sont pas infailibles) mais elles ont en tous cas l'avantage sur les premières d'être facilement connues des assurés, puisque dans les hypothèses où le simple bon sens ne donne pas la solution, il suffit à l'assuré ou à son courtier de se reporter aux tarifs pour savoir certainement si le risque est ou non aggravé dans l'esprit de l'assureur¹.

Nous estimons donc que les prescriptions de l'art. 17 s'imposent strictement à l'acquéreur avec les sanctions prévues par la loi, et cela même si l'aggravation objective du risque coïncide exactement avec l'aliénation. En ce cas toutefois, il y a lieu d'appliquer l'art. 17 non pas en son premier alinéa, qui prévoit une déclaration de l'assuré *préalablement à toute aggravation de son fait*, mais en son deuxième alinéa, qui accorde *un délai de huit jours* à l'assuré pour déclarer une aggravation qui *n'est pas de son fait*.

Avant la vente, en effet, l'acquéreur éventuel qui n'est pas encore assuré, ne peut être tenu à aucune déclaration, et après la vente qui a entraîné l'aggravation du risque, l'acquéreur ne peut plus bien évidemment *faire une déclaration préalable*.

C'est en ce sens que l'on peut dire que l'aggravation résultant de l'aliénation *n'est pas du fait de l'acquéreur*, puisqu'il ne pouvait ni la prévoir, ni en aviser l'assureur avant qu'elle ne se soit réalisée.

M. Besson estime que cette déclaration d'aggravation

1. Au surplus, il ne faut pas oublier que l'article 17 n'est que le développement du paragraphe 3 de l'art. 15, lequel dispose que l'assuré est tenu de déclarer à l'assureur « *les circonstances spécifiées dans la police* » qui ont pour conséquence d'aggraver « *les risques* ». Il suffit donc à l'acquéreur de se reporter à la police du vendeur pour savoir si son risque est aggravé.

peut-être faite par l'acquéreur sous la réserve expresse de son droit de résiliation. Nous nous rangeons à cette opinion : l'acquéreur, sans cesser d'être couvert, aura ainsi un nouveau délai pour prendre parti sur la reprise du contrat.

D'autre part, on sait que les sanctions des art. 21 et 22 ne visent pas uniquement les manquements aux dispositions de l'art. 17. L'assuré a dû faire lors de la souscription du contrat, des déclarations sur la foi desquelles l'assureur a accepté le risque et calculé la prime. Ces déclarations, faites par le vendeur, vont s'imposer à l'acquéreur non seulement en ce sens qu'il devra s'y conformer ou déclarer l'aggravation ainsi que nous l'avons vu, mais encore en ce qu'il *supportera les conséquences dommageables de leur inexactitude ou de leur omission du fait du vendeur.*

Ainsi, les contrats de responsabilité automobile portent généralement cette clause que l'assuré déclare à peine de déchéance n'avoir pas été résilié pour sinistre par le précédent assureur. Si l'acquéreur a, par hypothèse, été résilié pour sinistre, il ne sera pas en état de déchéance, à condition de déclarer conformément à l'art. 17 cette circonstance à l'assureur, qui pourra ou proposer une augmentation de prime, ou dénoncer le contrat.

Au contraire, si c'est le vendeur qui contrairement à sa propre déclaration avait été résilié pour sinistre, en admettant que l'assureur n'ait pu établir ce point qu'après la vente de la chose assurée, le contrat n'en sera pas moins nul, et cette nullité sera opposable à l'acquéreur, encore que celui-ci n'ait jamais personnellement été résilié pour sinistre.

L'art. 21 prévoit en effet la nullité du contrat en cas

de fausse déclaration intentionnelle de l'assuré, « alors « même que le risque commis ou dénaturé par l'assuré « *a été sans influence sur le sinistre* ». Il est donc normal que l'assureur conserve à l'égard de l'acquéreur les mêmes moyens et exceptions qu'il avait à l'égard du vendeur, et c'est pourquoi la bonne ou mauvaise foi de l'assuré qui sert de critère à l'application des sanctions rigoureuses de l'article 21, ou des dispositions plus indulgentes de l'art. 22, devra s'apprécier non pas chez l'acquéreur qui en supportera cependant les conséquences, mais bien chez le vendeur, du chef de qui est née l'action en nullité ouverte à l'assureur.

Ces solutions peuvent paraître rigoureuses pour l'acquéreur, mais il est nécessaire pour sauvegarder les droits des tiers que l'ayant cause paie les fautes de son auteur.

Enfin, il convient de rappeler que si l'acquéreur est soumis aux obligations de l'art. 17 en cas d'aggravation des risques il profite, dans l'hypothèse *où de son fait le risque s'est amélioré*, de la diminution de primes prévue à l'art. 20.

La question de la dette des primes doit maintenant retenir notre attention.

Nous distinguerons, comme nous l'avons fait au chapitre précédent, les primes échues avant la vente, les primes à échoir avant que le vendeur n'ait informé l'assureur de la mutation, et les primes à échoir après que l'assureur aura été informé de la vente.

Pour que la question présente un intérêt, il faut évidemment supposer que l'acquéreur accepte la reprise du contrat.

Nous estimons que l'acquéreur n'est pas tenu de

payer les primes échues avant la vente. Il pourra avoir intérêt à le faire, si une mise en demeure de l'assureur a suspendu la garantie du contrat. Mais il n'y a là aucune obligation à sa charge¹.

Certains auteurs réputent au contraire l'acquéreur tenu des primes échues avant l'aliénation, parce que, disent-ils, « d'après l'art. 19, l'acquéreur doit exécuter « toutes les obligations de l'assuré »².

Rappelons que l'art. 19 dit exactement : « ... Exécuter « toutes les obligations dont l'assuré *était tenu* vis-à-vis « de l'assureur en vertu du contrat ».

Si nous supposons que le vendeur était débiteur vis-à-vis de l'assureur de dommages-intérêts pour une des raisons prévues par la loi, pourra-t-on déclarer l'acquéreur débiteur également du montant de ces dommages-intérêts. La raison proteste que non. Et cependant, il s'agit bien d'une obligation « dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat ». C'est donc que le texte légal est dans sa rédaction trop général, et qu'il convient, conformément à la pensée du législateur, de l'interpréter dans un sens restreint, eu égard à l'équité et aux principes généraux du droit.

L'équité en premier lieu s'oppose à ce que l'acquéreur d'une chose assurée puisse être recherché pour une dette du vendeur qu'il a pu parfaitement ignorer, et dont il n'a, de toutes façons, retiré aucun enrichissement.

D'autre part, ce traitement rigoureux qui serait fait à l'acquéreur, n'est nécessité par aucun intérêt légitime de l'assureur. La loi dispose en effet que le vendeur reste

1. Sic Woog, *Des effets généraux de la mise en demeure dans les contrats d'assurance*, p. 90.

2. Besson, *op. cit.*, p. 39. Sic Trasbot, *Commentaire de la loi de 1930*, Dalloz, 1931 p. 17, col. 2.

tenu du paiement des primes échues avant la vente, il n'y a donc aucune raison pour que soit adjoint à ce débiteur que l'assureur avait accepté seul au moment de la souscription du contrat, un second débiteur, qu'il ne devait pas normalement espérer. Alors surtout que par l'effet de la mise en demeure, l'assureur a pu suspendre l'effet de son contrat, et n'est ainsi jamais exposé à donner sa garantie à l'acquéreur sans avoir perçu les primes du vendeur.

Enfin les principes généraux du droit s'opposent à ce qu'un ayant-cause à titre particulier soit tenu des dettes de son auteur. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait un texte clair et précis. L'article 19 ne semble pas l'être à cet égard. Il convient donc de décider que l'acquéreur ne commencera à être tenu des obligations du contrat qu'après la vente, et à la condition que ces obligations soient nées elles-mêmes après la vente, pendant le temps où l'acquéreur bénéficiait de la garantie.

Que les primes donc soient échues avant ou après que l'assureur a été informé de l'aliénation, l'acquéreur en sera également tenu. Nous avons vu en effet que pour les primes échues avant que l'assureur n'ait été informé de la mutation, le vendeur n'en restait débiteur qu'à titre de garant.

Nous rappellerons enfin, sans y insister parce que ce point ne soulève aucune difficulté, que s'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs acquéreurs, ceux-ci sont tenus *solidairement* au paiement des primes. Il convenait de signaler ce nouveau cas de solidarité légale, qui met obstacle à la divisibilité des dettes, prévues en faveur des co-héritiers, par l'art. 870 du Code civil.

Les rapports entre assureur et acquéreur appellent

maintenant l'examen du droit de résiliation accordé par la loi comme correctif aux inconvénients que pouvait présenter dans certains cas particuliers la transmission de plein droit du contrat d'assurance au cessionnaire de la chose assurée.

Nous croyons devoir reproduire ce passage de l'exposé des motifs qui précise nettement la pensée du législateur en ce qui concerne cette question de la résiliation. Ce texte nous servira à résoudre certaines difficultés d'interprétation que présente l'art. 19 : « En prévision des
« cas exceptionnels où le contrat d'assurances de choses,
« contrairement à sa nature ordinaire, revêtirait un
« caractère personnel, en vue des cas aussi où la dili-
« gence, la solvabilité ou la moralité de l'héritier ou de
« l'acquéreur serait à ce point insuffisante qu'elle serait
« de nature à aggraver les risques du contrat, le droit de
« demander la résiliation est ouvert à l'assureur ; et
« pour mettre en état d'égalité les deux parties au con-
« trat d'assurance, par un sentiment de justice, *un droit*
« *semblable est reconnu à l'héritier ou à l'acquéreur* ».

Nous étudierons successivement la résiliation de l'assureur et celle de l'acquéreur.

Le droit de résiliation accordé à l'assureur est la meilleure preuve de ce que l'art. 19 ne consacre pas, comme on l'a dit parfois¹, la théorie suivant laquelle le contrat d'assurance est aujourd'hui *intuitu rei*. S'il en était ainsi, on ne voit pas pourquoi l'art. 19 aurait donné à l'acquéreur la sauvegarde de la résiliation, le texte de l'art. 17 étant amplement suffisant pour protéger l'assureur en cas d'aggravation objective des risques.

1. Sic. Georges Picard, *op. cit.*, p. 132.

La vérité semble donc être plutôt que le législateur a considéré en principe l'assurance comme conclue *intuitu rei*, mais a toutefois admis que l'*intuitu personae* pouvait dans certains cas, jugés les moins nombreux, ne pas être indifférent à l'assureur.

Pratiquement, la loi du 13 juillet 1930 n'a prévu aucune forme pour la résiliation de l'assureur. Nous estimons que tout procédé tel qu'un acte extra judiciaire ou une lettre recommandée, qui permettrait à l'assureur d'établir que l'acquéreur n'a pas pu ignorer sa volonté de dénoncer le contrat, serait licite et valable. M. Besson développe les raisons pour lesquelles « il paraît raisonnable d'exiger l'envoi d'une lettre recommandée »¹.

A la différence de la lettre recommandée exigée par l'art. 16 pour valoir mise en demeure, l'envoi de la lettre de résiliation serait inefficace à lui seul : la réception par l'acquéreur paraît devoir être nécessaire si l'on veut rester dans l'esprit du législateur.

Une controverse s'est élevée en doctrine et chez les praticiens², sur le point de savoir à partir de quand l'assureur pouvait résilier le nouvel acquéreur, et dans quel délai. Les difficultés viennent de l'imprécision du texte de l'art. 19, qui dispose, nous le rappelons, que « l'assureur pourra résilier la police dans un délai de « trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif « des objets assurés aura demandé le transfert de la « police à son nom ».

Certains estiment que l'assureur n'aura le droit de « résilier qu'à partir du jour où l'attributaire définitif

1. Besson, *op. cit.*, « *Revue des assurances terrestres*, mars, avril 1934, § 17 ».

2. V. notamment l'*Argus* du 27 septembre 1931 et du 18-10-1931, et du 15 novembre 1931.

des objets assurés aura demandé le transfert de la police à son nom ». Pour d'autres, le jour de la demande de transfert fait uniquement courir le délai de trois mois, qui mettra terme pour l'assureur à la faculté de résiliation qu'il possédait dès le jour de la vente, et dont il pouvait user à volonté *dès l'instant où il avait eu connaissance de la mutation par un procédé quelconque*. Grammatically, nous estimons que cette dernière opinion trouve dans le texte de l'art. 19 une justification du fait qu'aucune virgule ne vient séparer les mots « délai de trois mois » de l'expression « à partir du ».

Mais si nous élevons le débat en recherchant l'intention du législateur eu égard aux intérêts légitimes à sauvegarder, il ne semble plus possible de soutenir que l'art. 19 subordonne la naissance du droit de résiliation par l'assureur au bon plaisir de l'acquéreur, qui n'ayant aucun intérêt à se faire connaître, en aurait au contraire un à demeurer ignoré.

Or, nous avons lu dans l'exposé des motifs que le droit de résiliation avait été accordé en prévision des cas exceptionnels où la diligence et la moralité de l'acquéreur seraient de nature à aggraver les risques du contrat. En ce cas, il est trop évident que si l'on veut que le remède légal de la résiliation soit efficace, il faut avant tout que l'assureur puisse l'exercer promptement avant qu'un sinistre ne soit précisément venu justifier les craintes que lui inspirait son nouvel assuré. S'il est exact que lorsqu'on donne à quelqu'un une arme pour se défendre on ne doit pas attendre qu'il ait déjà été frappé mortellement, il nous faut admettre que l'assureur, dès le premier jour de la mutation, acquiert le droit de résilier l'acquéreur.

C'est ainsi d'ailleurs que M. René Lafarge¹ dans son rapport à la chambre, déclare que « cette demande (de résiliation) sera faite en « pratique au moment où l'assureur sera informé de la transmission ».

Enfin, nous savons que pour « mettre en état d'égalité les deux parties au contrat d'assurance », le droit de résiliation appartient également à l'acquéreur. Or, il est bien certain que ce dernier peut user de son droit dès l'instant de la mutation ; dans ces conditions, retarder l'ouverture du droit de l'assureur serait rompre avec cet état d'égalité désiré par le législateur.

Mais, s'il est indispensable, à notre sens, que l'assureur puisse se séparer de l'acquéreur jugé indésirable immédiatement après la vente, il n'est pas nécessaire que cette faculté de résiliation soit réservée trop longtemps.

En effet, si l'assureur accepte de garder même provisoirement comme assuré l'acquéreur, c'est qu'il ne le juge pas particulièrement indésirable. La preuve semble donc être ainsi apportée que de l'avis même de l'assureur la personnalité de l'acquéreur est sans influence notable sur le risque. Si par la suite l'assureur use de son droit de résiliation, on peut penser qu'il agira pour d'autres raisons que celles qu'avait en vue le législateur en édictant les règles contenues dans l'art. 19 : ce sera, par exemple, pour obtenir un relèvement de tarif, que l'assureur pourra être tenté d'user à l'égard de l'acquéreur disposé à continuer le contrat, de la menace de dénonciation.

C'est dans cet esprit que la loi dispose que l'assureur aura pour résilier la police « un délai de trois mois à

1. *Journal Officiel*, 1926 *Documents parlementaires*, Chambre annexe, n° 3316, p. 1165, 3° Col.

« partir du jour où l'attributaire définitif des objets
« assurés aura demandé le transfert de la police à son
« nom. Trois mois paraissent en effet suffisants pour
permettre à l'assureur de se renseigner sur la personnalité
de l'acquéreur ; d'autre part, en prenant pour point de
départ de ce délai la demande de transfert, on a la
certitude que l'assureur n'a pas ignoré la mutation
avant d'être forcé pour résilier. Cette disposition pré-
sente en outre le double intérêt d'obliger indirectement
l'acquéreur qui désire sortir de l'équivoque, à faire
connaître à l'assureur son identité et sa nouvelle qua-
lité d'assuré

Nous n'estimons pas, malgré l'opinion très autorisée
de M. Besson ¹, que le qualificatif « définitif » accolé au
terme « attributaire », n'a pas de « sens particulier ». Mais nous réservons l'examen de cette question, qui ne
saurait intéresser la vente pure et simple dans laquelle
l'acquéreur est toujours en même temps attributaire
définitif. Au contraire, lorsque nous étudierons les autres
modes d'aliénation, également visés par l'art. 19, nous
ne manquerons pas de préciser ce que fut à notre sens
la pensée du législateur sur ce point.

Il ne paraît pas contestable que l'assureur puisse
également perdre le bénéfice de la faculté de résiliation
qui lui est réservée ainsi que nous venons de le voir,
avant l'expiration du délai prévu, et ce en y renonçant
soit expressément, soit tacitement,

Il y aura renonciation expresse si l'assureur répond à
une demande de transfert de l'acquéreur en délivrant
à ce dernier l'avenant qu'il désirait, et il y aura renon-
ciation tacite, notamment dans l'hypothèse que nous

1. Besson, *op. cit.*, § 19, al. 4.

avons envisagée, ou en présence d'une aggravation objective du risque, l'assureur demandera à l'acquéreur, conformément à l'art. 17, un relèvement de tarif sans faire aucune réserve.

Au contraire, nous ne pensons pas que le fait par l'assureur d'accepter en paiement des primes de l'acquéreur, puisse valoir renonciation tacite au droit de résilier ¹.

L'échéance de la prime ainsi perçue par l'assureur pouvait suivre de très près l'aliénation : l'assureur qui n'avait pas encore eu le temps de se faire une opinion sur la personnalité de son nouvel assuré, et qui néanmoins était exposé à donner sa garantie, avait le plus grand intérêt à se faire couvrir du montant de la prime tout en entendant se réserver, conformément à l'art. 19, un délai de trois mois pour prendre parti.

Nous ne pensons pas que, même s'il était déjà couvert pour un autre risque par l'assureur, l'acquéreur ait le droit de contester une résiliation qui l'atteindrait : en effet, l'assureur peut juger, un assuré acceptable pour un risque donné, et au contraire indésirable pour un autre.

Nous devons maintenant rappeler que l'art. 19 contient une lacune importante, et que les travaux préparatoires peuvent expliquer, mais n'excusent pas. Si l'assureur veut exercer son droit de résiliation, quelle sera la date d'effet de sa dénonciation ? La question est particulièrement utile par les intérêts qu'elle met en jeu. L'assureur ne pourra pas résilier le contrat à effet immédiat sans nuire gravement à l'acquéreur, qui n'ayant pas été prévenu et faute d'avoir eu le temps

2. Contra Besson, *op. cit.*, § 19 *in fine*.

de s'adresser ailleurs, va se trouver brutalement démunie de toute garantie. Ce résultat irait manifestement à l'encontre du but poursuivi par le législateur, puisque l'art. 19, loin de donner à l'acquéreur la sécurité qui lui manquait avant la loi du 13 juillet 1930, ferait ainsi de la transmission de plein droit une sorte de piège particulièrement dangereux pour l'acquéreur.

D'autre part, il ne faut pas non plus accorder un délai de préavis trop important, si l'on ne veut pas que l'assureur soit ainsi exposé trop longtemps à un risque qu'il n'entend pas assumer.

M. Besson¹ expose comment, au cours des travaux préparatoires, le délai de préavis qui avait été fixé à trois mois, est devenu le délai d'option accordé à l'assureur pour prendre parti. Cette erreur est difficilement explicable si l'on se souvient que les lois suisses et allemandes qui ont servi de modèles pour la nôtre, fixent respectivement à quatre semaines et à un mois au moins le délai minimum, passé lequel pourront cesser les obligations de l'assureur.

Quoiqu'il en soit, il importe en l'absence de texte d'apporter une solution rationnelle.

Nous croyons qu'il y a lieu d'adopter, et pour les mêmes raisons, la solution qu'apporte M. Besson². L'art. 22 qui prévoit en effet, en cas d'aggravation des risques résultant des déclarations inexactes de l'assuré, un délai de dix jours après la notification de résiliation adressée à l'assuré, peut, par analogie, combler la lacune de l'art. 19. De toutes façons, quelle que soit la solution adoptée il semble bien qu'il faille certainement rejeter

1. A. Besson, *op. cit.*, § 20, *in fine*.

2. Besson, *op. cit.*, § 22.

L'opinion qui soutient qu'après la résiliation de l'assureur, le contrat doit produire ses effets jusqu'à l'expiration de l'année d'assurance en cours, lorsque la prime a été payée d'avance. Ce système, en effet, présente à la fois tous les avantages et tous les inconvénients d'un préavis trop long ou d'un préavis trop court, puisque, selon la date de l'aliénation, l'expiration de l'année d'assurance en cours peut être ou très proche, ou très lointaine. Il ne peut même pas être question de justifier cette thèse en partant du principe de l'indivisibilité de la prime, puisque ce principe était précisément invoqué jadis par les assureurs pour ne pas restituer de prorata de primes lorsqu'ils cessaient de devoir leur garantie, soit par la perte de la chose assurée, soit même, nous l'avons signalé dans notre première partie, par sa vente.

Supposons maintenant que pendant ce délai de préavis la prime vienne à échéance, l'assureur qui vient de résilier aura-t-il le droit néanmoins d'en poursuivre le recouvrement ? Nous croyons juridiquement qu'il n'y a aucune raison pour l'en empêcher. En effet, si l'acquéreur a accepté la reprise du contrat, il était tenu jusqu'à sa résiliation d'en exécuter les obligations ; mais s'il n'avait pas accepté cette reprise, l'assureur n'aurait aucune action en paiement des primes, puisque le contrat se trouverait résilié, comme nous l'indiquerons à la date de l'aliénation. L'assureur ne pourrait même pas s'adresser au vendeur qui, par hypothèse, ne lui aurait pas signifié la mutation, puisque le contrat de trouvant éteint, il n'y aurait plus désormais de primes à échoir.

Il peut sembler injuste que l'acquéreur puisse ainsi se trouver obligé de consentir le versement d'une année

de primes alors qu'il ne sera en fait garanti que pendant quelques jours. Ceci nous incite à rechercher si en cas de résiliation par l'assureur, ce dernier doit restituer le prorata de primes correspondant à la période pendant laquelle il cessera de donner sa garantie.

M. Besson croit devoir adopter, pour le cas de mutation de propriété, la solution donnée par la loi de 1930 en son art. 18, dans l'hypothèse de la faillite de l'assuré. Nous ne croyons pas devoir souscrire à cette thèse : nous lisons, en effet, dans les travaux préparatoires, que M. le Sénateur Curral¹ regrettait que la résiliation ne prenne pas effet à l'expiration de la période en cours, et ce en raison de ce que « l'assureur, même si c'est lui « qui résilie, gardera le profit de la prime, alors que l'assurance sera devenue sans objet ».

Puisque satisfaction n'a pas été donnée au regret de M. Curral, c'est donc que le législateur a estimé pouvoir laisser à l'assureur le bénéfice du prorata de primes correspondant à la période pendant laquelle il cesse de devoir sa garantie. M. Besson² conteste cette interprétation, parce qu'elle repose, dit-il, sur l'idée « d'indivisibilité » que la loi nouvelle a expressément repoussée. Nous croyons pouvoir répondre que la loi du 13 juillet 1930 n'a pas repoussé à priori toute idée d'indivisibilité de la prime. Il est exact que certains textes de la loi obligent l'assureur à restituer un prorata ; mais ceci nous est plutôt favorable : si en effet, dans certaines hypothèses particulières, le législateur a cru devoir prescrire la divisibilité de la prime, c'est donc bien qu'il

1. *Journal Officiel*, Sénat, *Document parlementaire*, 395, p. 1002.

2. Besson, *op. cit.*, § 23, al. 2.

considère qu'en principe, et sauf dérogation expresse, l'indivisibilité demeure la règle. Or, nous savons que l'art. 19 ne comporte pas, comme les art. 18 et 22 notamment, l'obligation pour l'assureur de restituer une portion de prime, c'est donc que le législateur a entendu lui en laisser le bénéfice.

Ceci est d'ailleurs très équitable si l'on se souvient que le vendeur en transmettant sa chose à un acquéreur dont la personnalité est discutable, cause un préjudice à l'assureur, qui est obligé de se séparer d'un contrat sur les primes duquel il croyait pouvoir légitimement compter.

Il faut reconnaître que l'argument a moins de valeur lorsque l'acquéreur, ayant accepté la reprise du contrat, a payé une prime échue pendant le délai de préavis fixé par l'assureur dans sa lettre de dénonciation. Toutefois, il convient de remarquer que l'acquéreur n'est jamais obligé d'accepter la reprise du contrat sans s'être assuré au préalable que l'assureur ne désire pas se séparer de lui.

On recherche également parfois si l'assureur qui use de son droit de résiliation est fondé à demander une indemnité; que l'on mette l'indemnité à la charge du vendeur ou à la charge de l'acquéreur, celle-ci pourrait paraître légitime, puisque le préjudice certain causé à l'assureur par une résiliation prématurée, a sa cause d'une part dans l'aliénation qui est imputable au vendeur, et d'autre part dans l'aggravation subjective du risque qu'apporte l'acquéreur. Mais en présence du texte formel de l'art. 19, qui ne prévoit de dommages-intérêts, d'ailleurs très limités, que dans la seule hypothèse où c'est l'acquéreur qui opte pour la résiliation du contrat,

nous croyons qu'aucune discussion n'est possible: accorder une indemnité à l'acquéreur qui résilie serait faire à l'assuré un traitement plus rigoureux que celui de la loi, or nous savons que cela n'est pas possible.

Nous précisons enfin que cette résiliation par l'assureur comporte tous les effets d'une résiliation ordinaire, c'est-à-dire qu'elle libère les partis de leurs obligations respectives à dater de sa prise d'effet. Cette résiliation en effet, nous le savons déjà, n'est pas rétroactive, et elle ne dispenserait pas l'assureur de donner sa garantie pour un sinistre postérieur à l'aliénation, mais antérieur à la dénonciation.

Le législateur a voulu que l'assuré puisse également ne pas demeurer tenu de continuer un contrat souscrit par son vendeur à une Compagnie dont la solvabilité ou la moralité peut n'être pas ce qu'elle devrait.

Mais il ne semble pas, lorsqu'on étudie les dispositions qui régissent cette résiliation par l'acquéreur, que le législateur ait véritablement réalisé *cet état d'égalité* dont parle l'exposé des motifs.

Le régime fait à l'assuré apparaît plus libéral que celui qui avait été réservé à l'assureur. Nous ne parlons pas des modes pratiques de cette résiliation qui seront ceux inscrits à la police, généralement une lettre recommandée. Et nous constatons à la lecture du texte de l'art. 19, qu'aucun délai n'est prévu passé lequel l'acquéreur ne pourra plus résilier son contrat. On peut regretter que la loi du 13 juillet 1930 laisse ainsi dans l'incertitude l'assureur sur le maintien du contrat : pratiquement il faut reconnaître que la question doit être au fond assez indifférente à l'assureur puisqu'il a perçu sa prime d'avance, et qu'il est certain de recevoir une indemnité de résiliation.

On dit souvent que pratiquement l'acquéreur devra se décider à l'échéance suivante, et que s'il paie alors la prime, il sera irrévocablement lié. Ceci peut ne pas toujours se vérifier, notamment lorsque l'acquéreur fait payer sa prime par le vendeur, qui faute d'avoir fait connaître la mutation à l'acquéreur, est resté tenu comme garant des primes à échoir. Quoiqu'il en soit, il est certain que si l'acquéreur, pour toutes les raisons d'utilité que nous avons signalées au cours de cette étude, croit devoir demander le transfert du contrat à son nom, il s'interdit par là même d'user ensuite de son droit de résiliation. L'expérience et les recueils de jurisprudence nous donneront d'autres exemples de reprise tacite du contrat par l'acquéreur.

Dès maintenant, il importe d'étudier les effets qu'aurait une clause inscrite dans l'acte de mutation de la chose assurée, et par laquelle l'acquéreur promettait de reprendre l'assurance souscrite par le vendeur.

On peut d'abord discuter sur la validité d'une pareille clause, qui en fait, si elle était admise, deviendrait rapidement de style, et principalement à l'occasion des ventes immobilière, supprimerait pour l'acquéreur le droit de résiliation que le législateur avait entendu lui réserver expressément.

Il est certain que par cette clause l'acquéreur voit sa condition devenir moins favorable que sous l'empire des dispositions de l'art. 19 ; cependant, il n'y a aucune raison juridique pour contester la validité d'une telle clause, qui n'émane pas de l'assureur, et qui est acceptée indépendamment de la police. Or nous savons que le législateur a voulu protéger l'assuré contre les rigueurs du contrat d'adhésion que représente une police d'assu-

rance ; dans les rapports entre particuliers, au contraire l'égalité est présumée régner, et la liberté contractuelle est encore en principe maintenue.

Mais si la validité de cette obligation prise par l'acquéreur de continuer l'assurance souscrite par le vendeur ne peut guère être mise en doute ¹, l'étendue de ses effets doit encore retenir votre attention. Nous retrouvons ici la controverse que nous avons rapportée dans la deuxième partie de notre étude à propos de la clause de style qui figurait dans les actes de mutation à l'époque où la transmission de la chose assurée était régie par les dispositions des polices.

Pour nous, cette clause, à la condition de désigner précisément l'assureur, pourrait profiter à ce dernier comme constituant une stipulation pour autrui ou un acte de gestion d'affaires, soit à son bénéfice, soit à celui du courtier du contrat.

L'acquéreur serait ainsi obligé de continuer les contrats souscrits par son vendeur, sans pouvoir user de la faculté de résiliation que lui avait réservée la loi.

On estime généralement que l'acquéreur qui résilie peut le faire pour la date qui lui paraît la plus conforme à ses intérêts, c'est-à-dire à effet immédiat s'il craint l'insolvabilité de l'assureur, ou au contraire à l'expiration de l'année d'assurance en cours si c'est uniquement le montant de la prime qui l'incite à changer d'assureur. Cette option qui est laissée à l'assuré ne peut d'ailleurs porter aucun préjudice à l'assureur, lequel peut toujours répondre à une demande de résiliation différée par une lettre de dénonciation avec effet dans les dix jours qui

1. Sic Ancey et Sicot, *op. cit.*, art. 19. Contrat Georges Picard, « Transmission du contrat d'assurances de dommages, p. 147 ».

suivront sa réception. En ce cas cependant, il faut admettre que l'assureur perdra le droit d'exiger l'indemnité de résiliation dont nous allons rechercher maintenant les règles légales.

Le principe de cette indemnité ne paraît pas contestable. L'assureur supporte du fait d'une résiliation anticipée un dommage qu'on ne peut nier. Nous avons déjà traité ce point.

Il a paru opportun au législateur de limiter le montant de cette indemnité à une année de primes, pour que, par son exagération, l'assureur ne puisse pas rendre purement illusoire le droit de résiliation réservé à l'acquéreur. Pratiquement d'ailleurs, la loi n'a fait ici que codifier un usage que certaines Compagnies avaient déjà admis.

Mais ici nous devons apporter les arguments par lesquels nous pensons établir que c'est l'acquéreur, et non le vendeur, qui doit cette indemnité. Nous n'ignorons pas que l'opinion contraire est soutenue avec beaucoup d'autorité par M. Besson. Cependant, nous croyons pouvoir préciser que ces développements très approfondis appellent certaines objections.

M. Besson invoque tout d'abord les usages antérieurs à la loi de 1930, qui fréquemment ont été repris par cette dernière. Or, dit-il, antérieurement à la loi, le vendeur devait par *une clause* de l'acte d'aliénation, imposer à l'acquéreur la continuation du contrat, faute de quoi il devait payer à son assureur les dommages et intérêts convenus. Ceci est parfaitement exact, mais il ne faut pas oublier qu'en pratique *cette clause* était devenue de style, et qu'ainsi il était exceptionnel que le vendeur ait à payer une indemnité de ce fait. Si l'on

invoque les précédents, il faut donc admettre que le législateur a repris tacitement à son compte cette clause de style pour décharger le vendeur de toute obligation dès l'instant où il a « informé l'assureur de l'aliénation « par lettre recommandée ».

Si l'on soutient le contraire, on fait au vendeur une situation moins favorable que celle qu'il avait dans la police type de 1913, puisque celle-ci prévoyait qu'il suffisait au vendeur d'imposer à son acquéreur la reprise de l'assurance pour être libéré de l'indemnité, alors que si nous admettons que l'art. 19 oblige le vendeur à l'indemnité de résiliation, nous sommes obligés de constater que son exonération n'y est par prévue, même dans le cas où il aurait imposé l'obligation de continuer l'assurance à l'acquéreur, qui refuserait ensuite de l'exécuter.

M. Besson présente également cet argument « que « la loi nouvelle n'impose pas une indemnité de résiliation, mais se contente de limiter l'importance de « celle que les parties peuvent prévoir ». Ce serait donc ainsi le souscripteur de la police qui seul aurait pu s'engager à payer une indemnité de résiliation.

A ceci nous pouvons répondre que l'art. 19 répute l'acquéreur tenu d'exécuter toutes les obligations de l'assuré vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat : nous ne voyons pas pour quelle raison cette obligation à l'indemnité qui trouve précisément sa naissance dans un fait de l'acquéreur, serait précisément la seule dont ce dernier ne serait pas tenu.

Egalement, M. Besson objecte que l'indemnité de résiliation à la charge de l'acquéreur portera gravement atteinte à sa faculté de résilier : ceci est parfaitement exact, mais le législateur, ne l'oublions pas, est parti

de ce principe que la continuation de l'assurance constituait généralement l'intérêt bien compris de l'assureur et de l'acquéreur. Il est normal que dans les cas exceptionnels où l'acquéreur veut résilier, il soit invité à ne le faire qu'avec prudence, en raison de l'indemnité à laquelle il s'expose. Au surplus, ce sacrifice imposé aux acquéreurs est la contre-partie équitable de l'immense avantage que constitue pour eux cette transmission de plein droit que leur accorde l'art. 19, et dont ils profitent dans la majorité des cas.

La solution de l'art. 17 est également invoquée comme argument par analogie, on sait que cet article accorde à l'assureur le droit de réclamer une indemnité lorsque la police est résiliée à la suite d'une aggravation survenue *par le fait de l'assuré*.

Or, dit M. Besson, en cas d'aliénation suivie de résiliation par l'acquéreur, l'auteur du fait volontaire qui autorise l'assureur à réclamer des dommages et intérêts, est le vendeur, qui doit donc être tenu de l'indemnité. Nous admettons bien que la résiliation de l'acquéreur n'aurait pas été possible sans l'aliénation, qui est d'ailleurs son fait tout autant que celui du vendeur (une vente est un contrat synallagmatique, qui suppose un accord de volonté), mais nous croyons pouvoir affirmer, sans crainte d'être contredits, que cette résiliation de l'acquéreur est elle-même avant tout et surtout un fait volontaire de l'acquéreur seul.

Enfin, nous ne retenons pas l'intérêt que présente l'obligation du vendeur, et non celle de l'acquéreur, dans les cas où l'assureur est tenu de restituer un prorata de prime. Nous estimons, en effet, et nous l'avons déjà exposé, que dans tous les cas où le législateur ne déroge

pas expressément au principe de l'indivisibilité de la prime, celui-ci conserve tous ses effets.

Telles sont donc les objections que nous pouvons faire à la thèse soutenue par M. Besson. Mais nous avons également certains arguments, de textes notamment, qui paraissent décisifs.

Il ne faut pas oublier, en effet, que celui qui aliène « est libéré, même comme garant des primes à échoir, « à partir du moment où il a informé l'assureur de l'aliénation par lettre recommandée ». Il serait paradoxal que le vendeur pût être libéré des primes à échoir, et rester cependant tenu de la dernière, qui constituera l'indemnité de résiliation.

Enfin, M. René Lafarge¹ dans son rapport à la Chambre, dit exactement : « Au contraire, l'héritier ou l'acquéreur qui se prononce pour la résiliation, peut être « forcé de payer des dommages et intérêts qui ne peuvent jamais excéder... ». Ce texte, qui ne prête à aucune ambiguïté, semble devoir clore la discussion. Il faut donc admettre que le législateur, logique avec lui-même, n'a pas voulu après avoir réputé l'acquéreur cessionnaire de plein droit du contrat d'assurance, laisser cependant à la charge du vendeur l'indemnité de résiliation. Cette solution est d'ailleurs celle que les Compagnies d'assurance ont adoptée et ont insérée dans leurs polices. En pratique cependant, il faut reconnaître qu'elles ne se montrent pas rigoureuses pour l'application des dispositions de l'art. 19, dont la hardiesse échappe encore aux assurés et même à de nombreux professionnels de l'assurance.

1. *Journal Officiel*, 1926, *Documents parlementaires*, Chambre annexe, n° 3316, p. 1166, première col.

Il appartiendra ainsi aux acquéreurs de se prémunir contre toute surprise en se faisant présenter par les vendeurs les polices d'assurance, ou en faisant certifier dans l'acte de mutation qu'il n'en existe aucune. Si un acquéreur avait à craindre d'être obligé de consentir une indemnité de résiliation à une Compagnie dont il ne désire pas reprendre les contrats, il pourrait toujours fixer son prix d'achat en conséquence, ou s'abstenir purement et simplement.

Il faut également nous prononcer sur la question du cumul de cette indemnité de résiliation et de la portion de prime payée pour le temps où l'acquéreur cessera d'être couvert.

Nous avons indiqué les raisons pour lesquelles, en cas de résiliation émanant de l'assureur, nous estimions que ce dernier n'était pas tenu de restituer un prorata de prime. Ces raisons valent encore lorsque la résiliation émane de l'assuré.

A ce système, on a fait une objection particulière à l'hypothèse de la résiliation par l'assuré, c'est que l'art. 19 interdit à l'assureur de stipuler une indemnité supérieure au montant d'une année de primes. Nous croyons que ceci ne doit pas nous arrêter : en effet, ce n'est pas à titre d'indemnité que l'assureur gardera le prorata de la prime, mais en vertu du principe de l'indivisibilité, qui veut qu'une période, si courte soit-elle, pendant laquelle le risque aura couru, soit un équivalent économique et juridique de la prime toute entière. D'ailleurs l'usage antérieur à la Loi du 13 juillet 1930 distinguait nettement l'indemnité, des primes échues, et les polices disposaient, généralement qu'en cas de résiliation l'assuré serait tenu d'acquitter « outre les primes échues, une indemnité égale à... ».

Nous n'avons aucune raison pour penser que le législateur a entendu rompre avec cet usage.

Nous avons dit que la résiliation de l'assuré pouvait être à effet différé : c'était indiquer que de toute façon elle n'était pas rétroactive au jour de la mutation, et qu'ainsi le fait d'avoir perçu une indemnité de l'assureur à la suite d'un sinistre, n'empêchait pas l'acquéreur de résilier néanmoins sa police à la date de l'échéance suivante.

En accordant à l'acquéreur une garantie provisoire de plein droit, le législateur n'a pas voulu que ceci pût engager en aucune façon l'avenir.

Enfin, pour en terminer avec l'étude des rapports de l'acquéreur et de l'assureur, nous signalerons que dans l'hypothèse où l'acquéreur se trouve personnellement assuré à une autre Compagnie que celle qui garantissait le vendeur, il y a cumul d'assurance tant qu'une résiliation n'est pas intervenue de la part de l'assuré ou de l'assureur. Si donc un sinistre vient frapper l'acquéreur, il y aura lieu d'appliquer les règles spéciales aux assurances cumulatives. Au surplus, si l'acquéreur était personnellement couvert par la même Compagnie qui couvrait le vendeur, cette Compagnie ne devrait pas percevoir deux primes pour un même risque, et l'assuré acquéreur serait admis à demander la résiliation du contrat que lui a transmis le vendeur, sans avoir à consentir aucune indemnité.

CHAPITRE III

VENDEUR ET ACQUEREUR

Nous avons contesté, dans la première partie de notre étude, que l'assurance pût constituer un accessoire de la chose vendue. Ce point n'est plus discutable depuis que l'art. 19 répute l'acquéreur « assuré de plein droit ». Le vendeur sera donc obligé à peine de dommages et intérêts, de faire connaître à l'acquéreur son assureur, et de lui faire, en même temps que la délivrance de la chose, la remise matérielle de la police et de toutes les pièces intéressant le nouvel assuré, tels que les avenants subséquents, la quittance des primes non prescrites, et toutes les notifications faites par l'assureur.

D'autre part, la vente étant un contrat de bonne foi, l'acquéreur est en droit de se plaindre et de demander des dommages et intérêts si le vendeur lui a caché que sa chose était grévée d'une assurance particulièrement onéreuse, l'obligeant ainsi à verser une indemnité de résiliation. Ceci peut présenter un certain intérêt, notamment en matière de ventes d'automobiles d'occasion.

En ce qui concerne la dette des primes, il est bien certain que le vendeur, qui faute d'avoir avisé l'assureur de la mutation, aura été contraint à payer les primes

à échoir après la vente aux lieu et place de l'acquéreur défaillant, mais qui a cependant accepté la reprise du contrat, aura le recours de ceux qui ont payé la dette d'autrui comme garants.

Mais nous ne pensons pas que le vendeur puisse, sans convention expresse, réclamer à l'acquéreur le prorata de la prime payée d'avance, et dont va bénéficier son successeur. En effet, si le vendeur a fait connaître, comme il le devait, l'existence de l'assurance à son acquéreur, il est normal de présumer que pour la fixation du prix de la chose il a été tenu compte du profit que pouvait retirer l'acquéreur des accessoires au nombre desquels il faut ranger, nous le répétons, la police en cours.

Il n'est nécessaire d'insister davantage sur les liens de droit qui vont unir l'acquéreur et le vendeur à l'occasion de la transmission de l'assurance : il n'y a là, en effet, que l'application des règles du droit commun.

CHAPITRE IV

LES DIVERS MODES DE TRANSMISSION AUTRES QUE LA VENTE

Nous avons regretté que l'empirisme des assureurs ait fait aux autres modes de transmission que la vente, un régime différent qui ne reposait d'ailleurs pas sur une classification juridique.

L'art. 19 a fort justement unifié les règles à cet égard.

Un traitement identique est fait à l'héritier et à l'acquéreur. Par héritier, il est hors de doute qu'il faut entendre tout cessionnaire à cause de mort, tels que « les héritiers légitimes et naturels, les successeurs « irréguliers, les institués contractuels, les légataires « universels, à titre universel, et même particulier »¹.

Nous ne pensons pas, avec M. Trasbot, qu'il soit nécessaire que ces héritiers soient acceptants. Nous ne parlons pas des héritiers renonçants,¹ qui ne seront pas successeurs, mais nous accordons le bénéfice de l'art 19 à l'héritier bénéficiaire.

C'est même à lui, avec d'autres, que le législateur a dû penser en employant le terme « d'attributaire définitif »,

1. Trasbot, *op. cit.*, p. 17, col. 3.

auquel, on s'en souvient, M. Besson ne croyait pas devoir accorder un sens particulier. Nous reprendrons cette question.

Quant au terme « d'acquéreur », il désigne bien manifestement tout successeur à titre particulier, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'aliénation était à titre onéreux ou à titre gratuit.

D'une manière générale, on peut dire que les règles que nous avons dégagées pour la vente pure et simple s'appliquent à tous les autres modes de transmission ; il n'est pas nécessaire de rappeler qu'en cas de transmission à cause de mort, l'héritier, qui représente la personne du défunt voit réunies sur sa tête les obligations qui, aux termes de l'art. 19 pèsent et sur le vendeur et sur l'acquéreur.

On se souvient que pour résilier après une mutation, l'art. 19 donne à l'assureur un délai de trois mois à partir du jour où l'attribution définitive des objets assurés, aura demandé le transfert de la police à son nom. En matière de succession, soit par l'effet de l'indivision, soit par l'effet du bénéfice d'inventaire, la chose assurée peut avoir un attributaire provisoire avant d'être la propriété définitive d'un autre héritier ou d'un tiers. De même, lorsqu'une aliénation est affectée d'une condition résolutoire ou d'un terme extinctif (hypothèse de la vente à réméré), la chose assurée peut avoir successivement un attributaire provisoire, ou un attributaire définitif. Il était donc intéressant de réserver à l'assureur le droit de résilier le contrat lorsque l'attributaire définitif ne présente pas les mêmes qualités que l'attributaire provisoire. M. Besson se plaçant dans l'hypothèse où l'attributaire provisoire devient ensuite propriétaire à

titre définitif, estime que le droit de résiliation ouvert à l'assureur expire trois mois après que l'attributaire provisoire a demandé un transfert à son nom, sans qu'il y ait lieu d'attendre que son attribution soit devenue définitive. Nous sommes d'accord sur ce point, étant donné que le plus généralement la fiction légale et la rétro-activité viendra faire remonter le droit de propriété de l'attributaire définitif au jour où il a été attributaire provisoire.

Mais lorsque, nous le répétons, l'attributaire définitif n'est pas le même que l'attributaire provisoire, on ne peut pas considérer que trois mois après la demande de transfert par l'attributaire provisoire, l'assureur aura perdu le droit de résilier ultérieurement l'attributaire définitif, si celui-ci apparaît comme un assuré indésirable. Ainsi, pour reprendre l'exemple de M. Besson, supposons qu'à la suite d'une succession, une indivision soit ouverte entre les héritiers, et que l'un d'eux reste en possession provisoire de la chose assurée, l'assureur, qui a éprouvé la vigilance de ce dernier, peut surseoir à résilier, et accorder au notaire mandataire de l'indivision, l'avenant de transfert demandé. Mais lorsque le partage aura eu lieu plusieurs mois ou plusieurs années après, il faut, si le co-héritier, attributaire définitif de la chose assurée, est indésirable, que l'assureur puisse encore le résilier, et à cet effet la loi lui accorde un nouveau délai de trois mois à partir de la demande de transfert qu'il pourra faire l'attributaire définitif.

CHAPITRE V

DOMAINE D'APPLICATION DE L'ARTICLE 19

Il convient tout d'abord de signaler que l'art. 19, comme la loi du 13 juillet 1930, toute entière, ne s'est appliqué à l'origine qu'à la France continentale, à l'exclusion de l'Alsace et la Lorraine. Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ce sont les dispositions de la loi allemande du 30 mai 1908 qui régissent temporairement la transmission de la chose assurée. Pour la France d'outre-mer (notamment Algérie-Tunisie-Maroc) des promulgations spéciales sont intervenues ou interviendront.

Dans le temps, l'art. 19 ne s'applique pas à tous les contrats d'assurance actuellement en cours, sans qu'il y ait lieu de distinguer la date de leur souscription.

Les dispositions que nous avons étudiées et qui portent prohibition de clauses contraires, ne visent que les assurances « souscrites ou renouvelées six mois après sa promulgation (19 janvier 1931), ainsi que les assurances d'une durée supérieure à dix ans, dont la période décennale en cours est arrivée à expiration après le dit délai de six mois ».

Il y a donc actuellement, surtout en matière incendie

où les contrats de dix ans sont fréquents, de nombreuses polices qui échappent à la réglementation de l'art. 19. Et c'est une raison pour laquelle nous avons cru ne pas devoir négliger dans notre étude le régime antérieur à la loi de 1930.

Nous devons également rechercher si l'art. 19 est applicable aux assurances de choses proprement dites, comme aux assurances de responsabilité. Le texte que nous avons étudié pourrait en effet prêter à équivoque puisqu'il parle d'aliénation de la chose assurée. On pourrait, à partir de là, être tenté de restreindre le domaine d'application de l'art. 19 aux assurances incendie en ce qu'elles garantissent le dommage supporté par le propriétaire de la chose assurée, les assurances contre la grêle et la mortalité du bétail et exclure les assurances de responsabilité, que ce soit à raison des dommages causés par une automobile, ou que ce soit à raison de ceux causés par un incendie.

A la vérité, si le texte de l'art. 19 est ambiguë, sa place dans l'ensemble des dispositions de la loi du 13 juillet 1930 permet d'étendre au maximum son champ d'application. Nous rappelons, en effet, que l'art. 19 se trouve au titre premier des assurances en général, et que cette place lui avait été donnée à l'époque où les assurances de dommages formaient un titre second, et les assurances de responsabilité un titre troisième. C'est donc que le législateur entendait comprendre les assurances de responsabilité dans le domaine d'application de l'art. 19.

Aujourd'hui que les assurances de dommages comprennent une section quatre « Des assurances de responsabilité », les dispositions régissant la transmission de la

chose assurée auraient rationnellement trouvé leur place à la section 1 du titre II, qui traite des dispositions générales propres aux assurances de dommages. Mais si l'on connaît l'historique de la loi du 13 juillet 1930, la place qu'y occupe l'art. 19 est encore aujourd'hui bien propre à prouver que les assurances de responsabilité ne sont pas, en ce qui concerne leur transmission, laissées à l'arbitraire de l'assureur.

On a quelquefois objecté que dans l'assurance de responsabilité la considération de la personne de l'assuré jouait un rôle beaucoup plus important que dans les assurances de choses proprement dites, mais si l'on se souvient que les polices d'assurance dites « automobiles » garantissent généralement non pas un assuré donné, mais « tout conducteur muni du permis de conduire et autorisé par l'assuré », l'argument de l'*intuitus personae* perd beaucoup, pour ne pas dire toute sa valeur.

D'ailleurs, pratiquement, les assureurs de responsabilité ont inséré dans leurs polices que la transmission de la chose assurée serait régie conformément aux art. 19 de la loi du 13 juillet 1930.

Même si le législateur n'avait pas voulu cette unité de régime, elle se serait imposée néanmoins, étant donné qu'une police incendie est à la fois une assurance de dommages et une assurance de responsabilité ainsi d'ailleurs qu'un contrat automobile « tous risques ».

Nous ne connaissons sur cette question qu'une seule décision, rendue par le tribunal civil de Meaux, en date du 25 octobre 1933¹. Nous en extrayons les attendus suivants : « Attendu que par « assurance des choses »

1. *Revue des assurances terrestres*, 1934, n° 1, p. 62.

« il faut, en effet, entendre l'assurance des dommages
« causés aux choses ou par les choses, et non l'assurance
« des choses elles-mêmes ;

« Attendu, dès lors, que les mots « aliénation de la
« chose assurée » signifient non seulement l'aliénation
« des choses sujettes à dommages, mais aussi celle des
« choses soumises à une garde et pouvant causer un
« dommage ;

« Attendu qu'il en résulte que l'art. 19 de la loi du
« 13 juillet 1930 s'étend à l'assurance-responsabilité ».

Nous ne pensons pas que si le point de droit venait à être soumis à la Cour suprême, il puisse en être jugé autrement.

Nous préciserons enfin que l'application des dispositions de l'article suppose essentiellement que la chose transmise avait été individualisée dans la police du vendeur. Si l'objet transmis faisait partie d'une universalité, et qu'il soit impossible de faire une ventilation du prorata de la prime totale qui correspond au risque spécial transmis, il est bien évident que l'acquéreur ne pourrait pas bénéficier de plein droit du contrat, dont par ailleurs son vendeur reste saisi.

Ainsi, il est fréquent que l'assureur de responsabilité automobile garantisse un assuré pour un ou plusieurs véhicules, quelles qu'en soient la forme ou la marque, à la condition que la puissance ne dépasse pas un certain nombre de CV, et qu'en cas d'accident, le conducteur des dits véhicules soit porteur d'un carnet d'identité délivré par l'assureur, et sur lequel les témoins de l'accident devront apposer leur signature.

Il est bien certain en ce cas, que l'acquéreur d'un véhicule ne va pas bénéficier de la garantie du contrat

de son vendeur, à moins évidemment qu'au moment d'un accident il ne soit porteur du carnet d'identité dont nous avons parlé, mais alors ce ne serait pas comme acquéreur qu'il aurait droit à la garantie.

Nous savons qu'en principe l'assurance grêle est également régie par l'art. 19; toutefois, en son art. 48, la loi apporte certaines précisions et certaines dérogations. En particulier, l'assureur qui voudra résilier le contrat après une mutation, ne pourra le faire qu'à la condition que sa dénonciation ne prenne effet qu'à l'expiration de l'année d'assurance en cours. On se souvient qu'en matière d'assurance ordinaire nous avons estimé que la résiliation de l'assureur pouvait prendre effet dix jours après l'envoi de la lettre recommandée.

Le législateur a pensé qu'une résiliation a effet quasi immédiat pourrait, en matière d'assurance grêle, causer un préjudice trop considérable à l'acquéreur, en l'exposant à ne plus trouver en cours d'année d'assureur qui veuille bien accepter son risque.

En contre partie, l'art. 48 dispose que lorsque la prime est payable à terme, le vendeur est déchu du bénéfice du terme pour le paiement de la prime afférente à cette période. M. Lafarge donne de cette disposition le commentaire suivant : « L'assureur qui n'a pas traité « avec l'acquéreur, et qui n'a avec ce dernier aucun lien « de droit, court le risque de se voir opposer par cet « acquéreur une fin de non recevoir. Il était équitable « de lui donner, dans ce cas, le droit d'obliger l'alié- « nateur au paiement de la prime convenue, sans que « celui-ci puisse se prévaloir du bénéfice du terme »¹.

1. Lafarge, *loc. cit.*, p. 1168, col. 3.

Ce commentaire justifie d'autre part, la position que nous avons prise en ce qui concernait le paiement des primes échues avant l'aliénation : nous avons dit que l'assureur ne pouvait en exiger le paiement de l'acquéreur. Or c'est précisément pour cette raison qu'en matière d'assurance grêle le législateur a cru devoir déclarer le vendeur déchu du bénéfice du terme que lui accordait son contrat.

Tel est le domaine d'application des art. 19 et 48 de la loi du 13 juillet 1930.

CONCLUSION

Nous avons signalé, lorsque nous les avons rencontrées les lacunes que présentait l'œuvre du législateur

Il nous est possible maintenant de porter un jugement d'ensemble : nous devons reconnaître que le législateur a répondu à ce que l'on attendait de lui, et que les dispositions de l'art. 19 donnent, généralement, dans la pratique, satisfaction aux assureurs et aux assurés.

Il en sera ainsi de plus en plus dans l'avenir, lorsque le mécanisme assez délicat et particulièrement hardi de l'art. 19 sera mieux compris : ses applications fréquentes doivent faire rapidement tomber la défiance qu'il a pu inspirer à certains professionnels de l'assurance.

On serait peut-être tenté de regretter l'imprécision du texte français, surtout si on le compare aux dispositions minutieusement détaillées de la loi allemande. Mais nous savons, que d'une façon générale, les textes de loi français gagnent en souplesse ce qu'ils perdent en précision.

L'art. 19 a donné un cadre solide sur lequel la jurisprudence et la doctrine pourront travailler.

Vu le Doyen
Edgard ALLIX.

Vu le Président de Thèse,
PICARD

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Agnel et Corny (de).** — Manuel général des assurances.
- Alauzet.** — Traité général des Assurances (1844).
- Ancey (César).** — et **Sicot (L.).** — La loi sur le contrat d'assurance 1931.
- Argus (L').** — Journal International des Assurances.
- Besson (André).** — L'aliénation de la chose assurée. Revue Générale des Assurances terrestres, 1934, n° 1 et 2.
- Bonneville de Marsangy (L.)** — Jurisprudence générale des Assurances terrestres, continuée par MM. Ch. Perrin, Cg. de Corny et A. Simon, 3 vol. (1897-1906).
- Boudousquie.** — Traité de l'assurance contre l'incendie (1829).
- Boulay-Paty.** — Droit commercial.
Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1906.
- Colin et Capitant.** — Cours Elémentaire de droit civil français (1932).
- Deschamps (Jacques).** — L'aggravation du risque en cours d'assurance, thèse, Paris, 1932.
- Duhail.** — L'assurance contre l'incendie.
- Eeckout (Van).** — Le droit des assurances terrestres; traité théorique et pratique (1928).
- Emérignon.** — Traité des assurances et des contrats à la grosse (2 vol.).
- Férot.** — Etude sur les Assurances à prime contre l'incendie.
- Hémar.** — Précis élémentaire de Droit civil, t. II.
- Joliat et Grun.** — Traité des Assurances terrestres.

Godart (Justin) et Perraud-Charmantier (André). — Code des Assurances, 1930.

Lalande (de). — L'Assurance contre l'incendie.

Lepargneur. — De l'effet à l'égard de l'ayant-cause particulier des contrats générateurs d'obligations relatifs aux biens transmis. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1924, p. 481 et suiv.

Paris le Clerc. — Le contrat d'assurance : sa nature juridique. Thèse Paris, 1932.

Pardessus. — Droit commercial.

Perreau (E.H.). — Assurances terrestres et maritimes ; Recueil méthodique de textes (1929).

Persil. — Traité des assurances terrestres (1834).

Philouze (P.). — Manuel du contrat d'assurance. Assurance contre l'incendie. Assurances sur la vie. Principes et jurisprudence (1879).

Picard (Georges). — Formation, durée, transmission du contrat d'assurances de dommages, thèse Paris, 1933.

Picard (Maurice). — La gestion d'affaires dans la jurisprudence contemporaine. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1921, p. 419 à 467, et 1922, p. 1 à 34.

Planiol. — Cours élémentaire de Droit civil.

Planiol et Ripert. — Traité pratique de Droit civil français, édition 1931, t. VII : Obligations.

Pouget (L.). — De la prime en matière d'assurances terrestres (1858) .

Quesnault. — Traité des Assurances terrestres (1826).
Recueil Périodique des Assurances.
Revue Générale des Assurances Terrestres.

Roux. — Commentaire théorique et pratique de la loi de 1930 ; Paris, 1930.

Ruben de Couder. — Dictionnaire de Droit commercial.

Sumien (Paul). — Traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance.

Trasbot. — Commentaire de la loi de 1930, Dalloz, 1931.

Weyer (Paule). — La prime d'assurance, thèse, Paris, 1932.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
A) L'assurance est-elle toujours un contrat aléatoire ?	1
Le caractère déterminé de la prime ne supprime pas l'aléa pour l'assuré	2
L'assurance reste aléatoire pour l'assureur malgré les statistiques	4
Aléa et intuitus personae. Intuitus personae et transmission de l'assurance	10
B) L'assurance est-elle encore un contrat ?	11
EXPOSITION	15

PREMIERE PARTIE

LA POLICE EST MUETTE SUR LA TRANSMISSION DE LA CHOSE ASSUREE

Chapitre I. — Vendeur et assureur	19
A) Le vendeur doit une indemnité de résiliation	20
B) Indivisibilité de la prime en cours	25
C) Le vendeur perd tout droit à l'indemnité	26
Chapitre II. — Acquéreur et assureur	27
A) L'acquéreur est-il bénéficiaire de plein droit de l'indemnité	29
a) Théorie de l'assurance accessoire	30
b) Application de la gestion d'affaires	35
c) L'enrichissement sans cause	40

d) Application de l'art. 1122 et système de M. Lepargneur	41
e) La commune intention des parties	45
f) L'intuitus personae met-il obstacle à la transmission	48
B) Conditions de la transmission	55
C) L'acquéreur est-il tenu de continuer le contrat	57
Chapitre III. — Vendeur et acquéreur	62
Chapitre IV. — Divers modes de transmission autres que la vente	65
A) Transmission à titre particulier	65
B) Transmission à titre universel	66
C) Usufruit	67

DEUXIEME PARTIE

LA POLICE CONTIENT UNE CLAUSE REGISSANT EXPRESSEMENT LA TRANSMISSION DE LA CHOSE ASSUREE	72
Chapitre I. — Vendeur et assureur	73
A) Indemnité de résiliation à la charge du vendeur ...	73
a) Thèse du mandat	74
b) Thèse de la délégation	75
c) Clause de porte-fort	75
B) Conditions du droit à l'indemnité de résiliation	76
Chapitre II. — Acquéreur et assureur	79
A) Texte et analyse de la clause usuelle des polices ...	79
a) La délégation	80
b) La stipulation pour autrui	81
B) Conditions pour l'acquéreur du droit à l'indemnité .	82
C) Clause usuelle de style dans les actes de vente.	84
a) Effet de cette clause	85
b) L'assureur doit-il être désigné nominativement	87

Chapitre III. — Vendeur et acquéreur 91**Chapitre IV. — Les divers modes de transmission
autres que la vente 93**

A) Successeur universel et successeur particulier 94

B) Délais pour faire inventaire et délibérer 96

C) Formalités de transfert et délais 98

D) Vente à réméré 99

CONCLUSION 100

TROISIEME PARTIE

LA POLICE EST REGIE**PAR LA LOI DU 13 JUILLET 1930 104****TEXTES DES ART. 19 ET 48****DE LA LOI DU 13 JUILLET 1930 105****Chapitre I. — Vendeur et assureur**

A) Le vendeur perd le droit à l'indemnité 108

a) Quid si le vendeur remplace l'objet aliéné . 109

b) Question des dates certaines 112

B) Le vendeur demeure-t-il tenu des primes 113

C) Le vendeur a-t-il droit à une ristourne de primes . . . 118

D) Est-il permis de déroger à l'art. 19 119

Chapitre II. — Acquéreur et assureur 121

A) Transmission de plein droit 122

a) Absence de formalités 123

b) Conditions de la transmission 124

c) Mise en demeure pour non paiement de
primes 127d) Aggravation objective des risques du fait
de l'acquéreur 130

e) Diminution des risques 134

B) Obligations aux primes 134

a) Primes échues avant la vente 135

b) Primes échues après la vente : solidarité . 136

C) Résiliation par l'assureur	137
a) Formes	138
b) Délais	139
c) Effets (date et préavis)	142
d) L'assureur doit-il restituer un prorata de primes ?	145
e) L'assureur a-t-il droit à une indemnité ...	146
D) Résiliation par l'acquéreur	147
a) Clause de reprise d'assurance dans l'acte de vente	148
b) Prise d'effet de la résiliation	149
c) Indemnité de résiliation à la charge du seul acquéreur	150
d) Cumul de l'indemnité de résiliation et du prorata de la prime payée d'avance	154
E) Cumul d'assurances	155
Chapitre III. — Vendeur et acquéreur	156
A) Obligations du vendeur	156
B) L'acquéreur doit-il au vendeur le prorata de la prime payée d'avance	157
Chapitre IV. — Les divers modes de transmission autres que la vente	158
A) Quid du terme « attributaire définitif ? »	158
Chapitre V. — Domaine d'Application de l'art. 19	161
A) Dans l'espace et le temps	161
B) Quid des assurances de responsabilité ?	162
C) Il faut que la chose soit individualisée	164
D) L'assurance grêle et l'art. 48	165
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	168

Imp. F. BOISSEAU, 34, rue du Taur - Toulouse.
